

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE MOLINES-EN-QUEYRAS (05330)

- 9 NOV. 2020

Bureau du Courrier N°3

REVISION GENERALE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.3. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

PLU arrêté le : 11/03/2019

PLU approuvé le 15/10/2020

LE MAIRE
GARCIN Valérie

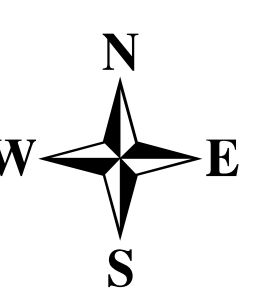


Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuillot28@gmail.com

Les Servitudes d'Utilité Publique sur la commune de Molines-en-Queyras

Nomenclature	Ministère ou service	Libellé	Dénomination
			Eglise Saint Romain
AC1	Ministère de la culture	Monuments historiques inscrits et classés : classement, inscription et périmètre de protection	Porte en bois de 1524 (Cette dernière n'est néanmoins plus présente physiquement sur le territoire).
AC2	Ministère de l'écologie	Sites inscrits ; Sites classés ; Zones de protection des sites créées en application de l'article 17 de la loi du 2 mai 1930 modifiée (Article abrogé par l'article 72 de la loi n° 83-8)	Maison Bonetto Sommet du Bucher
AS1	Ministère de la santé	Protection des eaux potables	Captage Clos du Vallon Captage Combes des Mares Captage Créchant Captage de Fontaine Rouge
PM1	Ministère de l'écologie	Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles	
EL4	Concessionnaire	Servitude relative au développement et à la protection des montagnes	Zone autour des remontées mécaniques et pistes de ski Domaine skiable



CHATEAU-VILLE-VIEILLE

AIGUILLES

- Légende**
- Zone du PLU
 - Ua : Cores anciens et quartiers historiques
 - Ud : Extensions récentes de l'urbanisation de densité modérée
 - Ue : Extensions récentes de l'urbanisation de densité élevée
 - Uc : Coeur de station
 - Ustare : Camping de Pierre Gosse
 - Ue : Zones d'activités économiques diversifiées
 - Ua : Extensions autour de la station destinées aux hébergements touristiques
 - Ala : Zone d'urbanisation future soumise aux GMP n°1
 - Alb : Zone d'urbanisation future soumise aux GMP n°2
 - A : Zone agricole
 - Ap : Zone agricole accueillant des activités économiques
 - As : Zone agricole à protection renforcée
 - N : Zone naturelle
 - Ns : Zone naturelle réservée à la pratique du ski
 - Nst : Restaurants d'altitude ouverts sur le domaine skiable
 - AC1 : Servitude de protection des monuments historiques classés ou inscrits
 - AC2 : Servitude relative aux sites inscrits et classés
 - AS1 : Servitude résultant de l'insécurité de périmètres de protection des eaux potables et minérales
 - PM1 : Plan de Prévention des risques naturels
 - EL4 : Servitude relative au développement et à la protection des montagnes
 - Cadastré PCI vecteur 2019
 - Autres bâtis 2019
 - NB : Ce plan n'est pas opposable, il compile les périmètres reportés des servitudes d'utilité publique connues sur la commune en octobre 2020. Pour les périmètres opposables, se référer aux actes instituant les servitudes.

REVISION GENERALE N°1
 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



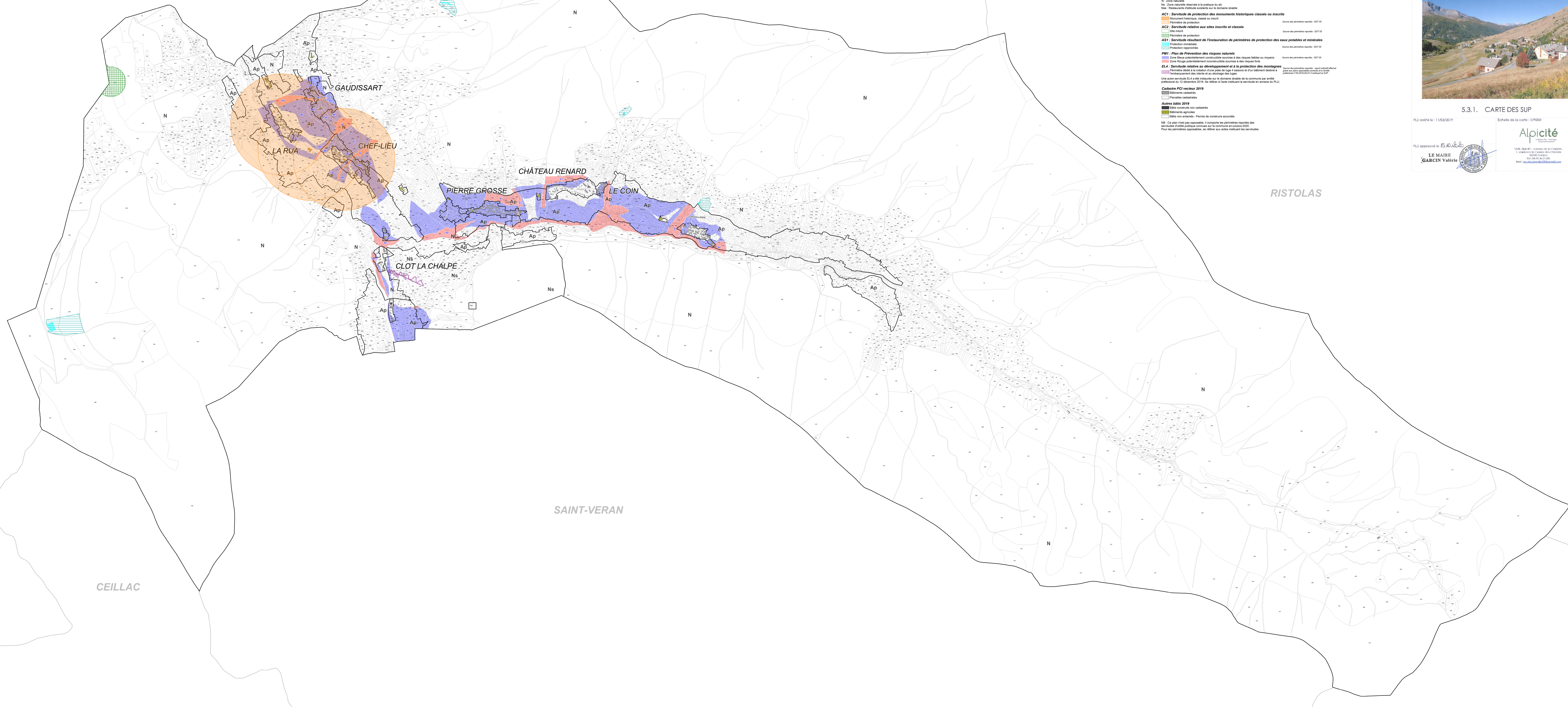
5.3.1. CARTE DES SUP

PLU arrêté le : 11/03/2019 Échelle de la carte : 1/7000

PLU approuvé le 15/10/2018

LE MAIRE
GARCIN Valérie

Alpicité
 DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES
 34780 FAYENS
 05 42 92 42 00
 www.alpicite.com



CEILLAC

SAINT-VERAN

RISTOLAS

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE MOLINES-EN-QUEYRAS (05350)



REVISION GENERALE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.3.2. ARRETES PORTANT DUP : CAPTAGES EN EAU POTABLE

PLU arrêté le : 11/03/2019

PLU approuvé le : 15/10/2020

LE MAIRE
GARCIN Valérie



Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuilot28@gmail.com



PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Préfecture

Direction des moyens et de la
Coordination des politiques
publiques

Gap, le **26 SEP. 2014**

Bureau du Développement
Durable et des Affaires Juridiques

Arrêté n° 2014 - 269 - 0015

Objet : Alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Molines en Queyras par le captage de Clos du Vallon.

Pétitionnaire : Commune de Molines en Queyras.

Le préfet des Hautes-Alpes

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
de la dérivation des eaux souterraines,
de l'instauration des périmètres des protection

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté portant Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement

- VU la Directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, les articles R 1321-1 à R 1321-68 et les articles R 1416-1 et suivants ;
- VU le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L 215.13 relatif à la dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, R214-1 à R214-60 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 211-1 et suivants;
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la Justice Administrative ;
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à Déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0 ; 1.2.1.0 ; 1 2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement;

- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- VU **la délibération de la commune de Molines en Queyras en date du 14 mars 2013 approuvant le projet, son montant et demandant :**
- De déclarer d'utilité publique
→ la dérivation des eaux pour la consommation humaine
→ la délimitation et la création des périmètres de protection
- De l'autoriser à
→ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine
→ prélever l'eau dans le milieu naturel au titre du Code de l'Environnement
- VU le protocole départemental du 25/11/2010 entre l'état et l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,
- VU le rapport de Monsieur Guy FAURE, hydrogéologue agréé, en date du 05 mai 2009,
- VU l'avis du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur en date du 26 juillet 2013 ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires en date du 27 janvier 2014 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014080-0006 du 21 mars 2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 06 juin 2014 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 4 septembre 2014 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;

CONSIDERANT que le projet améliorera la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur :

A R R E T E

Ressource en eau

Article 1er : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Molines en Queyras :

- Les travaux de captage et de dérivation des eaux de la source de Clos du Vallon.
- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate.
- L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 2: Autorisation de prélèvement :

La commune de Molines en Queyras est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, à partir du captage de Clos du Vallon, au titre du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : Localisation

Le captage est situé sur la parcelle n° 3 section E. Il est composé de deux drains qui se déversent dans un chambre de captage

Les coordonnées cartésiennes sont : (en Lambert 93) $x = 1\ 006\ 959\ m$; $y = 6\ 411\ 335\ m$ et $z = 2275\ m$

ARTICLE 4 : Capacité de prélèvement autorisée

Les valeurs maximum d'exploitation autorisées sont :

- débit de prélèvement maximum instantané de $23\ m^3/h$
- volume de prélèvement maximum annuel de $63\ 100\ m^3$

Afin de respecter les débits autorisés, les aménagements suivants devront être mis en place :

- Pose d'un compteur au réservoir du Coin, sur le tuyau d'alimentation gravitaire du bassin, issu de la source du Clot du Vallon, afin de comptabiliser le volume prélevé à la ressource
- Pose d'un compteur au niveau du réservoir du Coin, sur la conduite d'alimentation par refoulement, du bassin, issue de la station de pompage de la nappe de Fontgillarde,
- Pose d'un compteur sur la conduite de départ du réservoir vers le hameau du Coin
- Pose d'un orifice calibré, mis en place à l'intérieur du regard de captage de la source de Clos du Vallon, permettant de limiter le débit prélevé au débit autorisé.

L'exploitant note sur un registre spécialement ouvert à cet effet :

- la localisation de l'installation de prélèvement, l'origine de l'eau prélevée,
- le type de l'installation de mesure et la date de pose initiale de cette installation,
- les relevés mensuels de l'index du ou des installations de mesure, ainsi que les volumes prélevés à partir de ces relevés d'index,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- Les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou la mesure des prélèvements, et notamment les arrêts de comptage, qui sont mentionnés en indiquant la nature de l'incident, la date de constatation et de réparation de l'incident, le relevé de l'index du ou des installations de mesure aux dates de constatation et de réparation de l'incident,
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation, qui sont mentionnés en précisant la date de l'opération et le relevé de l'index avant et après cette opération.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative.

L'excédent capté retournera au milieu naturel au plus près du point de captage.

ARTICLE 5: Périmètres de protection

Un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont mis en place pour protéger le point d'eau. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1: Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate s'étendra sur une surface de 553 m² sur la parcelle communale n° 3 en partie Section E

Le terrain du périmètre de protection immédiate doit rester la propriété de la commune de Molines en Queyras.

Ce périmètre sera clos.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sauf Autorisation accordée, au préalable, par l'autorité préfectorale après avis de l'Agence Régionale de Santé.

Tous travaux à l'intérieur de ce périmètre devront être signalés, au préalable, à l'autorité préfectorale, pour avis.

La végétation présente sur le site doit être entretenue en veillant à ne pas laisser des broussailles, arbustes ou arbres envahir la zone.

L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

ARTICLE 5.2 : Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étendra sur une surface de 5808 m² sur la parcelle communale n° 3 section E.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

- Toute construction même provisoire et toute nouvelle voie de communication,
- Tous travaux en sous-sol pouvant porter atteinte à la qualité des eaux et notamment l'exploitation de eaux souterraines (autres que pour l'AEP),
- Le forage de puits,
- Les puits filtrant pour l'évacuation des eaux mêmes pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- Le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes,
- L'installation de dépôt de déchets de toute nature ou de produits et matières ou de produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrage de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidange,
- L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ménagères ou des eaux vannes,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- Le stockage et l'épandage de fumier ou lisier, engrais organiques ou chimiques, boues de stations d'épuration ou compost, et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, et tous produits phytosanitaires,
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- Le pacage, le pâturage et le passage du bétail,
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris pour le bétail,
- La création d'étangs,
- Les randonnées à cheval ou avec quelque animal que ce soit,
- La pratique des sports mécaniques sur circuits,
- Les cimetières,
- Les installations classées,
- Les déversoirs d'orages,
- Le camping et le stationnement des caravanes.
- La création de route ou de piste.

- L'autorisation d'activités ou d'aménagements pouvant porter atteinte à la qualité des eaux captées est conditionnée à la production d'un document technique justifiant de l'absence d'impact sur la qualité de l'eau ; ce document devra être transmis pour accord avant réalisation, à l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) qui pourra demander l'avis d'un hydrogéologue agréé.

ARTICLE 6 : Accès

Les agents de l'Agence Régionale de Santé et des services chargés de l'application du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisées.

L'accès au captage et aux principaux ouvrages devra faire l'objet d'une servitude de passage par acte notarié.

ARTICLE 7 : Travaux et aménagements

- Mise en place des dispositifs permettant le comptage et la limitation du débit prélevé (voir article 4).
- Pose de la clôture avec portail
- Colmater et boucher les terriers des marmottes présents sous le captage et en bordure des drains afin d'éliminer les marmottes de la zone
- Protéger la fermeture de l'ouvrage de captage
- Pose d'une clôture amovible type électrique ou filet à mouton afin de faire respecter l'interdiction de pâturage dans le périmètre de protection rapprochée.

Pour la mise en œuvre des travaux, la commune de Molines en Queyras veillera au respect des prescriptions formulées par le Service Environnement et Espaces Naturels de la Direction Départementale des Territoires notamment en ce qui concerne les impacts et mesures réductrices en phase de chantier.

ARTICLE 8 : Publication des servitudes

Les servitudes instituées à l'article 5.2 dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté au service chargé de la publicité foncière.

ARTICLE 9 : Indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 10 : Situation du prélèvement par rapport au Code de l'Environnement

Le prélèvement d'eau au captage de Clos du Vallon est soumis à Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement.

Il relève de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement: Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200000 m³/an.

Distribution de l'eau

ARTICLE 11 : Autorisation, modalité et réseau de distribution

La commune de Molines en Queyras est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage de Clos du Vallon, conformément au réseau décrit dans le dossier d'enquête publique et dans le respect des modalités suivantes :

- Le réseau de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.

- Tous les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine doivent avoir obtenus leur ACS (Attestation de Conformité sanitaire)
- Le captage de Clos du Vallon et le périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune de Molines en Queyras et sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 12 : Surveillance de la qualité de l'eau

La commune de Molines en Queyras veille au bon fonctionnement du système de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient l'Agence Régionale de Santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 13: Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de Molines en Queyras selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14: Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les agents de l'Agence Régionale de Santé et des services chargés de l'application et du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisées. Pour cela, des servitudes d'accès seront établies pour les propriétés privées traversées.

L'aménagement du captage doit permettre le prélèvement d'eau brute (robinet de puisage).

L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15: Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- ☐ L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.
- ☐ Les synthèses commentées que peut établir l'Agence Régionale de Santé sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par l'Agence Régionale de Santé concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

Dispositions diverses

ARTICLE 16: Plans et visite de récolement

La commune de Molines en Queyras établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux.

Ces plans sont adressés à l'autorité préfectorale et à l'Agence Régionale de Santé dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

ARTICLE 17: Respect de l'application du présent arrêté

La commune de Molines en Queyras veille au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 18: Durée de validité

Les travaux et aménagements décrits ainsi que les achats ou expropriations éventuelles devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage de Clos du Vallon participe à l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Molines en Queyras dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19 : Modifications

Toutes modifications notables apportées par le déclarant aux ouvrages ou installations de prélèvement (localisation, mode d'exploitation, débit, volume, secteurs desservis...) tout changement de type de moyen de mesure ou du mode d'évaluation des débits prélevés, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation sanitaire et de déclaration de prélèvement doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité préfectorale.

ARTICLE 20: Notifications et publicité de l'arrêté

□ Le présent arrêté est notifié au maire de Molines en Queyras en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public,
- l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois, (une mention de cet affichage est insérée en caractères permanents dans deux journaux locaux),
- son insertion dans les documents d'urbanisme,
- sa publication au service chargé de la publicité foncière.

ARTICLE 21 : Délais de recours et droits des tiers

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication saisir d'un recours contentieux le Tribunal administratif de Marseille.
Elle peut également saisir, dans le même délai, d'un recours gracieux, le préfet des Hautes Alpes.

ARTICLE 22 : Mesures exécutoires

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes,
Le Maire de la commune de Molines en Queyras,
Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Alpes.

Le Préfet,

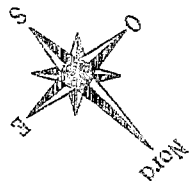
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



François DRAPÉ

Documents annexés :

- Plan parcellaire délimitant les périmètres de protection : 1 page A3 couleur
- Etat parcellaire : 1 page

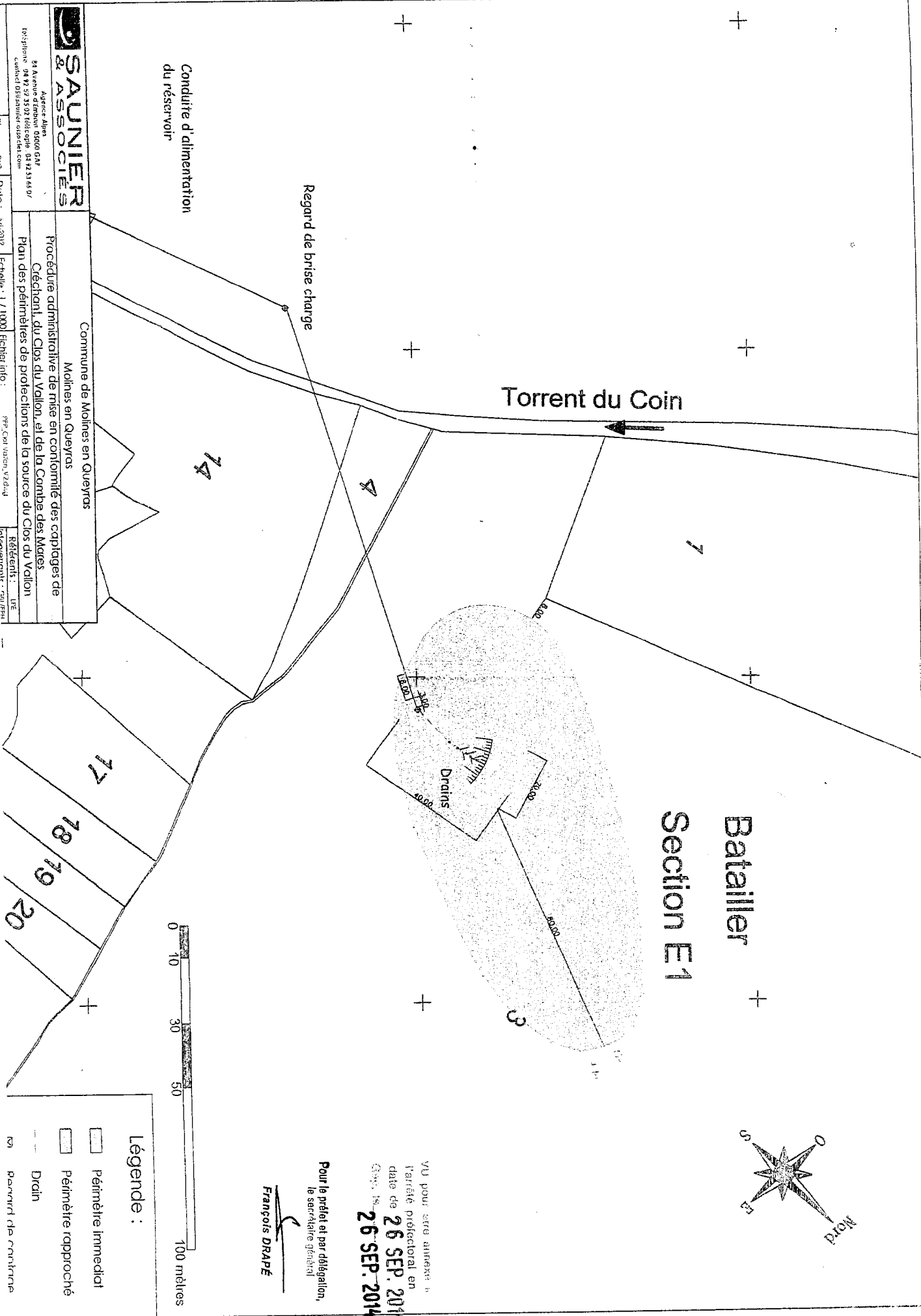


Batailler
Section E1

Torrent du Coin

Regard de brise charge

Conduite d'alimentation
du réservoir



VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **26 SEP. 2014**
Géo. N° **26 SEP. 2014**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général
François DRAPÉ

Légende :

- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché
- Drain
- Parcours de conduite

SAUNIER & ASSOCIÉS
Agence Alpes
84 Avenue d'Amont 05000 GAP
Téléphone : 04 79 29 33 00 Fax : 04 79 23 66 07
Contact : 04 79 29 33 00 contact@saunier.com

Commune de Molines en Queyras
Molines en Queyras
Procédure administrative de mise en conformité des captages de
Céchant, du Clos du Vallon, et de la Combe des Mares
Plan des périmètres de protections de la source du Clos du Vallon

Dossier n° : MOUR-2012 Phase : OUP Date : 14/09/2012 Echelle : 1 / 1000 Fichier info : SPP_Clos_Vallon_V2.dwg Révisé : LRE
Intervention : 2011/2014

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

Réf. : MOQUE 03 018

Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Marres, de Clot du Vallon et de Crechant

Page : 1.1

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Commune de :

MOLINES EN QUEYRAS

ÉTAT NOUVEAU

N° TERRIER : 1

Source :

Clot du Vallon

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE	
						Sect.	N°	Surf. en M ²	Sect.			N°
+00005	E	3	BATAILLER	267 520	L02	E	3a	553	E	3b	5 808	261 159
						Total emprise		553	Total emprise		5 808	
Définies dans l'arrêté d'utilité publique												

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

Commune de MOLINES EN QUEYRAS, représentée par son Maire Monsieur MARTIN Francis

Dont le numéro de SIRET est 210 500 773 000 44

Et dont le siège social est situé Le village à 05350 MOLINES EN QUEYRAS

NATURE DES BIENS : Communal

PROPRIÉTAIRES REELS OU AYANTS-DROITS :

1/ En qualité de propriétaire bailleur : Commune de MOLINES EN QUEYRAS, représentée par son Maire Monsieur MARTIN Francis

Dont le numéro de SIRET est 210 500 773 000 44

Et dont le siège social est situé Le village à 05350 MOLINES EN QUEYRAS

2/ En qualité de Pèneur :

Za/ Association Le Chamois du Vallon et du Grand Queyras, représentée par son Président M. Dulheller-Lamonthézie

Déclaration à la sous-préfecture de Briançon le 24 mai 1966.

Domiciliée à Le Village - 05350 MOLINES EN QUEYRAS

2b/ Association du Groupement Pastoral de l'Alpe Agnel

Déclaration à la sous-préfecture de Briançon le 10 juin 2002.

Domiciliée à La Rua - 05350 MOLINES EN QUEYRAS.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

1/ Antérieure au 1^{er} Janvier 1956.

Za/ Bail de Chasse établi le 16/11/1994 par Me PACE, Notaire à Guillestre.

Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 18/01/1995 Vol 1995P N°482.

Zb/ Bail d'Alpage établi le 24/12/1994 par Me PACE, Notaire à Guillestre

Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 6 février 1995 Vol 1995P N°1002.

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date du **26 SEP. 2014**

26 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

François DRAPÉ



PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Préfecture
Direction des moyens et de la
Coordination des politiques
publiques
Bureau du Développement
Durable et des Affaires Juridiques

Gap, le **26 SEP. 2014**

Arrêté n° 2014 - 269.0014

Objet : Alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Molines en Queyras par le captage de Combe des Mares.

Petitionnaire : Commune de Molines en Queyras.

Le préfet des Hautes-Alpes

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
de la dérivation des eaux souterraines,
de l'instauration des périmètres des protection

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté portant Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement

- VU la Directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, les articles R 1321-1 à R 1321-68 et les articles R 1416-1 et suivants ;
- VU le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L 215.13 relatif à la dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, R214-1 à R214-60 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 211-1 et suivants;
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la Justice Administrative ;
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à Déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0 ; 1.2.1.0 ; 1 2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

- VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- VU **la délibération de la commune de Molines en Queyras en date du 14 mars 2013 approuvant le projet, son montant et demandant :**
- De déclarer d'utilité publique
→ la dérivation des eaux pour la consommation humaine
→ la délimitation et la création des périmètres de protection
- De l'autoriser à
→ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine
→ prélever l'eau dans le milieu naturel au titre du Code de l'Environnement
- VU le protocole départemental du 25/11/2010 entre l'état et l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,
- VU le rapport de Monsieur Guy FAURE, hydrogéologue agréé, en date du 11 mars 2009 ;
- VU l'avis du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur en date du 26 juillet 2013 ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires en date du 27 janvier 2014 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014080-0006 du 21 mars 2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 06 juin 2014;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 04 septembre 2014 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;

CONSIDERANT que le projet améliorera la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur :

A R R E T E

Ressource en eau

Article 1er : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Molines en Queyras :

- Les travaux de captage et de dérivation des eaux de la source de Combe des Mares.
- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate.

➤L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 2: Autorisation de prélèvement :

La commune de Molines en Queyras est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, à partir du captage de Combe des Mares au titre du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : Localisation

Le drain de captage est situé sur la parcelle n° 1198 Section F, Commune de Molines en Queyras.
La zone drainant est située sur les parcelles n° 1198 ; 1199 et 1220 Section F ; Commune de Molines en Queyras.
Les coordonnées cartésiennes sont (en Lambert 93) $x = 1\ 007\ 717\ m$; $y = 6\ 410\ 446\ m$; et $z = 2071\ m$

ARTICLE 4 : Capacité de prélèvement autorisée

Les valeurs maximum d'exploitation autorisées sont :

- débit de prélèvement maximum instantané de $7\ m^3/h$.
- volume de prélèvement maximum annuel de $38\ 000\ m^3$

Afin de respecter les débits autorisés, les aménagements suivants devront être mis en place :

- Pose d'un compteur au niveau de la chambre de vannes du réservoir de Fontgillarde, sur le tuyau d'alimentation gravitaire du bassin issu de la source de Combe des mares, afin de comptabiliser le volume prélevé à la ressource,
- Pose d'un compteur au réservoir de Fontgillarde sur la conduite issue sur la conduite d'alimentation par refoulement du bassin, issue de la station de pompage de la nappe de Fontgillarde,
- Pose d'un compteur sur la conduite de distribution du réservoir vers le hameau de Fontgillarde
- Pose d'un orifice calibré, mis en place à l'intérieur du regard de captage de la source de Combe des mares, permettant de limiter le débit prélevé au débit autorisé.

L'exploitant note sur un registre spécialement ouvert à cet effet :

- la localisation de l'installation de prélèvement, l'origine de l'eau prélevée,
- le type de l'installation de mesure et la date de pose initiale de cette installation,
- les relevés mensuels de l'index du ou des installations de mesure, ainsi que les volumes prélevés à partir de ces relevés d'index,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- Les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou la mesure des prélèvements, et notamment les arrêts de comptage, qui sont mentionnés en indiquant la nature de l'incident, la date de constatation et de réparation de l'incident, le relevé de l'index du ou des installations de mesure aux dates de constatation et de réparation de l'incident,
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation, qui sont mentionnés en précisant la date de l'opération et le relevé de l'index avant et après cette opération.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative.

L'excédent capté retournera au milieu naturel au plus près du point de captage.

ARTICLE 5: Périmètres de protection

Un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont mis en place pour protéger le point d'eau. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1: Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate s'étendra sur une surface de 216 m² sur les parcelles n° 1198 en partie ; n° 1199 en partie et n°1220 en partie Section F2.

Les terrains du périmètre de protection immédiate doivent être la propriété de la commune de Molines en Queyras.

La commune de Molines en Queyras est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Ce périmètre sera clos.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sauf Autorisation accordée, au préalable, par l'autorité préfectorale après avis de l'Agence Régionale de Santé.

Tous travaux à l'intérieur de ce périmètre devront être signalés, au préalable, à l'autorité préfectorale, pour avis.

La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement en veillant à ne pas laisser des broussailles, arbustes ou arbres envahir la zone.

L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

ARTICLE 5.2 : Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étendra sur une surface de 11925 m² (1,1925 hectare). Il sera scindé en 2 zones :

Zone 1 sur 2359 m² correspondant aux parcelles suivantes : n° 1172 en partie ; n° 1198; n° 1199 ; n° 1200 ; n°1201 ; n°1202 ; n°1219 ; n°1220 ; n° 1221 ; n°1222 ; n°1223 et n°1224 en partie SECTION F

Zone 2 sur 9566 m² correspondant aux parcelles suivantes : n° 1171 en partie ; n° 1172 en partie ; n° 1203 en partie ; n°1204 ; n°1205 ; n°1206 ; n°1207 ; n°1208 ; n°1210 ; n°1211 ; n° 1212 ; n° 1213 ; n° 1214 ; n°1215 ; n°1216 ; n°1217 ; n°1218 ; n°1224 ; n°1225 ; 1226 ; n°1227 ; n°1228 ; n°1229 ; n°1230 ; n°1231 ; n° 1232 en partie ; n° 1233 en partie SECTION F.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

Zone 1 et Zone 2 :

- Toute création – autre celle nécessaires à l'entretien du point d'eau - de constructions superficielles , même provisoires ou de nouvelles voies de circulation susceptibles de créer un risque d'altération de la qualité de l'eau captée
- Tous travaux en sous-sol pouvant porter atteinte à la qualité des eaux et notamment l'exploitation des eaux souterraines,
- Le forage de puits,
- Les puits filtrant pour l'évacuation des eaux mêmes pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- Le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes,
- L'installation de dépôt de déchets de toute nature ou de produits et matières ou de produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrage de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidange,

- L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ménagères n'ayant pas fait l'objet d'un traitement tertiaire ; ou des eaux vannes,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- Le stockage et l'épandage de fumier ou lisier, engrais chimiques, boues de stations d'épuration ou compost et tous produits phytosanitaires,
- Les déversoirs d'orages,
- Le parage des animaux et le pacage intensif,
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris pour le bétail,
- La création d'étangs,
- Les cimetières,
- Les installations classées,
- La création de routes ou de pistes,
- Le camping et le stationnement des caravanes et les parcs résidentiels,
- Les circuits de véhicules motorisés de plaisance (motos , 4*4...)
- La création de route ou de piste.
- L'autorisation d'activités ou d'aménagements pouvant porter atteinte à la qualité des eaux captées est conditionnée à la production d'un document technique justifiant de l'absence d'impact sur la qualité de l'eau ; ce document devra être transmis pour accord avant réalisation, à l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) qui pourra demander l'avis d'un hydrogéologue agréé.

En zone 1 : en plus des interdictions citées ci-dessus, seront strictement interdit :

- Le pâturage du bétail
- Les apports de quelques natures que ce soit (engrais organiques, traitement....)

ARTICLE 6 : Accès

Les agents de l'Agence Régionale de Santé et des services chargés de l'application du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisées.
L'accès au captage et aux principaux ouvrages devra faire l'objet d'une servitude de passage par acte notarié.

ARTICLE 7 : Travaux et aménagements

- Mise en place des dispositifs permettant le comptage et la limitation du débit prélevé (voir article 4)
- Pose de la clôture avec portail autour du périmètre de protection immédiate (1,50 m de hauteur minimum, grilles mailles 5X5 et portillon fermé à clé)
- Reprise et réfection de la maçonnerie de l'ouvrage de captage
- Pose d'une grille fine type moustiquaire sur la ventilation
- Pose d'une crépine sera mise en place sur la conduite d'adduction du captage ;
- Nettoyage du site du périmètre de protection immédiate
- Pose d'une clôture amovible type électrique ou filet à mouton afin de faire respecter l'interdiction de pâturage dans le périmètre de protection rapprochée (ZONE 1).

Pour la mise en œuvre des travaux, la commune de Molines en Queyras veillera au respect des prescriptions formulées par le Service Environnement et Espaces Naturels de la Direction Départementale des Territoires notamment en ce qui concerne les impacts et mesures réductrices en phase de chantier.

ARTICLE 8 : Publication des servitudes et droit de Prémption Urbain

La commune de Molines en Queyras assure sans délai la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

La commune de Molines en Queyras peut instaurer un droit de préemption urbain sur les terrains du périmètre de protection rapprochée dans les conditions définies à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme.

Les servitudes instituées à l'article 5.2 dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté au service chargé de la publicité foncière.

ARTICLE 9 : Indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 10 : Situation du prélèvement par rapport au Code de l'Environnement

Le prélèvement d'eau au captage de Combe des Mares est soumis à Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement.

Il relève de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement: Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200.000 m³/an.

Distribution de l'eau

ARTICLE 11 : Autorisation, modalité et réseau de distribution

La commune de Molines en Queyras est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage de Combe des Mares, conformément au réseau décrit dans le dossier d'enquête publique et dans le respect des modalités suivantes :

- Le réseau de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.
- Tous les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine doivent avoir obtenus leur ACS (Attestation de Conformité sanitaire)
- Le captage de Combe des Mares et le périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune de Molines en Queyras et sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 12 : Surveillance de la qualité de l'eau

La commune de Molines en Queyras veille au bon fonctionnement du système de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient l'Agence Régionale de Santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 13: Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de Molines en Queyras selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14: Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les agents de l'Agence Régionale de Santé et des services chargés de l'application et du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisées. Pour cela, des servitudes d'accès seront établies pour les propriétés privées traversées.

L'aménagement du captage doit permettre le prélèvement d'eau brute (robinet de puisage).

L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15: Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

☐ L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.

☐ Les synthèses commentées que peut établir l'Agence Régionale de Santé sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par l'Agence Régionale de Santé concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

Dispositions diverses

ARTICLE 16: Plans et visite de récolement

La commune de Molines en Queyras établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux.

Ces plans sont adressés à l'autorité préfectorale et à l'Agence Régionale de Santé dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

ARTICLE 17: Respect de l'application du présent arrêté

La commune de Molines en Queyras veille au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 18: Durée de validité

Les travaux et aménagements décrits ainsi que les achats ou expropriations éventuelles devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage de Combe des Mares participe à l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Molines en Queyras dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19 : Modifications

Toutes modifications notables apportées par le déclarant aux ouvrages ou installations de prélèvement (localisation, mode d'exploitation, débit, volume, secteurs desservis...) tout changement de type de moyen de mesure ou du mode d'évaluation des débits prélevés, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation sanitaire et de déclaration de prélèvement doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité préfectorale.

ARTICLE 20: Notifications et publicité de l'arrêté

☐ Le présent arrêté est notifié au maire de Molines en Queyras en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public,
- l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois (une mention de cet affichage est insérée en caractères permanents dans deux journaux locaux),
- sa notification individuelle sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R1321.13 du Code de la Santé publique,
- son insertion dans les documents d'urbanisme,
- sa publication au service chargé de la publicité foncière.

ARTICLE 21 : Délais de recours et droits des tiers

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication saisir d'un recours contentieux le Tribunal administratif de Marseille.

Elle peut également saisir, dans le même délai, d'un recours gracieux, le préfet des Hautes Alpes.

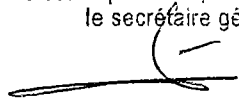
ARTICLE 22 : Mesures exécutoires

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes,
Le Maire de la commune de Moline en Queyras,
Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,
Le Directeur Départemental des Territoires,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Alpes.

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



François DRAPÉ

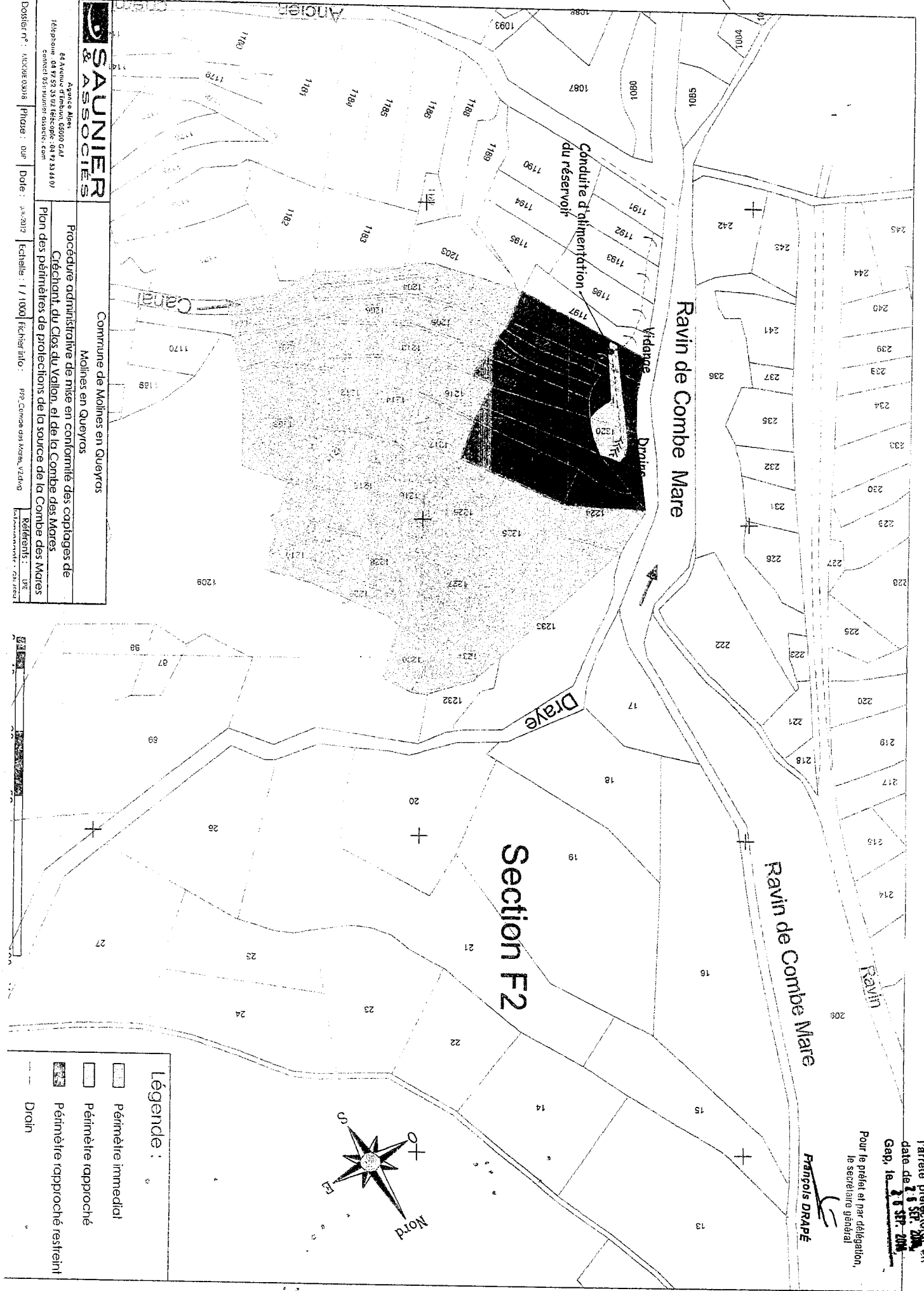
Documents annexés :

- Plan parcellaire délimitant les périmètres de protection : 1 page A3couleur
- Etats parcellaires :19 pages

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de 25 SEP 2012
 Gaip, le 26 SEP 2012

Pour le préfet et par délégation,
 le secrétaire général

Pascal DRAPÉ



SAUNIER & ASSOCIÉS
 Agence Alpes
 84 Avenue d'Embois, 05000 GAT
 Téléphone : 04 92 52 33 02 Télécopie : 04 92 53 44 07
 contact@saunier-associes.com

Commune de Molines en Queyras
 Molines en Queyras
 Procédure administrative de mise en conformité des coprages de Cédant, du Clos du Vallon, et de la Combe des Mares
 Plan des périmètres de protections de la source de la Combe des Mares

Dossier n° : 1420208 03/16 Prata : DUF Date : juil 2012 Echelle : 1 / 1000 Référents : GAT / PPR - Commune des Alpes, V2/10/09

PROJET		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant		ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL						
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		ÉTAT NOUVEAU						
Captage de :		Combe des Mares		MOLINES EN QUEYRAS						
Commune de :		MOLINES EN QUEYRAS		N° TERRIER : 1						
Page : 2.1										
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX										
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT Partie à acquérir	PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ Constitution de servitudes	Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf. en m ²	
+00005	F	1171	CHARANCEL	356	L 02				159	
	F	1199	CHARANCEL	226	L 03	F 1199a	F 1199b			
	F	1200	CHARANCEL	220	T 03	91	220			
	F	1201	CHARANCEL	156	L 01		F 1201	156		
	F	1202	CHARANCEL	114	L 01		F 1202	114		
	F	1217	CHARANCEL	370	L 01			F 1217	370	
	F	1228	CHARANCEL	725	L 01			F 1228	725	
				Total emprise		91	Total emprise	554	Total emprise	1 294
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :						NATURE DES BIENS : Communal				
Commune de MOLINES EN QUEYRAS, représentée par son Maire Monsieur MARTIN Francis										
Dont le numéro de SIRET est 210 500 773 000 44										
Et dont le siège social est situé Le village à 05350 MOLINES EN QUEYRAS										
1/ En qualité de propriétaire/bailleur : Commune de MOLINES EN QUEYRAS, représentée par son Maire Monsieur MARTIN Francis										
Dont le numéro de SIRET est 210 500 773 000 44										
Et dont le siège social est situé Le village à 05350 MOLINES EN QUEYRAS										
2/ En qualité de Preneur :										
Association Le Chamnois du Vallon et du Grand Queyras, représentée par son Président M. Dutheillet-Lamonthézie										
Déclaration à la sous-préfecture de Briançon le 24 mai 1966.										
Domiciliée à Le Village - 05350 MOLINES EN QUEYRAS										
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :										
1/ Antérieure au 1 ^{er} janvier 1956										
2/ Bail de Chasse établi le 16/11/1994 par Me PACE, Notaire à Guillemet.										
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 18/01/1995 Vol 1995P N°482.										

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **26 SEP. 2014**
Gap, le **26 SEP. 2014**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

François DRAPÉ

Ref. : MOQUE 03 018

PROJET Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

MOLINES EN QUEYRAS

N° TERRIER 3

Page : 2/2

Captage de : Combe des Mares

ÉTAT NOUVEAU

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf. en m²				
						Sect.	N°	Surf. en M²	Sect.			N°	Surf. en m²		
+00003	F	1172	CHARANCEL	988	E 01			F	1172a	122	F	1172b	387		479
Total emprise								Total emprise		122	Total emprise		387		

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

Association Syndicale du Canal de Fontgillarde situé Chez VASSEROT Jean-Pierre
Fontgillarde 05350 MOLINES EN QUEYRAS

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :

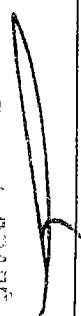
Association Syndicale du Canal de Fontgillarde situé Chez VASSEROT Jean-Pierre
Fontgillarde 05350 MOLINES EN QUEYRAS
Créée par arrêté préfectoral du 28 avril 1884 à la sous préfecture de Briançon

NATURE DES BIENS : Bien propre à l'entreprise

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :
Antérieure au 1er janvier 1956.

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **26 SEP. 2014**
Gap, le **26 SEP. 2014**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


François DRAPPÉ

PROJET

Réf. : MOQUE 03 018

Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Caplage de : Combe des Mares Commune de : MOLINES EN QUEYRAS

N° TERRIER 4 Page : 2.3

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf. en m²
						Sect.	N°	Surf. en M²	Sect.		
+00048	F	1229	CHARANCEL	150	L 02						
Total emprise											150

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

Association des Amis de Beauvallon
 Dont le numéro de SIRET est 779 411 701 00013
 Domiciliée à Ecole de Beauvallon - 26220 DIEULEFIT

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :

Association des Amis de Beauvallon
 Dont le siège est à Ecole de Beauvallon - 26220 DIEULEFIT
 et dont la déclaration a été déposée le 30/10/2008 à la sous-Préfecture de NYONS.

NATURE DES BIENS : Bien propre à l'entreprise

MJ pour l'Etat en date du 26 SEP. 2014
 GSP, le 26 SEP. 2014

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :
 Acquisition établie le 19/02/1987 par Me EHZINGER, Notaire à Taulignan.
 Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 24/04/1987 Vol 7502 N°21.

Pour le préfet et par délégation,
 le secrétaire général

François DRAPÉ

Ref. : MOQUE 03 018

PROJET : Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Marais, de Clot du Vallon et de Créchant

PÉTITIONNAIRE : COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Caplage de : Combe des Marais Commune de : MOLINES EN QUEYRAS

ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

N° TERRIER 5

Page : 2/4

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf. en m²
						Partie à acquérir	Partie à restituer	Périmètre rapproché restant Zone 1	Périmètre rapproché Zone 2		
00565	F	1225	CHARANCCEL	740	P 04						
B00064	F	1225p	CHARANCCEL / Lot A0001	370	P 04						
V00113	F	1225p	CHARANCCEL / Lot A0002	370	P 04						
Total emprise											
Total emprise						740					

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

BND LOT 00A0001 de 370 m² :
M BONNET Jean 05350 MOLINES EN QUEYRAS

BND LOT 00A0002 de 370 m² :
MME VASSEROT Eliane Clémentine épouse FINETTI Daniel née le 20/05/1944 à CROTS
demeurant 53 C Che de la Manne 13800 ISTRÉS

M VASSEROT Jean-Pierre né le 18/04/1950 à ISTRÉS
demeurant 55 Che de la Manne 13800 ISTRÉS

MME VASSEROT Simone Elise épouse MARTINI Jean née le 15/06/1952 à ISTRÉS
demeurant 41 Che de la Manne 13800 ISTRÉS

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AVANTS-DROITS :

BND LOT 00A0001 de 370 m² :
Propriétaire inconnu

BND LOT 00A0002 de 370 m² :
MME VASSEROT Eliane Clémentine épouse FINETTI Daniel née le 20/05/1944 à CROTS
demeurant 53 C Che de la Manne 13800 ISTRÉS

M VASSEROT Jean-Pierre né le 18/04/1950 à ISTRÉS
demeurant 55 Che de la Manne 13800 ISTRÉS

MME VASSEROT Simone Elise épouse MARTINI Jean née le 15/06/1952 à ISTRÉS
demeurant 41 Che de la Manne 13800 ISTRÉS

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

BND LOT 00A0001 de 370 m² :
Antériorité au 1er janvier 1956

BND LOT 00A0002 de 370 m² : Aliénation après Décès établie le 30/05/2005 par Me MAZET, Notaire à Istres.
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 02/09/2005, Vol 2005P N°8197

NATURE DES BIENS : Bien indivis non délimité

Annexé à
le 26 SEP. 2014
le 26 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

François DRAPIÉ

Ref. : MOQUE 03 018

PROJET : Procédure administrative de mise en conformité des périmètre des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

PÉTITIONNAIRE : COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Caplage de : Combe des Mares Commune de : MOLINES EN QUEYRAS

ÉTAT NOUVEAU

N° TERRIER : 11 Page : 2.5

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf. en m ²
						Partie à acquérir	Total emprise	Périmètre rapproché restreint Zone 1	Total emprise		
B00393	F	1215	CHARANCEL	380	L 01					F 1215 380	
						Total emprise		Total emprise		Total emprise	380

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :
 MME BONNET Eliane Pierrette épouse BOULANGER Francis née le 03/04/1947 à LYON 7EME demeurant 7 rue Georges Chevallier 69120 VAULX EN VELLIN

MME BONNET Nicole Rosalie Béatrice épouse GIRIN Gérard née le 10/02/1939 à LYON 3EME demeurant Imm Fontneuve 24 av Robert Fabre 83440 FAYENCE

PROPRIÉTAIRES REELS OU AYANTS-DROITS :
 MME BONNET Eliane Pierrette épouse BOULANGER Francis née le 03/04/1947 à LYON 7EME demeurant 7 rue Georges Chevallier 69120 VAULX EN VELLIN

MME BONNET Nicole Rosalie épouse GIRIN Gérard née le 10/02/1939 à LYON 3EME demeurant Imm Fontneuve 24 av Robert Fabre 83440 FAYENCE

NATURE DES BIENS : Bien indivis

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

1/ Attestation établie le 01/10/1998 par Me PACE, Notaire à Guillestre.
 Publication à la Conservation des Hypothèques de GAP, le 3/11/1998 Vol 1998P N°7727.


2/ Attestation établie le 01/10/1998 par Me PACE, Notaire à Guillestre.
 Publication à la Conservation des Hypothèques de GAP, le 3/11/1998 Vol 1998P N°7728.

3/ Licitation ne faisant pas cesser l'indivision établie le 01/10/1998 par Me PACE, Notaire à Guillestre.
 Publication à la Conservation des Hypothèques de GAP, le 3/11/1998 Vol 1998P N°7731.

26 SEP. 2014
 26 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation,
 le secrétaire général

François DRAPÉ

PROJET		Réf. : MOQUE 03 018		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant		ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL	
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		MOLINES EN QUEYRAS		ÉTAT NOUVEAU	
Caplage de :		Combe des Mares		Commune de :		N° TERRIER 12	
						Page : 2/6	
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX							
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT	
						Partie à acquérir	
*00564	F	1208	CHARANCEL	857	L 02	Sect.	N°
B00406	F	1208p	CHARANCEL / Lot A0001	429	L 02	Sect.	N°
V00024	F	1208p	CHARANCEL / Lot A0002	428	L 02	Sect.	N°
				Total emprise		857	
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :							
BND LOT 00A0001 de 429m ² :							
MME BONNET Helene Genevieve Suzanne épouse TRESSERRES Alain née le 14/11/1950 à MARSEILLE demeurant Vallon des Peyrards 22 Che des Chasseurs 13240 SEPTEMES LES VALLONS							
BND LOT 00A0002 de 428m ² :							
M VASSEROT Pierre demeurant Chez Mme PETEY Elise 11 Moulin de Valbonne 05000 GAP							
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :							
BND LOT 00A0001 de 429m ² :							
MME BONNET Helene Genevieve Suzanne épouse TRESSERRES Alain née le 14/11/1950 à MARSEILLE demeurant Vallon des Peyrards 22 Che des Chasseurs 13240 SEPTEMES LES VALLONS							
BND LOT 00A0002 de 428m ² :							
Propriétaire Inconnu							
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :							
BND LOT 00A0001 de 429m ² :							
Attestation établie le 29/03/2000 par Me NOVEL, Notaire à Grenoble.							
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 27/02/2001 Vol 2001P N°1732.							
BND LOT 00A0002 de 428m ² :							
Antérieure au 1er janvier 1956							
NATURE DES BIENS : Bien indivis non délimité							
Vis pour avis accordé à l'acte précedent en date du 26 SEP. 2014 Gap, le 26 SEP. 2014							
Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général							
 Francis DIVALE							

PROJET		Ref. : MOQUE 03 018		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant		ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL	
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		MOLINES EN QUEYRAS		ÉTAT NOUVEAU	
Caplage de :		Combe des Mares		Commune de :		MOLINES EN QUEYRAS	
						N° TERRIER 14	
						Page : 2/7	
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX							
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture		
B00473	F	1203	CHARANCEL	572	L 01		
	F	1205	CHARANCEL	249	P 04		
	F	1207	CHARANCEL	403	L 02		
				Total emprise			
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :							
M BONNET Marius Pierre né le 16/07/1939 à MOLINES demeurant Fontgillard 05390 MOLINES EN QUEYRAS							
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :							
M BONNET Marius Pierre né le 16/07/1939 à MOLINES demeurant Fontgillard 05390 MOLINES EN QUEYRAS							
ÉTAT NOUVEAU							
		PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ			
		Partie à acquérir		Constitution de servitudes		Caractéristiques des servitudes	
Sect.	N°	Surf. en M ²	Sect.	N°	Surf. en m ²	Périmètre rapproché restreint Zone 1	
						Périmètre rapproché Zone 2	
				Total emprise	803		
						Définies dans l'arrêté d'utilité publique	
						HORS EMPRISE Surf. en m ²	
						421	
NATURE DES BIENS : Bien propre							

26 SEP. 2014
26 SEP. 2014

Notaire
26 SEP. 2014

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :
Attestation rectificative établie le 14/08/2008 par Me COURT, Notaire à Embrun valant reprise pour ordre de la formalité initiale du 04/07/2008 vol 2008 N°5579
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 18/08/2008 Vol 2008P N°6768.

Notaire

Ref. : MOQUE 03 018

PROJET Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Captage de : Combe des Mares Commune de : MOLINES EN QUEYRAS

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

ÉTAT NOUVEAU

N° TERRIER 16

Page : 2.8

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE
						Partie à acquérir	Surf. en M²	Périmètre rapproché restreint Zone 1	Surf. en m²		
F00004	F	1212	CHARANCEL	300	L 01						
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :						Total emprise		Total emprise		Total emprise	300

M FAURE Sébastien Marcel Joseph époux MATHIEU Marguerite né le 16/05/1921 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AVANTS-DROITS :

M FAURE Sébastien Marcel Joseph époux MATHIEU Marguerite né le 16/05/1921 à MOLINES EN QUEYRAS, décédé le 07/03/2001 à MOLINES EN QUEYRAS.

NATURE DES BIENS : Bien propre

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :
Antérieure au 1er janvier 1956.

26 SEP. 2014
26 SEP. 2014
Pour la prestation de services

PROJET		Réf. : MOQUE 03 018		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant		ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL	
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		MOLINES EN QUEYRAS		ÉTAT NOUVEAU	
Caplage de :		Comme de :		MOLINES EN QUEYRAS		N° TERRIER 17	
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX		N° Communal		Sect.		N°	
F00067		F		1206		CHARANCEL	
		Lieu-Dit		Surf. en M ²		Nature culture	
				210		L 01	
		Sect.		N°		Surf. en M ²	
		Total emprise					
PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		Partie à acquérir		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Constitution de servitudes	
				Périmètre rapproché restreint		Zone 1	
		Sect.		N°		Surf. en m ²	
		Total emprise					
		Sect.		N°		Surf. en m ²	
				F		1206	
						210	
		Total emprise					
		Total emprise				210	
HORS EMPRISE		Surf. en m ²		Caractéristiques des servitudes		Définies dans l'arrêté d'utilité publique	

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :

1/ MME FAURE Elise Joséphine Marie épouse AUDIER Emile née le 03/01/1930 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant rue de La Combe Le Queron 05600 GUILLESTRE

2/ En qualité de Bailleur jusqu'en 2014 :
Association Le Chamois du Vallon et du Grand Queyras, représentée par son Président M. Dutheil-Lamonthézie
Déclaration à la sous-préfecture de Briançon le 24 mai 1966.
Domiciliée à Le Village - 05350 MOLINES EN QUEYRAS

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

1/ Partage établi par Me PACE, Notaire à Guillestre.
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 13/10/1995 Vol 1991P N°3436.

2/ Bail de chasse établi le 16/11/1994 par Me PACE, Notaire à Guillestre.
Publication le 18 janvier 1995 Vol 1995P N°482.


NATURE DES BIENS : Bien propre

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de **26 SEP. 2014** Gap, le **26 SEP. 2014**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

François DRAPÉ

PROJET		Réf. : MOQUE 03 018		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant		ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL			
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		MOLINES EN QUEYRAS		N° TERRIER 18			
Capage de :		Combe des Mares		Commune de :		MOLINES EN QUEYRAS			
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX				ÉTAT NOUVEAU		HORS EMPRISE			
				PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	
Partie à acquérir		Périmètre rapproché restreint Zone 1		Périmètre rapproché Zone 2		Définies dans l'arrêté d'utilité publique			
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture	Sect.	N°	Surf. en m ²	
G00128	F	1223	CHARANCEL	390	T 03	F	1223	390	
				Total emprise		Total emprise		Total emprise	
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :				MME GARCIN Francine Pierrette épouse FAURE Vincent Pierre née le 05/04/1937 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS					
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :				MME GARCIN Francine Pierrette épouse FAURE Vincent Pierre née le 05/04/1937 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS					
NATURE DES BIENS :				Bien propre					
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :				Donation/Partage établie le 7 et 14/09/1981 par Me DYEN, Publication à la Conservation des Hypothèques le 18/02/1986 Vol 7186 N°20.					
				<p>VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de 26 SEP. 2014 Gap, le 26 SEP. 2014</p> <p>Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général <i>François Durand</i></p>					

PROJET		Ref. : MOQUE 03 018		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Maras, de Clot du Vallon et de Créchant				ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL				
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		MOLINES EN QUEYRAS				ÉTAT NOUVEAU				
Captage de :		Combe des Maras		Commune de :				N° TERRIER 19				
								Page : 2/11				
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX												
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT Partie à acquérir		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ Constitution de servitudes		Caractéristiques des servitudes		HORS EMPRISE Surf. en m²
H000008	F	1216	CHARANCEL	390	L 01							
	F	1232	CHARANCEL	240	L 03							
	F	1233	CHARANCEL	1 580	P 04							
				Total emprise								
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :												
MME HERITIER Yvette Helene épouse PARNEIX Roger née le 27/05/1933 à LYON 4EME demeurant 2585 route de Saint Victor 38300 SEREZIN-DE-LA-TOUR												
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :												
MME HERITIER Yvette Helene épouse PARNEIX Roger née le 27/05/1933 à LYON 4EME demeurant 2585 route de Saint Victor 38300 SEREZIN-DE-LA-TOUR												
NATURE DES BIENS : Bien propre												
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :												
Attestation après décès établie le 28/05/1982 par Me DYEN,												
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 27/07/1982 Vol 6098 n°4.												
Pour la validité de cet état de situation, le secrétaire  26 SEP. 2014 26 SEP. 2014												

Réf : MOQUE 03 018

PROJET Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Captage de : Combe des Mares

Commune de :

MOLINES EN QUEYRAS

N° TERRIER 21

Page : 2.12

ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

ÉTAT NOUVEAU

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf.en M²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf.en m²
						Sect.	N°	Surf.en M²	Sect.		
MO0281	F	1211	CHARANCEL	178	L 01						
						Total emprise		Total emprise		Total emprise	178

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

M MARTIN-MISTA Yann René Antoine né le 29/01/1972 à EMBRUN demeurant Dessus La Rua 05390 MOLINES EN QUEYRAS

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :

M MARTIN-MISTA Yann René Antoine né le 29/01/1972 à EMBRUN demeurant Dessus La Rua 05390 MOLINES EN QUEYRAS

NATURE DES BIENS : Bien propre

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de 26 SEP. 2014 Gap, le 26 SEP. 2014

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Vente établie le 29/08/2007 par Me PACE, Notaire à Guillestre. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 14/09/2007, Vol 2007P, N°8094

Thérèse ENARD

Ref. : MOQUE 03 018

Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Caplage de : Combe des Mares Commune de : MOLINES EN QUEYRAS

N° TERRIER 23 Page : 2.13

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX				ÉTAT NOUVEAU				PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		HORS EMPRISE					
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture	Sect.	N°	Surf. en M ²	Partie à acquérir	Sect.	N°	Surf. en m ²	Sect.	N°	Surf. en m ²	Sect.	N°	Surf. en m ²	Caractéristiques des servitudes	Surf. en m ²	
R00074	F	1221	CHARANCEL	82	L 03																
	F	1222	CHARANCEL	320	T 03																
				Total emprise		Total emprise				Total emprise			Total emprise			Total emprise					
				Total emprise		Total emprise		402		Total emprise			Total emprise			Total emprise					

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

M ROUX Jacques Barthelemy Joseph né le 13/03/1939 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

M ROUX Jean André né le 14/04/1933 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AVANTS-DROITS :

M ROUX Jacques Barthelemy Joseph né le 13/03/1939 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

M ROUX Jean André né le 14/04/1933 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Antérieur au 1er janvier 1956

NATURE DES BIENS : Bien indivis

Pour le présent et par délégation,
le secrétaire général

26 SEP. 2014
26 SEP. 2014

François DRAPÉ

Réf. : MOQUE 03 018

PROJET Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

MOLINES EN QUEYRAS

N° TERRIER 24

Page : 2/14

Captage de : Combe des Mares

Commune de :

ÉTAT NOUVEAU

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf. en m ²	
						Partie à acquérir	Sect.	N°	Surf. en M ²			Périmètre rapproché restreint Zone 1
R00047	F	1213	CHARANCEL	440	L 01							
						Total emprise		Total emprise		Total emprise		440

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

M ROUX Jean Andre né le 14/04/1933 à MOLINES EN QUEYRAS
demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

M ROUX Jacques Barthelemy Joseph né le 13/03/1939 à MOLINES EN QUEYRAS
demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :

M ROUX Jean Andre né le 14/04/1933 à MOLINES EN QUEYRAS
demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

M ROUX Jacques Barthelemy Joseph né le 13/03/1939 à MOLINES EN QUEYRAS
demeurant Fontgillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS

NATURE DES BIENS : Bien indivis

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Attestation après décès établie le 12/12/1983 par Me DYEN.

Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 18/01/1984 Vol 6628 N°5

Pour la présente par délégation,
le secrétaire général

Gap, le 26 SEP. 2014
26 SEP. 2014

François DRAPÉ

PROJET		Réf. : MOQUE 03 018		Procédure administrative de mise en conformité des périmètre des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Cèchant		ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL									
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		MOLINES EN QUEYRAS		N° TERRIER 25									
Captage de :		Combe des Mares		Commune de :		Page : 2 / 15									
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX				ÉTAT NOUVEAU											
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf en M ²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		HORS EMPRISE Surf. en m ²					
						Partie à acquérir		Constitution de servitudes							
R00078	F	1198	CHARANCEL	372	L 01	F	1198a	28	F	1198b	59	F	1214	360	Définies dans l'arrêté d'utilité publique
	F	1214	CHARANCEL	360	L 01	F	1198c	285	F	1198c	285	F	1214	360	
						Total emprise	281	Total emprise	344	Total emprise	360				
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :															
Usurfruitier : M ROUX Pierre Louis époux FAUCHOIX né le 07/03/1936 à MOLINES EN QUEYRAS															
demeurant Fonçillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS															
Nu-propriétaire : MLE ROUX Anne Marie Gisele née le 07/05/1978 à BRIANCON															
demeurant 35 rte de la Reyberie 05000 GAP															
Nu-propriétaire : MLE ROUX Delphine Pierrelle née le 25/04/1980 à BRIANCON															
demeurant 5 rue Cap de Bresson 05000 GAP															
Nu-propriétaire : M ROUX Pierre Jacques Laurent né le 31/01/1982 à BRIANCON															
demeurant 8 rue des Lias 38240 MEYLAN															
NATURE DES BIENS : Bien indivis															
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :															
Usurfruitier : M ROUX Pierre Louis époux FAUCHOIX né le 07/03/1936 à MOLINES EN QUEYRAS															
demeurant Fonçillarde 05390 MOLINES EN QUEYRAS															
Nu-propriétaire : Mme ROUX Anne Marie Gisele, épouse de M. Vincent PETIT née le 07/05/1978 à BRIANCON															
demeurant 35 rte de la Reyberie 05000 GAP															
Nu-propriétaire : Melle ROUX Delphine Pierrelle née le 25/04/1980 à BRIANCON															
demeurant 5 rue Cap de Bresson 05000 GAP															
Nu-propriétaire : M ROUX Pierre Jacques Laurent, époux de Mme Mélanie DE CEGLIE, né le 31/01/1982 à BRIANCON															
demeurant 8 rue des Lias 38240 MEYLAN															
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :															
Usurfruitier : Acquisition établie le 19/04/1982 par Me DYE.															
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 7/06/1982 Vol 6051 N°22.															
Nus-propriétaires : Donation établie le 24/03/2001 par Me PACE, Notaire à Guillestre.															
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 06/04/2001 Vol 2001P N°2708.															

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **26 SEP. 2014**
le **26 SEP. 2014**
Gap

PROJET Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

Réf : MOQUE 03 018

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Caplage de : Combe des Mares Commune de : MOLINES EN QUEYRAS

N° TERRIER 26 Page : 2.16

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX						ÉTAT NOUVEAU			HORS EMPRISE Surf. en m²	
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT Partie à acquérir		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ Constitution de servitudes		
V00032	F	1218	CHARANCEL	260	T 03	Périmètre rattaché Zone 1		Périmètre rattaché Zone 2		Caractéristiques des servitudes
						Total emprise		Total emprise		
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :						Total emprise		260		Définies dans l'arrêté d'utilité publique
M VASSEROT Jacques Pierre Marcel époux MARROU Germaine né le 02/09/1936 à MARSEILLE demeurant 67 rue de l'Aiguillette 13012 MARSEILLE						Total emprise		260		

PROPRIÉTAIRES REELS OU AVANTS-DROITS :

M VASSEROT Jacques Pierre Marcel époux MARROU Germaine né le 02/09/1936 à MARSEILLE demeurant 67 rue de l'Aiguillette 13012 MARSEILLE

NATURE DES BIENS : Bien propre


ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Partage établi le 02/06/1993 par Me PACE, Notaire à Guillestre.

Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 24/06/1993 Vol 1993P N° 4336.

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de 26 SEP. 2014

Gap, le 26 SEP. 2014


François MOURIER

Réf. : MOQUE 03 018

PROJET : Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

PÉTITIONNAIRE : COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Captage de : Combe des Mares

Commune de : MOLINES EN QUEYRAS

N° TERRIER 27

Page : 2.17

ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

ÉTAT NOUVEAU

N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf en M²	Nature culture	PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf en m²	
						Sect.	N°	Surf en M²	Sect.			N°
V00047	F	1224	CHARANCEL	430	T 03			F	1224a	163		Définies dans l'arrêté d'utilité publique
	F	1230	CHARANCEL	182	L 02			F	1224b	267		
	F	1231	CHARANCEL	380	P 04			F	1230	182		
								F	1231	380		
Total emprise								Total emprise		163	829	

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

M VASSEROT Christian Andre Pierre né le 28/09/1975 à LA TRONCHE (38) demeurant Hameau de La Grange de Mor 38710 SAINT-SEBASTIEN

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :

M VASSEROT Christian Andre Pierre né le 28/09/1975 à LA TRONCHE (38) demeurant Hameau de La Grange de Mor 38710 SAINT-SEBASTIEN

NATURE DES BIENS : Bien propre

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Donation établie le 22/10/1984 par Me CHAUVIN.
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 17/12/1984 vol 6875 N°8

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

26 SEP. 2014
26 SEP. 2014

François DRAPÉ

PROJET : Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

Réf. : MOQUE 03 018

PÉTITIONNAIRE COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

Captage de : Combe des Mares Commune de : MOLINES EN QUEYRAS

N° TERRIER 28 Page : 2.18

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX				ÉTAT NOUVEAU				Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf. en m ²
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M ²	Nature culture	Sect.	N°		
V000065	F	1226	CHARANCEL	470	L 01				
	F	1227	CHARANCEL	210	L 03				
				Total emprise		Périmètre rapproché restreint Zone 1		Total emprise	
				Total emprise		Périmètre rapproché Zone 2		Total emprise	680

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL : MME VASSEROT Pauline Pierrette épouse RUIZ née le 10/05/1913 à Turennes en ALGERIE demeurant Les Airelles 53 avenue de Verdun 06800 CAGNES SUR MER

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS : MME VASSEROT Pauline Pierrette épouse RUIZ née le 10/05/1913 à Turennes en ALGERIE demeurant Les Airelles 53 avenue de Verdun 06800 CAGNES SUR MER

NATURE DES BIENS : Bien propre

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ : Attestation après décès établie le 23/12/1988 par Me PACE, Notaire à GUILLESTRE. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 27/01/1989 Vol 8028 N°2.

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de **26 SEP. 2014** Gap, le **26 SEP. 2014**

Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général

François DRAPÉ

PROJET		Réf. : MOQUE 03 018		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant		ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL	
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		MOLINES EN QUEYRAS		N° TERRIER 29	
Captage de :		Combe des Mares		Commune de :		Page : 2.19	
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX				ÉTAT NOUVEAU		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ	
				PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ	
Partie à acquérir		Constitution de servitudes		Caractéristiques des servitudes		Surf. en m²	
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en m²	Nature culture	Sect.	N°
V00113	F	1204	CHARANCEL	205	P 04	F	1204
	F	1210	CHARANCEL	462	L 01	F	1210
	F	1219	CHARANCEL	270	T 03	F	1219
	F	1220	CHARANCEL	140	L 03	F	1220a
Total emprise				97		Total emprise	
Total emprise				313		Total emprise	
Total emprise				667		Total emprise	

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

MME VASSEROT Eliane Clémentine épouse FINETTI Daniel née le 20/05/1944 à CROTS
demeurant 53 C Che de la Manne 13800 ISTRÉS

M VASSEROT Jean-Pierre époux LAGET France né le 18/07/1950 à ISTRÉS
demeurant 55 Che de la Manne 13800 ISTRÉS

MME VASSEROT Simone Elise épouse MARTINI Jean née le 15/08/1962 à ISTRÉS
demeurant 41 Che de la Manne 13800 ISTRÉS

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :

MME VASSEROT Eliane Clémentine épouse FINETTI Daniel née le 20/05/1944 à CROTS
demeurant 53 C Che de la Manne 13800 ISTRÉS

M VASSEROT Jean-Pierre époux LAGET France né le 18/07/1950 à ISTRÉS
demeurant 55 Che de la Manne 13800 ISTRÉS

MME VASSEROT Simone Elise épouse MARTINI Jean née le 15/08/1962 à ISTRÉS
demeurant 41 Che de la Manne 13800 ISTRÉS

NATURE DES BIENS : Bien indivis

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **26 SEP. 2014**
Gap, le **26 SEP. 2014**

Attestation après Décès établie le 30/05/2005 par Me MAZET, Notaire à Istres.
Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 02/09/2005, Vol 2005P N°8197

PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Préfecture
Direction des moyens et de la
Coordination des politiques
publiques
Bureau du Développement
Durable et des Affaires Juridiques

Gap, le **29 SEP. 2014**

Arrêté n° 2014.272.0006

Objet : Alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Molines en Queyras par le captage de Créchant.

Petitionnaire : Commune de Molines en Queyras.

Le préfet des Hautes-Alpes

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
de la dérivation des eaux souterraines,
de l'instauration des périmètres des protection

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté portant Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement

- VU la Directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, les articles R 1321-1 à R 1321-68 et les articles R 1416-1 et suivants ;
- VU le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L 215.13 relatif à la dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, R214-1 à R214-60 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 211-1 et suivants;
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la Justice Administrative ;
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à Déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0 ; 1.2.1.0 ; 1 2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

- VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- VU **la délibération de la commune de Molines en Queyras en date du 14 mars 2013 approuvant le projet, son montant et demandant :**
- Déclarer d'utilité publique
→ la dérivation des eaux pour la consommation humaine
→ la délimitation et la création des périmètres de protection
- De l'autoriser à
→ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine
→ prélever l'eau dans le milieu naturel au titre du Code de l'Environnement
- VU le protocole départemental du 25/11/2010 entre l'état et l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,
- VU le rapport de Monsieur Guy FAURE, hydrogéologue agréé , en date du 03 octobre 2008,
- VU l'avis du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur en date du 26 juillet 2013 ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires en date du 27 janvier 2014 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2014080-0006 du 21 mars 2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 06 juin 2014 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 04 septembre 2014 ;

CONSIDERANT que les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;

CONSIDERANT que le projet améliorera la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur :

A R R E T E

Ressource en eau

Article 1er : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Molines en Queyras :

- Les travaux de captage et de dérivation des eaux de la source de Créchant.
- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate.
- L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 2: Autorisation de prélèvement :

La commune de Molines en Queyras est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, à partir du captage de Créchant, au titre du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : Localisation

Les drains de captage de la source de Créchant sont situés sur la parcelle n° 1580 Section A.
L'ouvrage de captage est situé sur la parcelle n° 1580 Section A
Les coordonnées cartésiennes sont : (en Lambert 93) $x = 1\ 005\ 148$; $y = 6\ 412\ 499$ m et $z = 2181$ m.

ARTICLE 4 : Capacité de prélèvement autorisée

Les valeurs maximum d'exploitation autorisées sont :

- débit de prélèvement maximum instantané de 25,2 m³/h
- volume de prélèvement maximum annuel de 156 700 m³

Afin de respecter les débits autorisés, les aménagements suivants devront être mis en place :

- Pose d'un compteur sur la conduite d'adduction arrivant du captage de Créchant au niveau du réservoir de Gaudissart ;
- Pose de deux compteurs au réservoir de Gaudissart sur les départs en distribution vers le hameau de Gaudissart et vers le réservoir de la Rua ;
- Pose d'un compteur sur le départ en distribution du hameau de la Rua au niveau du réservoir
- Pose d'un compteur à l'arrivée de la conduite reliant le partiteur au réservoir de Molines/Le Serre afin de mesurer les volumes fournis par le captage de Créchant lors des inversions de sens d'écoulement,
- Pose d'un orifice calibré, mis en place à l'intérieur du regard de captage de la source de Créchant, permettant de limiter le débit prélevé au débit autorisé.

L'exploitant note sur un registre spécialement ouvert à cet effet :

- la localisation de l'installation de prélèvement, l'origine de l'eau prélevée,
- le type de l'installation de mesure et la date de pose initiale de cette installation,
- les relevés mensuels de l'index du ou des installations de mesure, ainsi que les volumes prélevés à partir de ces relevés d'index,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- Les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou la mesure des prélèvements, et notamment les arrêts de comptage, qui sont mentionnés en indiquant la nature de l'incident, la date de constatation et de réparation de l'incident, le relevé de l'index du ou des installations de mesure aux dates de constatation et de réparation de l'incident,
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation, qui sont mentionnés en précisant la date de l'opération et le relevé de l'index avant et après cette opération.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative.

L'excédent capté retournera au milieu naturel au plus près du point de captage.

ARTICLE 5: Périmètres de protection

Un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont mis en place pour protéger le point d'eau. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1: Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate s'étendra sur une surface de 1055 m² sur les parcelles n° 1570 en partie et n° 1580 m² en partie Section A.

Les terrains du périmètre de protection immédiate doivent être la propriété de la commune de Molines en Queyras.

La commune de Molines en Queyras est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Ce périmètre sera clos.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sauf Autorisation accordée, au préalable, par l'autorité préfectorale après avis de l'Agence Régionale de Santé.

Tous travaux à l'intérieur de ce périmètre devront être signalés, au préalable, à l'autorité préfectorale, pour avis.

La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement en veillant à ne pas laisser des broussailles, arbustes ou arbres envahir la zone.

L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

ARTICLE 5.2 : Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étendra sur une surface de 14690 m² (1,4690 hectares) sur les parcelles n° 1569 ; n° 1570 en partie ; n°1580 en partie ; n°1581 ; n°1582 ; n° 1583 ; n°1584 ainsi que les ½ du torrent au droit des parcelles suivantes : n°1568 ; n°1571 ; n°1585 et n°1586 Section A

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

- Toute construction même provisoire et toute nouvelle voie de communication,
- Tous travaux en sous-sol pouvant porter atteinte à la qualité des eaux et notamment l'exploitation de eaux souterraines ,
- Le forage de puits,
- Les puits filtrant pour l'évacuation des eaux mêmes pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- Le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes,
- L'installation de dépôt de déchets de toute nature ou de produits et matières ou de produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrage de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidange,
- L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ménagères ou des eaux vannes,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- Le stockage et l'épandage de fumier ou lisier, engrais organiques ou chimiques, boues de stations d'épuration ou compost, et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, et tous produits phytosanitaires,
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- Le pacage, le pâturage et le passage du bétail,
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris pour le bétail,
- La création d'étangs,
- Les randonnées à cheval ou avec quelque animal que ce soit,

- La pratique des sports mécaniques sur circuits,
 - Les cimetières,
 - Les déversoirs d'orages,
 - Le camping et le stationnement des caravanes,
 - Les installations classées.
 - La création de route ou de piste.
- L'autorisation d'activités ou d'aménagements pouvant porter atteinte à la qualité des eaux captées est conditionnée à la production d'un document technique justifiant de l'absence d'impact sur la qualité de l'eau ; ce document devra être transmis pour accord avant réalisation, à l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) qui pourra demander l'avis d'un hydrogéologue agréé.

ARTICLE 6 : Accès

Les agents de l'Agence Régionale de Santé et des services chargés de l'application du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisées.
L'accès au captage et aux principaux ouvrages devra faire l'objet d'une servitude de passage par acte notarié.

ARTICLE 7 : Travaux et aménagements

- Mise en place des dispositifs permettant le comptage et la limitation du débit prélevé (voir article 4).
- Pose de la clôture (clôture amovible sur plots béton permettant de matérialiser l'emprise du périmètre de protection immédiate et facilitant, chaque année, la pose de la clôture amovible (filet mouton ou électrique)
- Reprise et réfection du génie civil de l'ouvrage de captage : pose d'une grille fine, pose de grille fine ou moustiquaire sur les aérations, supprimer les trous de marmottes dans le périmètre de protection immédiate, pose d'une grille fine sur le départ du trop plein, reprise du tuyau d'évacuation situé en dehors du captage.
- Pose d'une clôture amovible type électrique ou filet à mouton afin de faire respecter l'interdiction de pâturage dans le périmètre de protection rapprochée.

Pour la mise en œuvre des travaux, la commune de Molines en Queyras veillera au respect des prescriptions formulées par le Service Environnement et Espaces Naturels de la Direction Départementale des Territoires notamment en ce qui concerne les impacts et mesures réductrices en phase de chantier.

ARTICLE 8 : Publication des servitudes et droit de Prémption Urbain

La commune de Molines en Queyras assure sans délai la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

La commune de Molines en Queyras peut instaurer un droit de préemption urbain sur les terrains du périmètre de protection rapprochée dans les conditions définies à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme.

Les servitudes instituées à l'article 5.2 dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté au service chargé de la publicité foncière.

ARTICLE 9 : Indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 10 : Situation du prélèvement par rapport au Code de l'Environnement

Le prélèvement d'eau au captage de Créchant est soumis à Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement.

Il relève de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement: Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200.000 m³/an.

Distribution de l'eau

ARTICLE 11 : Autorisation, modalité et réseau de distribution

La commune de Molines en Queyras est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage de Créchant, conformément au réseau décrit dans le dossier d'enquête publique et dans le respect des modalités suivantes :

- Le réseau de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.
- Tous les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine doivent avoir obtenus leur ACS (Attestation de Conformité sanitaire)
- Le captage de Créchant et le périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune de Molines en Queyras et sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 12 : Surveillance de la qualité de l'eau

La commune de Molines en Queyras veille au bon fonctionnement du système de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient l'Agence Régionale de Santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 13: Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de Molines en Queyras selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14: Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les agents de l'Agence Régionale de Santé et des services chargés de l'application et du Code de l'Environnement ou leurs délégués ont constamment accès aux installations autorisées. Pour cela, des servitudes d'accès seront établies pour les propriétés privées traversées.

L'aménagement du captage doit permettre le prélèvement d'eau brute (robinet de puisage).

L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15: Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- ☐ L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.
- ☐ Les synthèses commentées que peut établir l'Agence Régionale de Santé sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par l'Agence Régionale de Santé concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

Dispositions diverses

ARTICLE 16: Plans et visite de récolement

La commune de Molines en Queyras établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux.

Ces plans sont adressés à l'autorité préfectorale et à l'Agence Régionale de Santé dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

ARTICLE 17: Respect de l'application du présent arrêté

La commune de Molines en Queyras veille au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 18: Durée de validité

Les travaux et aménagements décrits ainsi que les achats ou expropriations éventuelles devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage de Créchant participe à l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Molines en Queyras dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19 : Modifications

Toutes modifications notables apportées par le déclarant aux ouvrages ou installations de prélèvement (localisation, mode d'exploitation, débit, volume, secteurs desservis...) tout changement de type de moyen de mesure ou du mode d'évaluation des débits prélevés, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation sanitaire et de déclaration de prélèvement doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité préfectorale.

ARTICLE 20: Notifications et publicité de l'arrêté

□ Le présent arrêté est notifié au maire de Molines en Queyras en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public,
- l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois, (une mention de cet affichage est insérée en caractères permanents dans deux journaux locaux),
- sa notification individuelle sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R1321.13 du Code de la Santé publique,
- son insertion dans les documents d'urbanisme,
- sa publication au service chargé de la publicité foncière.

ARTICLE 21 : Délais de recours et droits des tiers

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication saisir d'un recours contentieux le Tribunal administratif de Marseille.

Elle peut également saisir, dans le même délai, d'un recours gracieux, le préfet des Hautes Alpes.

ARTICLE 22 : Mesures exécutoires

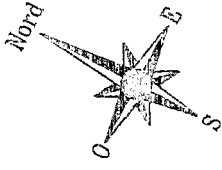
Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes,
Le Maire de la commune de Molines en Queyras,
Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,
Le Directeur Départemental des Territoires,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Alpes.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


François DRAPÉ

Documents annexés : Plan parcellaire délimitant les périmètres de protection : 1 page A3 couleur
→ Etats parcellaires : 12 pages



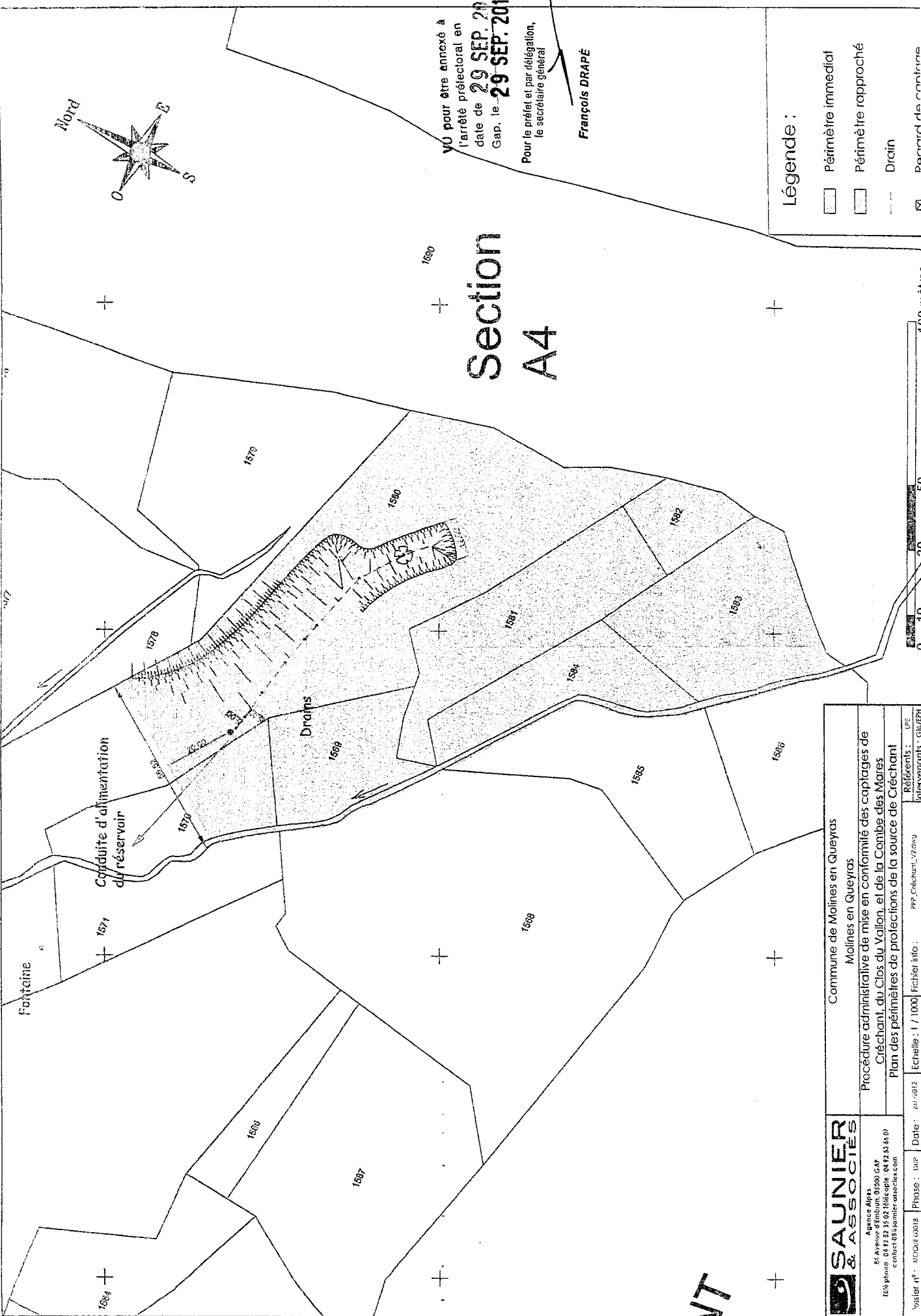
VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **29 SEP. 2014**
Gap, le **29 SEP. 2014**
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

François DRAPE

Légende :

- Périmètre immédiat
- Périmètre rapproché
- Drain
- Parcelle de contenance

Section A4



<p>SALINIER & ASSOCIÉS Agence Alpes 81, Avenue d'Enibum, 95000 GAY Téléphone : 04 71 52 51 02 Télécopie : 04 72 53 91 07 contact@salinier-associés.com</p>	Commune de Molines en Queyras Molines en Queyras		Procédure administrative de mise en conformité des captages de Créchant, du Clos du Vallon, et de la Combe des Mares Plan des périmètres de protections de la source de Créchant Référénts : LPE Intervenants : GAUZEPH
	Echelle : 1 / 1000		
	Fichier info : PPF, Créchant, VZ2010		

NT

PROJET		RÉF. : MOQUE 03 018		PROCÉDURE ADMINISTRATIVE DE MISE EN CONFORMITÉ DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES SOURCES DE LA COMBE DES MARES, DE CLOT DU VALLON ET DE CRÉCHANT	
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		COMMUNE DE :	
Source :		Créchant		MOLINES EN QUEYRAS	
		N° TERRIER : 2		Page : 3.1	
ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL					
ÉTAT NOUVEAU					
PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		HORS EMPRISE	
Partie à acquérir		Constitution de servitudes		Surf. en m²	
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture
+00005	A	1586p	CREYSSANT/ Lot 00A0002	900	L 01
B00379	A	1586p	CREYSSANT/ Lot 00A0001	1 070	L 01
	A	(*)	CREYSSANT	(*)	
(*) 1/2 Torrent droit de la parcelle Section A n° 1586				TOTAL BND : 1 970	
				TOTAL emprise : 2 002	
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :					
1/ BNB LOT 00A0002 DE 900M²: Commune de MOLINES EN QUEYRAS, représentée par son Maire Monsieur MARTIN Francis Dont le numéro de SIRET est 210 500 773 000 44 Et dont le siège social est situé Le village à 06350 MOLINES EN QUEYRAS					
2/ BNB LOT 00A0001 DE 1070M²: Usufruitier : M BELLON Jean Charles Barthelemy né le 28/02/1933 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Le Rio Bat A - 15 rue des Sagnières 05000 GAP					
Nu-propriétaire : M BELLON Denis Jean né le 15/07/1962 à BRIANCON demeurant Le Serre 05390 MOLINES EN QUEYRAS					
Usufruitier : Mme MISSIMILLY Suzanne Marguerite épouse BELLON Jean née le 13/10/1933 à CHÂTEAU-VILLE-VEILLE et demeurant Le Rio Bat A - 15 rue des Sagnières 05000 GAP					

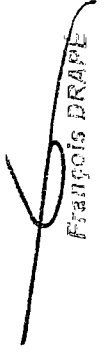
VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en

date de **29 SEP. 2014**

Gan, le

29 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation.
le secrétaire général


François DRAPE

<p style="text-align: center;">ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL</p>	
<p>PROJET</p>	<p>Ref. : MOQUE 03 018 Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant</p>
<p>PÉTITIONNAIRE</p>	<p>COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS</p>
<p>Source :</p>	<p>Créchant</p>
<p>N° TERRIER :</p>	<p>2</p>
<p>Commune de :</p>	<p>MOLINES EN QUEYRAS</p>
<p>NATURE DES BIENS :</p>	<p>Bien non délimité grevé d'usufruit</p>
<p>PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :</p>	
<p>1/ BND LOT 00A0002 DE 900 M² - a) En qualité de propriétaire/bailleur : Commune de MOLINES EN QUEYRAS, représentée par son Maire Monsieur MARTIN Francis Dont le numéro de SIRET est 210 500 773 000 44 Et dont le siège social est situé Le village à 05350 MOLINES EN QUEYRAS b) En qualité de Preneur : b1/ Le Groupement Pastoral de l'Alpe Agnel, représentée par son Président Dont le numéro de SIRET est 421 145 772 00016 Domicilié à La Rua - 05350 MOLINES EN QUEYRAS b2/ Association Le Chamois du Vallon et du Grand Queyras, représentée par son Président M. Duthelliet-Lamonthézie Déclaration à la sous-préfecture de Briançon le 24 mai 1966. Domiciliée à Le Village - 05350 MOLINES EN QUEYRAS</p>	
<p>2/ BNB LOT 00A0001 DE 1070M² : Usufruitier : M BELLON Jean Charles Barthelemy né le 28/02/1933 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Le Rio Bat A - 15 rue des Sagnières 05000 GAP Nu-proprétaire : M BELLON Denis Jean né le 15/07/1962 à BRIANCON demeurant Le Serre 05390 MOLINES EN QUEYRAS</p>	
<p>ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :</p>	
<p>1/ BND LOT 00A00042 DE 900 M²(a) Origines antérieures au 1er janvier 1956. b1/ Bail d'Alpage établi le 24/12/1994 par Me PACE, Notaire à Guillestre Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 6 février 1995 Vol 1995P N°1002. b2/ Bail de Chasse établi le 16/11/1994 par Me PACE, Notaire à Guillestre. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 18/01/1995 Vol 1995P N°482.</p>	
<p>2/ BND LOT 00A0001 DE 1070M² Donation/Partage établi le 25/10/1996 par Me COURT, Notaire à Embrun. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 17/02 et 28/04 1997 Vol 1997P N°1251.</p>	

Notaire à Briançon A

Notaire à Briançon A

Date du 29 SEP. 2014

Gap, le 29 SEP. 2014

Par le Notaire, à Briançon,
Le Greffier Général

(Signature)

Réf. : MOQUE 03 018		MOLINES EN QUEYRAS		N° TERRIER : 7		Page : 3/4	
PROJET		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant					
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS					
Source :		Créchant		Commune de :			
ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL							
ÉTAT NOUVEAU							
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX		PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT Partie à acquérir		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ Constitution de servitudes		HORS EMPRISE Surf. en m²	
N° Communal	Sect.	N° (*)	Lieu-Dit	Surf. en M² (*)	Nature culture	Sect.	N°
B00270	A	(*)	CREYSSANT		Lit - Torrent		
(*) 1/2 Torrent droit de la parcelle Section A n° 1569						Caractéristiques des servitudes	
						Définies dans l'arrêté d'utilité publique	
				Total emprise		44	
				Total emprise		44	
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :							
Mme BELLON Marguerite Marie Jeanne épouse Joseph Lucien née le 08/02/1931 à MOLINES EN QUEYRAS Demeurant La Moutonne 2185 che de Terrimas 83260 LA CRAU							
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :							
Mme BELLON Marguerite Marie Jeanne épouse Joseph Lucien née le 08/02/1931 à MOLINES EN QUEYRAS Demeurant La Moutonne 2185 che de Terrimas 83260 LA CRAU							
NATURE DES BIENS :							
Bien propre							

VU POUR AVOIR APPRÉHÉ
L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL EN
DATE DU 29 SEP. 2014
Gap, le 29 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

François DRAPE

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

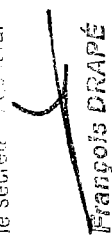
PROJET	Réf. : MOQUE 03 018 Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant
PÉTITIONNAIRE	COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS
Source :	Créchant
Commune de :	MOLINES EN QUEYRAS
N° TERRIER :	8
Page : 3.5	

ÉTAT NOUVEAU										
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX					PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ Constitution de servitudes					
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf.en M²	Nature culture	Sect.	N°	Surf.en M²	Caractéristiques des servitudes	HORS EMPRISE Surf.en m²
+00005	A	1580p	GREYSSANT/ Lot 00A0001	871	L 01	A	1580	1 002	Définies dans l'arrêté d'utilité publique	2 320
B00372	A	1580p	GREYSSANT/ Lot 00A0002	774	L 01	A	1580	5 968		
B00354	A	1580p	GREYSSANT/ Lot 00A0003	1 548	L 01	A	1580			
V00127	A	1580p	GREYSSANT/ Lot 00A0004	6 097	L 01	A	1580			
Total BNB				9 290		Total emprise		1 002	5 968	

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

- 1/ BND LOT 00A0001 DE 871 M²** - M BERGE Pierre Jean Marius né le 02/11/1941 à MOLINES EN QUEYRAS
demeurant Les Essagnières Che Ferme de l'Hopital 05000 GAP
- M BRUN Jean Pierre Etienne né le 04/07/1944 à MOLINES EN QUEYRAS
demeurant 42 rue du Général Chapelle 07300 TOURNON SUR RHONE
- M BRUNET Jean Pierre Veran né le 19/05/1966 à GAP
demeurant Pierre Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS
- 2/ BND LOT 00A0002 DE 774 M²** - Mme BLANC Marie Marguerite épouse ALBERGE Marcel née le 07/03/1920 à MOLINES EN QUEYRAS
demeurant Le Serré 05390 MOLINES EN QUEYRAS
- Mme ALBERGE Odile Catherine Marguerite épouse BRUNET Jean née le 09/02/1949 à AIGUILLES
demeurant Pierre Belle 05480 SAINT-VERAN
- Mme ALBERGE Jeanne Marie Antoinette épouse MANHES Jean Robert née le 20/10/1954 à AIGUILLES
demeurant Lot Tournefave 11 rue du Drac 05000 GAP
- Mme ALBERGE Simone Marcelle épouse MONDON Gilles née le 10/02/1961 à EMBRUN
demeurant 4 Lot Les Tourterelles 05500 SAINT BONNET EN CHAMPSAUR
- Mme ALBERGE Anne Marie Andrée épouse BONNABEL Henri Louis
née le 09/05/1943 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Le Saint Esprit 05200 EMBRUN
- 3/ BND LOT 00A0003 DE 1548 M²** - Mme VILLIARD Jean Daniel né le 03/11/1930 à LYON 4EME
demeurant Closde 146 La Cote du Parc 74170 Saint-Gervais Les Bains
- Mme SIBUT-PINOTTE
demeurant par Mr VILLARD Georges 15 rue du Mail 69004 LYON

M. pour Mrs BRUNET
Président du Syndicat
du 29 SEP. 2014
29 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

François DRAPÉ

<p align="center">ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL</p>	
<p>PROJET</p>	<p>Réf. : MOQUE 03 018 Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant</p>
<p>PÉTITIONNAIRE</p>	<p>COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS</p>
<p>Source :</p>	<p>Créchant</p>
<p>PROPRIÉTAIRE CADASTRAL (suite) :</p>	
<p>MOLINES EN QUEYRAS</p>	
<p>N° TERRIER : 8</p>	
<p>Page : 3.6</p>	
<p>4/ BND LOT 00A0004 DE 6097 M² - Commune de MOLINES EN QUEYRAS, représentée par son Maire Monsieur MARTIN Francis Dont le numéro de SIRET est 210 500 773 000 44 Et dont le siège social est situé Le village à 05350 MOLINES EN QUEYRAS</p>	
<p>PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :</p>	
<p>1/ BND LOT 00A0001 DE 871 M² a) héritier d'1/3 M BRUN Jean Pierre Elienne né le 04/07/1944 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant 42 rue du Général Chapelle 07300 TOURNON SUR RHONE b) héritier d'1/3 M BERGE Pierre Jean Marius né le 02/11/1941 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Les Essagnières Che Ferme de l'Hopital 05000 GAP c) héritier d'1/3 M BRUNET Jean Pierre Veran né le 19/05/1966 à GAP demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS</p>	
<p>2/ BND LOT 00A0002 DE 774 M² : a) en qualité d'usufruitière d'1/4 Mme BLANC Marie Marguerite épouse ALBERGE Marcel née le 07/03/1920 à MOLINES EN QUEYRAS, décédée le 24/12/2009 à Guillestre. b) héritière pour 1/4 Mme ALBERGE Odile Catherine Marguerite épouse BRUNET Jean née le 09/02/1949 à AIGUILLES demeurant Pierre Belle 05490 SAINT-VERAN c) héritière pour 1/4 Mme ALBERGE Jeanne Marie Antoinette épouse MANHES Jean Robert née le 20/10/1954 à AIGUILLES demeurant Lot Tournefave 11 rue du Drac 05000 GAP d) héritière pour 1/4 Mme ALBERGE Simone Marcelle épouse MONDON Gilles née le 10/02/1961 à EMBRUN e) héritière pour 1/4 Les Tourterelles 05500 SAINT BONNET EN CHAMPSAUR née le 09/05/1943 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Le Saint Esprit 05200 EMBRUN</p>	
<p>3/ BND LOT 00A0003 DE 1548 M² - a) M. VILLIARD Jean Daniel né le 03/11/1930 à LYON 4EME demeurant Closée 146 La Cote du Parc 74170 Saint-Gervais Les Bains</p>	
<p>4/ BND LOT 00A0004 DE 6097 M² - a) En qualité de propriétaire/bailleur : Commune de MOLINES EN QUEYRAS, représentée par son Maire Monsieur MARTIN Francis Dont le numéro de SIRET est 210 500 773 000 44 Et dont le siège social est situé Le village à 05350 MOLINES EN QUEYRAS b) En qualité de Preneur : 1b/ Le Groupement Pastoral de l'Alpe Agnel, représentée par son Président Dont le numéro de SIRET est 421 145 772 00016 Domicilié à La Rua - 05350 MOLINES EN QUEYRAS 2b/ Association Le Chamois du Vallon et du Grand Queyras, représentée par son Président M. Dulheillet-Lamonthézie Déclaration à la sous-préfecture de Briançon le 24 mai 1966. Domiciliée à Le Village - 05350 MOLINES EN QUEYRAS</p>	

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de 29 SEP. 2014
Gap, le 29 SEP. 2014

2014

[Signature]

PROJET	Réf. : MOQUE 03 018 Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant
PÉTITIONNAIRE	COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS
Source :	Créchant
Commune de : MOLINES EN QUEYRAS	
N° TERRIER : 8	
Page : 3.7	
<h1>ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL</h1>	
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :	
<p>1/ a) Attestation après décès du 22/02/1980 établie par Me DYEN. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 31 mars 1980 Vol.5153 n°30</p> <p>b) Donation établie le 29/11/1982 par Me PACE, Notaire à Guillestre. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 24/01/1983 Vol 5153 n°30</p> <p>c) Donation/Partage établi le 30/01/1993 par Me COURT. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 12/03/1993 Vol 1993P N°1795.</p>	
<p>2/ Attestation après décès établie le 14/08/1996 par Me PACE, Notaire à Guillestre. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 18/09/1996 Vol 1996P N°5825.</p>	
<p>3/ Attestation après décès établie le 07/07/1989 par Me ROBIN, Notaire à Caluire-et-Cuire. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 22/03/2010 Vol 2010P N°2429</p>	
<p>4/ 1b) Attestation rectific. Du 12/12/2007 établie par Me PACE, Notaire à Guillestre. Valant reprise pour ordre de la formalité initiale du 20/11/2007 vol 2007P N°9898. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 14/12/2007, Vol 2007P N°10817. 2b) Bail de Chasse établi le 16/11/1994 par Me PACE, Notaire à Guillestre. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 18/01/1995 Vol 1995P N°482.</p>	

MU pour être annexé à
 l'arrêté préfectoral en
 date de **29 SEP. 2014**
 Gap, le **29 SEP. 2014**

<p>PROJET</p>	<p>Réf. : MOQUE 03 018</p> <p>Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant</p>	
<p>PÉTITIONNAIRE</p>	<p>COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS</p>	
<p>Source :</p>	<p>Créchant</p>	<p>Commune de :</p>
<p>MOLINES EN QUEYRAS</p>		<p>N° TERRIER : 9</p>
<p>ÉTAT NOUVEAU</p>		
<p>RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX</p>		<p>HORS EMPRISE Surf.en m²</p>
<p>N° Communal B00370</p>	<p>Sect. A</p>	<p>N° 1582</p>
<p>Lieu-Dit CREYSSANT</p>	<p>Surf.en M² 630</p>	<p>Nature culture L 01</p>
<p>Partie à acquérir</p>		<p>Caractéristiques des servitudes</p>
<p>Sect. N°</p>	<p>Surf.en M²</p>	<p>N°</p>
<p>A</p>	<p>630</p>	<p>1582</p>
<p>Total emprise</p>		<p>Total emprise</p>
<p>630</p>		<p>630</p>
<p>Définies dans l'arrêté d'utilité publique</p>		
<p>PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :</p> <p>M BRUN Jean Gabriel époux FAURE GEORS Ghislaine né le 26/03/1946 à EMBRUN demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS</p> <p>Mme FAURE GEORS Ghislaine François épouse BRUN Jean née le 22/08/1954 à BRIANCON demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS</p> <p>PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :</p> <p>M BRUN Jean Gabriel époux FAURE GEORS Ghislaine né le 26/03/1946 à EMBRUN demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS</p> <p>Mme FAURE GEORS Ghislaine François épouse BRUN Jean née le 22/08/1954 à BRIANCON demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS</p>		
<p>NATURE DES BIENS :</p>		<p>Bien de communauté</p>

Vu pour être approuvé à
 l'acte notarié du
29 SEP. 2014
 Gap, le **29 SEP. 2014**

Pour le préfet et par délégation,
 le secrétaire général


François DRAPE

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

PROJET : Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant
PÉTITIONNAIRE : COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS
Source : Créchant

Commune de : MOLINES EN QUEYRAS
N° TERRIER : 13

ÉTAT NOUVEAU

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX		PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT Parité à acquérir		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ Constitution de servitudes		HORS EMPRISE Surf. en m²							
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture	Sec.	N°	Surf. en M²	Sect.	N°	Surf. en M²	Caractéristiques des servitudes	
B00446	A	1570	GREYSSANT	1 510	L 01	A	1570	53	A	1570	605		852
	A	(*)	GREYSSANT	(*)	Lit - Torrent						17		
	A	(**)	GREYSSANT	(**)	Lit - Torrent						16		
Total emprise												638	

(*) 1/2 Torrent droit de la parcelle Section A n° 1570
 (**) 1/2 Torrent droit de la parcelle Section A n° 1571

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

- Usufruitier : Mme BRUNET Denise Marguerite épouse BLANC Marius née le 30/05/1924 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS
 - Nu-proprétaire : M BLANC Francis époux DEBRUNE Catherine Marie né le 18/02/1957 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS
 - Nu-proprétaire : Mme DEBRUNE Catherine Marie Rose épouse BLANC Francis née le 20/04/1958 à BOURG LA REINE (92) demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS
 - Nu-proprétaire : M BLANC Pierre Elie époux FAURE Yvonne Augustin née le 20/11/1950 à AIGUILLES demeurant Pre La Chapelle 05390 MOLINES EN QUEYRAS
- PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :**
- Nu-proprétaire : M BLANC Francis époux DEBRUNE Catherine Marie né le 16/02/1957 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS
 - Nu-proprétaire : Mme DEBRUNE Catherine Marie Rose épouse BLANC Francis née le 20/04/1958 à BOURG LA REINE (92) demeurant Pierre Grosse 05390 MOLINES EN QUEYRAS
 - Nu-proprétaire : M BLANC Pierre Elie époux FAURE Yvonne Augustin née le 20/11/1950 à AIGUILLES demeurant Pre La Chapelle 05390 MOLINES EN QUEYRAS

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :

Donation Partage établie le 7/03/1985 par Me Dyen.
 Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 22 avril 1985 Vol 6971 N°12.

NATURE DES BIENS : Bien indivis grévé d'usufruit

29 SEP. 2014
 29 SEP. 2014

Pour le préfet et par délégation,
 le secrétaire général

François DRAPE

PROJET		Réf. : MOQUE 03 018		Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant	
PÉTITIONNAIRE		COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS		Commune de :	
Source :		Créchant		MOLINES EN QUEYRAS	
		N° TERRIER : 15		Page : 3.10	
ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL					
ÉTAT NOUVEAU					
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX		PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ	
		Partie à acquérir		Constitution de servitudes	
N° Communal	Sect.	N°	Surf.en M²	Sect.	N°
B00491	A	1583	2 250	A	1583
	A	(*)	(*)		
	A	(**)	(**)		
Lieu-Dit		Natura culture		Caractéristiques des servitudes	
CREYSSANT		L 01			
CREYSSANT		Lit - Torrent			
CREYSSANT		Lit - Torrent			
				Total emprise 2 346	
				Définies dans l'arrêté d'utilité publique	
<p>(*) 1/2 Torrent droit de la parcelle A 1583 (**) 1/2 Torrent droit de la parcelle A 1585</p>					
PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :					
1/ M BRUNET Jean Pierre Veran né le 19/05/1966 à GAP demeurant 05390 MOLINES EN QUEYRAS					
2/ M BERGE Pierre Jean Marius époux BLANC Lucienne Germaine né le 02/11/1941 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Les Essagnières Che Ferme de l'Hopital 05000 GAP					
3/ M BRUN Jean Pierre Etienne époux ROBERT Jacqueline Paul né le 04/07/1944 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant 42 rue du Général Chapelle 07300 TOURNON SUR RHONE					
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :					
1/ M BRUNET Jean Pierre Veran né le 19/05/1966 à GAP demeurant 05390 MOLINES EN QUEYRAS					
2/ M BERGE Pierre Jean Marius époux BLANC Lucienne Germai né le 02/11/1941 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Les Essagnières Che Ferme de l'Hopital 05000 GAP					
3/ M BRUN Jean Pierre Etienne époux ROBERT Jacqueline Paul né le 04/07/1944 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant 42 rue du Général Chapelle 07300 TOURNON SUR RHONE					
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :					
1/ Donation/Partage établie le 30/01/1993 par Me COURT, Notaire à Embrun. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 12/03/1993 Vol 1999P N°1795.					
2/ Donation établie le 29/11/1982 par Me PACE, Notaire à Guillestre. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 24/01/1983 Vol 6299. N°6.					
3/ Attestation après décès établie le 22/02/1980 par Me DYEN. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 31/03/1980 Vol 5153 N°30.					
NATURE DES BIENS : Bien indivis					

VIR PARTI AUTO GÉOMÈTRE

29 SEP. 2014

29 SEP. 2014

MOLINES EN QUEYRAS

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

PROJET
 Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant
PÉTITIONNAIRE
 COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS
Source :
 Créchant

Commune de : MOLINES EN QUEYRAS
N° TERRIER : 20
ÉTAT NOUVEAU

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX		PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT		PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ		HORS EMPRISE Surf. en m²										
N° Communal	Secl.	N°	Lieu-Dit	Surf. en M²	Nature culture		Partie à acquérir	N°	Surf. en M²	Secl.	N°	Surf. en M²	Secl.	N°	Surf. en M²	Caractéristiques des servitudes
500379	A	1584p	CREYSSANT / LOT 00A0001	675	L 01				A	1584	675					
1000021	A	1584p	CREYSSANT / LOT 00A0002	675	L 01				A	1584	675					
	A	(*)	CREYSSANT	(*)	Lit - Torrent						69					
(*) 1/2 Torrent droit de la parcelle A 1584																
TOTAL BND :				1 350										1 415		

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

BND LOT 00A0001 DE 675M²
 Usufruitier : M BELLON Jean Charles Barthelemy né le 28/02/1933 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Le Rio Bat A - 15 rue des Sagnières 05000 GAP
 Nu-propriétaire : M BELLON Denis Jean né le 15/07/1962 à BRIANCON demeurant Le Serre 05390 MOLINES EN QUEYRAS
 Usufruitier : Mme MISSIMILLY Suzanne Marguerite épouse BELLON Jean née le 13/10/1933 à CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE et demeurant Le Rio Bat A - 15 rue des Sagnières 05000 GAP
BND LOT 00A0002 DE 675M²
 M MARTIN Léon Eugène né le 11/04/1910 à CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE (05) demeurant Par Mme MARTIN Paulette Le Serre 05350 MOLINES EN QUEYRAS
PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :
BND LOT 00A0001 DE 675M²
 Usufruitier : M BELLON Jean Charles Barthelemy né le 28/02/1933 à MOLINES EN QUEYRAS demeurant Le Rio Bat A - 15 rue des Sagnières 05000 GAP
 Nu-propriétaire : M BELLON Denis Jean né le 15/07/1962 à BRIANCON demeurant Le Serre 05390 MOLINES EN QUEYRAS
 Usufruitier : Mme MISSIMILLY Suzanne Marguerite épouse BELLON Jean née le 13/10/1933 à CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE et demeurant Le Rio Bat A - 15 rue des Sagnières 05000 GAP
BND LOT 00A0002 DE 675M²
 M MARTIN Léon Eugène né le 11/04/1910 à CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE (05), décédé le 6 décembre 2007 à Molines en Queyras.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :
BND LOT 00A0001 DE 675M² Donation/Partage établi le 25/10/1996 par Me COURT, Notaire à Embrun. Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 17/02 et 28/04 1997 Vol 1997P N°1251.
BND LOT 00A0002 DE 675M² Antérieure au 1er janvier 1956

NATURE DES BIENS : Bien non délimité grévé d'usufruit

Vu pour certifier l'exactitude des données cadastrales
 Le 29 SEP. 2014
 29 SEP. 2014
 Pour la commune de Molines en Queyras
 Le Maire

P. BENOIST D'ARBELE
 Maire

ÉTAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

PROJET
 Réf. : MOQUE 03 018
 Procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection des sources de La Combe des Mares, de Clot du Vallon et de Créchant

PÉTITIONNAIRE
 COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS
 Source : Créchant

MOLINES EN QUEYRAS		N° TERRIER : 22	
ÉTAT NOUVEAU			
RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX		PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT	
N° Communal	Sect. N°	Lieu-Dit	Partie à acquérir
M00292	A (*)	CREYSSANT	PÉRIMÈTRE RAPPROCHÉ Constitution de servitudes
Surf.en M²		Nature culture	Caractéristiques des servitudes
(*) 1/2 Torrent droit de la parcelle Section A n° 1568		Lit - Torrent	Définies dans l'arrêté d'utilité publique
Total emprise		Total emprise	
		34	

PROPRIÉTAIRE CADASTRAL :

Usufruitier : M MASSARD André Maxime époux MARTIN Elise Marie né le 22/10/1933 à MARSEILLE demeurant Parc de St Barnabe 1 All de Dijon 13012 MARSEILLE
Nu propriétaire : MME MASSARD Véronique Simonne épouse WAGNER Stéphane André née le 03/08/1961 à MARSEILLE demeurant Champ du Pin La Vachette 05100 VAL DES PRES
Nu propriétaire : MLE MASSARD Fabienne Marie-France née le 14/11/1964 à MARSEILLE demeurant Qua Le Poet 05340 PELVOUX

PROPRIÉTAIRES RÉELS OU AYANTS-DROITS :

Usufruitier : M MASSARD André Maxime époux MARTIN Elise Marie né le 22/10/1933 à MARSEILLE demeurant Parc de St Barnabe 1 All de Dijon 13012 MARSEILLE
Nu propriétaire : MME MASSARD Véronique Simonne épouse WAGNER Stéphane André née le 03/08/1961 à MARSEILLE demeurant Champ du Pin La Vachette 05100 VAL DES PRES
Nu propriétaire : MLE MASSARD Fabienne Marie-France née le 14/11/1964 à MARSEILLE demeurant Qua Le Poet 05340 PELVOUX

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ :
 Attestation après décès établie le 06/10/2008 par Me ROYOL, Notaire à Marseille.
 Publication à la Conservation des Hypothèques de Gap le 15/10/2008 Vol 2008P N°6791.

NATURE DES BIENS : Bien indivis grévé d'usufruit
 Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du **29 SEP. 2014**
29 SEP. 2014





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES HAUTES - ALPES

Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité
Ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Service Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL n°: 2008-366-7

du 31 décembre 2008

**Objet : Alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de
Château Ville Vieille par le captage de Fontaine Rouge.
Pétitionnaire : Commune de Château-Ville-Vieille**

La Préfète des Hautes-Alpes,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;
Officier de l'Ordre National du Mérite ;

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
de la dérivation des eaux souterraines,
de l'instauration des périmètres des protection

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté portant Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement

- VU la Directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, les articles R 1321-1 à R 1321-68 et les articles R 1416-1 et suivants ;
- VU le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L 215.13 relatif à la dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, R214-1 à R214-60 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 211-1 et suivants;
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la justice administrative ;
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à Déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0 ; 1.2.1.0 ; 1 2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;
- VU la délibération de la commune de Château-Ville-Vieille en date du 29 avril 2008 approuvant le projet, son montant et demandant :

De déclarer d'utilité publique

- la dérivation des eaux pour la consommation humaine
- la délimitation et la création des périmètres de protection

De l'autoriser à

- délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine
- prélever de l'eau dans le milieu naturel

- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 01/10/2001 ;
- VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 11/06/2008 ;
- VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt date du 28/05/2008 ;
- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2008-171-3 du 19/06/2008 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 25/10/2008 ;
- VU le rapport en date du 12/12/2008 de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 19/12/2008 ;

Considérant

Que les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;

La nécessité de protéger la ressource en eau

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

ARRETE

RESSOURCE EN EAU

ARTICLE 1 : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Château-Ville-Vieille :

- Les travaux réalisés pour la dérivation des eaux de la source de Fontaine Rouge située sur la commune de Molines en Queyras.
- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate.
- L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 2: Autorisation de prélèvement :

La commune de Château-Ville-Vieille est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, au captage de Fontaine Rouge, au titre du Code de l'Environnement

ARTICLE 3 : Localisation

Le captage se situe sur la commune de Molines en Queyras, au lieu dit « Les Bourrels » parcelle n° 661 Section L4. Les coordonnées cartésiennes de cet ouvrage sont :

Lambert III

x = 953850 m

y = (3)278100 m

z = 2130 m

Lambert II étendu

x = 953229,390 m

y = 1983550,940 m

z = 2130 m

ARTICLE 4 : Débits autorisés

La commune de Château-Ville-Vieille est autorisée à prélever, à partir du captage de Fontaine Rouge, un débit maximum de 4 m³/h et un volume total annuel n'excédant pas les 35 000 m³.

Conformément aux articles R.214-57 et R.214-58 du Code de l'Environnement, l'installation de prélèvement sera équipée d'un dispositif de mesure homologué sur le réservoir de Montbardon.

L'exploitant note, mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet :

- les volumes prélevés,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements,
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative.

L'excédent capté retournera au milieu naturel au plus près du point de captage.

ARTICLE 5: Périmètres de protection

Un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont mis en place pour protéger le point d'eau. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1: Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate s'étendra sur une surface de 6700 m² sur la parcelle n°661 en partie Section L de la commune de Molines en Queyras.

Le terrain du périmètre de protection immédiate doit être propriété de la commune de Château-Ville-Vieille ou faire l'objet d'une convention de gestion conformément à l'article L 1321-1 du Code de la santé publique.

La commune de Château-Ville-Vieille est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit d'établir une convention de gestion avec la commune de Molines en Queyras, dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, le terrain nécessaire à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Ce périmètre sera clos.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sauf Autorisation accordée, au préalable, par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Tous travaux à l'intérieur de ce périmètre devront être signalés, au préalable, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, pour avis.
La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique). L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

ARTICLE 5.2: Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étendra sur une surface de 64950 m² sur les parcelles n° 660 en partie (45675 m²) et 661 en partie (19275 m²) Section L Commune de Molines en Queyras.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée
Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

- Toute construction,
- Tous travaux en sous-sol pouvant porter atteinte à la qualité des eaux,
- Le forage de puits et l'exploitation des eaux souterraines,
- Les puits filtrant pour l'évacuation des eaux mêmes pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- Le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes,
- L'installation de dépôt de déchets de toute nature ou de produits et matières ou de produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrage de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidange,
- L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ménagères ou des eaux vannes,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- Le stockage et l'épandage de fumier ou lisier, engrais organiques ou chimiques, boues de stations d'épuration ou compost, et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, et tous produits phytosanitaires,
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- Le pacage du bétail,
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris pour le bétail,
- Les véhicules motorisés de plaisance (motos , 4*4...)
- L'usage des pistes forestières sera limité aux ayants droits (fermeture par chaîne).
- Le stationnement de véhicules à moteurs sur les pistes ou sur la route.
- Le salage de la route sur la traversée du périmètre.

L'exploitation forestière est autorisée sous réserve de ne pas utiliser de produits phytosanitaires ni d'ouvrir de nouvelles pistes. Toutes les précautions soient prises afin d'éviter le stationnement prolongé des engins motorisés dans la zone de protection rapprochée ainsi que le stockage du bois. L'exploitation forestière ne devra pas entraîner de pollutions des eaux. Les personnes travaillant à l'exploitation forestière devront être informées de la situation de la zone en « périmètre de protection rapprochée », des servitudes et des risques de pollutions.

ARTICLE 6 : Accès

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application de Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ou leurs délégués ont constamment accès aux installations autorisés.
L'accès au captage et aux principaux ouvrages devra faire l'objet d'une servitude de passage par acte notarié.

ARTICLE 7 : Travaux et aménagements

- pose de la clôture avec portail
- Pose d'un compteur au réservoir de Montbardon

ARTICLE 8 : Publication des servitudes et droit de préemption urbain

La commune de Château-Ville-Vieille assure sans délai la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

La commune de Château-Ville-Vieille peut instaurer un droit de préemption urbain sur les terrains du périmètre de protection rapprochée dans les conditions définies à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme. Les servitudes instituées à l'article 5.2 dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 9 : Indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 10 : Situation du prélèvement par rapport au Code de l'Environnement

Le prélèvement d'eau au captage de Fontaine Rouge est soumis à Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement.

Il relève de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an.

DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 11 : Autorisation de prélèvement

La commune de Château-Ville-Vieille est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage de Fontaine Rouge dans le respect des modalités suivantes :

- Le réseau de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.
- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application. En cas de non conformité, un traitement approprié devra être mis en œuvre pour satisfaire aux exigences sanitaires. Le traitement de l'eau est soumis à autorisation préfectorale indépendante du présent arrêté.
- Le captage de Fontaine Rouge et le périmètre de protection immédiate sont propriété de la commune de Château-Ville-Vieille et sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 12 : Réseau

Le captage de Fontaine Rouge assure l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine du hameau de Montbardon.

ARTICLE 13 : Surveillance de la qualité de l'eau

La commune de Château-Ville-Vieille veille au bon fonctionnement du système de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 14: Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de Château-Ville-Vieille selon les tarifs et les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15: Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application de Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisées. Pour cela, des servitudes d'accès seront établies pour les propriétés privées traversées. L'aménagement du captage doit permettre le prélèvement d'eau brute. L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 16: Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en mairie de Château -Ville-Vieille, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- ▣ L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.
- ▣ Les synthèses commentées que peut établir la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17: Plans et visite de récolement

La commune de Château-Ville-Vieille établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Ces plans sont adressés à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

ARTICLE 18: Respect de l'application du présent arrêté

Les communes de Château-Ville-Vieille et de Molines en Queyras veillent au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 19: Durée de validité

Les travaux et aménagements décrits ainsi que les achats ou expropriations éventuelles devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la commune de Château-Ville-Vieille dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 : Modifications

Toutes modifications notables apportée par le déclarant aux ouvrages ou installations de prélèvement (localisation, mode d'exploitation, débit, volume...) tout changement de type de moyen de mesure ou mode d'évaluation des débits prélevés, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation sanitaire et de déclaration de prélèvement doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

ARTICLE 21: Notifications et publicité de l'arrêté

□ Le présent arrêté est notifié au maire de Château-Ville-Vieille en vue de :

la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,

→ la mise à disposition du public,

→ l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois, une mention de cet affichage est insérée en caractère permanents dans deux journaux locaux,

→ sa notification individuelle sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R1321.13 du Code de la Santé publique,

→ sa publication à la conservation des hypothèques.

□ Le présent arrêté est notifié au maire de Moline en Queyras en vue de :

la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,

→ la mise à disposition du public,

→ l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois, une mention de cet affichage est insérée en caractère permanents dans deux journaux locaux,

→ son insertion dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 19 : Délais de recours et droits des tiers

Toute personne qui désire devoir contester le présent arrêté peut, **dans un délai de deux mois à compter de sa publication** saisir d'un recours contentieux le Tribunal administratif.

Elle peut également saisir, dans le même délai, d'un recours gracieux, le préfet des Hautes Alpes.

ARTICLE 20 : Mesures exécutoires

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes Alpes,

La Sous-Préfète de l'arrondissement de BRIANCON,

Le Maire de la commune de Château-Ville-Vieille,

Le Maire de la commune de Moline en Queyras,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Le Directeur Départemental de l'Equipement,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes Alpes.

GAP, le 31 DEC 2006
P/La PREFETE et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Sous-Préfet de l'arrondissement de GAP,



Thierry COTTIN

Documents annexés :

- Plan parcellaire délimitant les périmètres de protection : 1 feuille A3
- Etats parcellaires : 2 pages

ETAT PARCELLAIRE

DEPARTEMENT : Hautes-Alpes
 COMMUNE DE CHÂTEAU VILLE VIELLE
 CAPTAGE DE FONTAINE ROUGE - PERIMETRE IMMÉDIAT

Page 1 sur 1

Commune: Molines-en-Queyras

INDICATIONS CADASTRALES

Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²		
				Conten.	Emprise	Hors emprise
LES BOURRELS	L	661	BR04	93960	6700	87260

DATE ET MODE D'ACQUISITION

1	COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS La Mairie MOLINES-EN-QUEYRAS 05350 CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE
	797

PROPRIETAIRES

Dates et lieux de naissance

Noms, prénoms, et domiciles

VU pour être annexé à
l'annuaire préfectoral en

date du **31 DEC. 2008**

Pour

Pour la Préfecture de Hautes-Alpes
Le Chef du Bureau de l'Etat Civil
et du Cadastre



Dominique MARCOU

ETAT PARCELLAIRE

DEPARTEMENT : Hautes-Alpes
 COMMUNE DE CHÂTEAU VILLE VIEILLE
 CAPTAGE DE FONTAINE ROUGE - PERIMETRE RAPPROCHÉ

Commune: Molines-en-Queyras

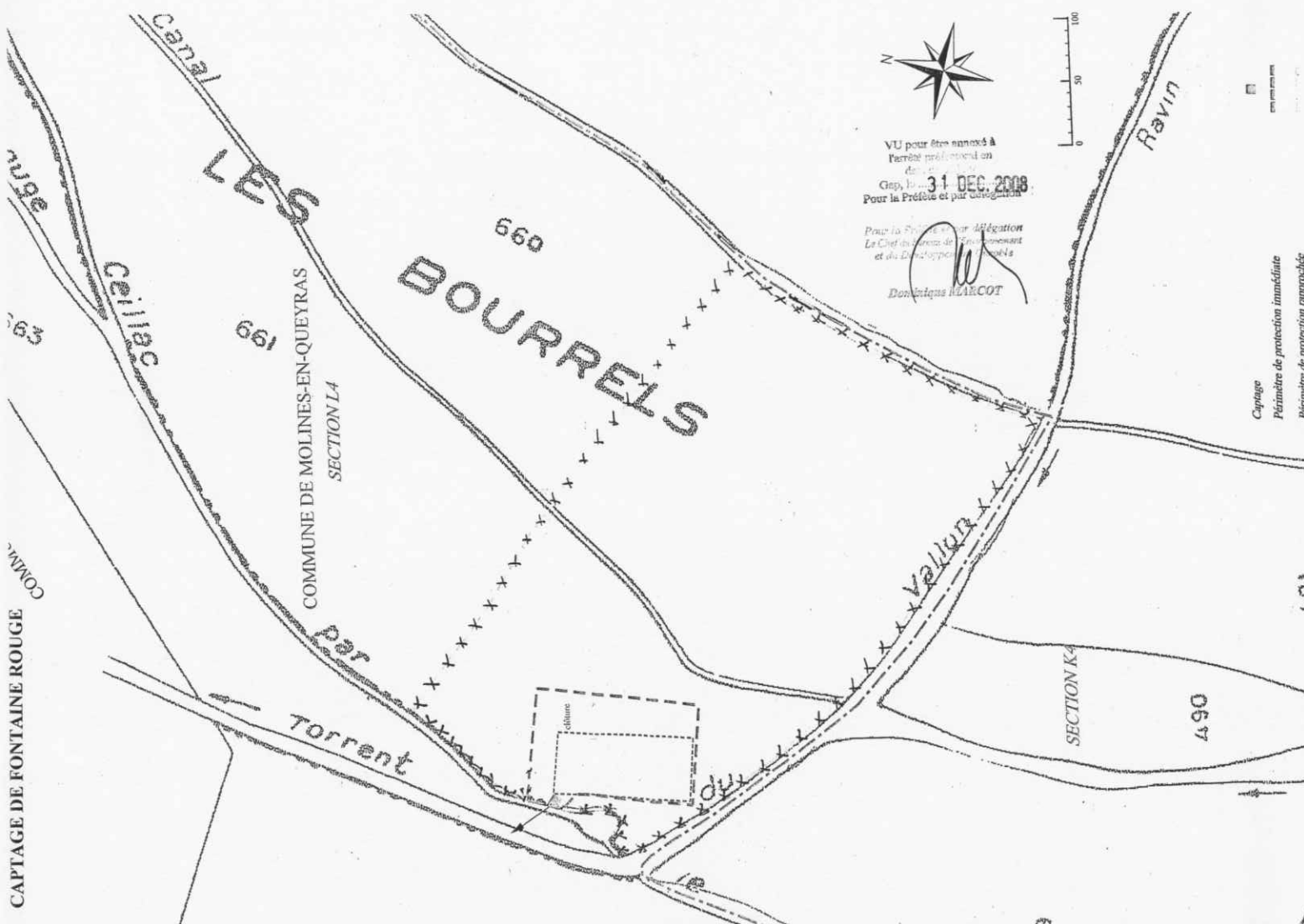
Page 1 sur 1

INDICATIONS CADASTRALES				DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES	
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²		Noms, prénoms, et domiciles	Dates et lieux de naissance
				Conten.	Libre de servit.		
LES BOURRELS	L	660	BR04	149440	103765	1 COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS La Mairie MOLINES-EN-QUEYRAS 05350 CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE	
LES BOURRELS	L	661	BR04	93960	74685		
						797	

NOTA DOIT ÊTRE ANNEXÉ À
 LE PLAN PARCELLAIRE

31 DEC 2008

Mairie de Molines-en-Queyras



VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date du 31 DEC 2008
Pour la Préfecture et par délégation
Le Chef du Service de l'Environnement
et du Développement Durable
Dominique MARCOT

Caprage
Périmètre de protection immédiate
Périmètre de protection rapprochée

CAPTAGE DE FONTAINE ROUGE

Canal
Ceillac

LES

BOURRELS

COMMUNE DE MOLINES-EN-QUEYRAS
SECTION L4

Torrent

Vallon

Ravin

SECTION K4

490

660

661

cellaire

par

1.01

9



PRÉFECTURE DES HAUTES-ALPES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service : DDASS - Service Santé-Environnement

ARRETE PREFECTORAL n° : 2007-302-4 du 29/10/2007

Objet : Abandon de la source communale de Combe d'Ouit située sur la commune de MOLINES EN QUEYRAS.

**Le Préfet des Hautes Alpes ;
Chevalier de la Légion d'Honneur ;**

- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L 1321-1, L 1324-3, L 1321-2, L 1321-3 et L 1321-10
- VU la délibération du conseil municipal du 10/11/2004 décidant l'abandon de la source susvisée;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 9 Août 2007
- VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 18 juillet 2007

CONSIDERANT d'une part que la mise en place d'un système de protection de la source semble difficile à réaliser compte tenu de sa situation et d'autre part que la nappe de Fontgillarde est suffisante pour l'alimentation en eau de la Commune.

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Hautes Alpes;

ARRETE

Article 1 :

La source de Combe d'Ouit située sur le territoire de la Commune de MOLINES EN QUEYRAS alimentant en partie le hameau de Pierre Grosse de la Commune de Molines en Queyras ne doit plus être utilisée pour la consommation humaine.

Article 2 :

La commune devra prendre toutes dispositions pour qu'il n'y ait aucun mélange ou contact entre la source abandonnée et le réseau de distribution public d'eau potable. A cet effet, la conduite d'amenée au réservoir de Pierre Grosse devra être déconnectée définitivement (tuyau non amovible).

Le simple fait de fermer une vanne pour ne plus alimenter le réseau public ne constitue pas une mise hors service.

Aucun prélèvement d'eau, quel qu'en soit l'usage, ne doit être effectué sur cette source.

Article 3 :

Les eaux anciennement captées devront rejoindre le milieu naturel dans leur cours d'origine.

Article 4 :

La commune devra informer le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de l'exécution des travaux d'abandon de cette source afin qu'il puisse en concertation avec le service chargé de la police des eaux, en constater la bonne exécution.

Article 5 :

Toute remise en service de ce captage devra faire l'objet d'une procédure d'autorisation définie par la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Le Maire de la commune de MOLINES EN QUEYRAS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à GAP, le 29 OCT. 2007

Le Préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Serge BOULANGER

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE MOLINES-EN-QUEYRAS (05350)



REVISION GENERALE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

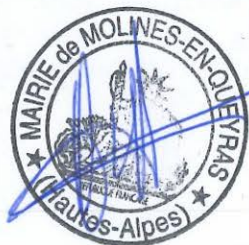


5.3.3. REGLEMENT DU PPRN

PLU arrêté le : 11/03/2019

PLU approuvé le : 15/10/2020

LE MAIRE
GARCIN Valérie



Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuilot28@gmail.com

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE DES HAUTES-ALPES

COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS



REGLEMENT

DOSSIER APPROUVE

annexé à l'arrêté préfectoral

n°

du

Le Préfet

SERVICE INSTRUCTEUR :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

REALISATION :
SERVICE DEPARTEMENTAL DE RESTAURATION DES TERRAINS EN MONTAGNE
OFFICE NATIONAL DES FORETS

Mai 2007

1. PREAMBULE

Ce préambule a pour objectif de présenter un certain nombre de considérations générales nécessaires à une bonne compréhension et à une bonne utilisation du règlement du PPR, document établi par l'Etat et opposable aux tiers.

Un guide général sur les PPR a été publié à la Documentation Française (août 1997). Il a été élaboré conjointement par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et par le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Sa lecture est à même de répondre aux nombreuses autres questions susceptibles de se poser sur cet outil qui vise à limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles.

1.1. CONSIDÉRATIONS SUR LA PORTÉE DU PPR

Les dispositions réglementaires ont pour objectif, d'une part d'améliorer la sécurité des personnes, d'autre part d'arrêter la croissance de la vulnérabilité des biens et des activités dans les zones exposées, et si possible, de la réduire.

Le PPR ne prend en compte que les risques naturels prévisibles définis à l'article 2.2 du présent règlement et tels que connus à la date d'établissement du document. Il a été fait application du principe de précaution (défini à l'article L.110-1 du Code de l'Environnement) en ce qui concerne un certain nombre de délimitations, notamment lorsque seuls des moyens d'investigations lourds auraient pu apporter des compléments pour lever certaines incertitudes apparues lors de l'expertise de terrain.

Les risques pris en compte ne le sont que jusqu'à un certain niveau de référence spécifique, résultant :

- soit de l'analyse de phénomènes historiques répertoriés et pouvant de nouveau survenir (c'est souvent le cas pour les avalanches ou les débordements torrentiels avec forts transports solides) ;
- soit de l'étude d'événements-types ou de scénarios susceptibles de se produire dans un intervalle de temps déterminé et donc avec une probabilité d'occurrence donnée (c'est souvent le cas pour les inondations, étudiées avec un temps de retour au moins centennal)
- soit de l'évolution prévisible d'un phénomène irréversible (c'est souvent le cas pour les mouvements de terrain) ;

La description de ce niveau de référence spécifique à chaque zone est à rechercher dans la note de présentation du PPR.

En cas de modifications, dégradations ou disparition d'éléments protecteurs (notamment en cas de disparition de la forêt, là où elle joue un rôle de protection), les risques pourraient être aggravés et justifier des précautions supplémentaires ou une révision du zonage.

Ne sont pas pris en compte dans le présent PPR d'autres phénomènes naturels susceptibles de se produire sur le territoire communal, tels que vent et chutes de neige lourde, incendies de forêts, ou même des phénomènes liés à des actions humaines mal maîtrisées (glissements de terrain dus à des terrassements sur fortes pentes sans précautions par exemple).

Ne relèvent pas du PPR les effets qui pourraient être induits par une maîtrise insuffisante des eaux pluviales, notamment en zone urbaine du fait de la densification de l'habitat (modification des circulations naturelles, augmentation des coefficients de ruissellement, etc. ...) mais qui relèvent plutôt de

programmes d'assainissement pluviaux dont l'élaboration et la mise en oeuvre sont du ressort des collectivités locales ou des aménageurs.

L'attention est attirée sur le fait que le PPR ne peut, à lui seul, assurer la sécurité face aux risques naturels. Aussi, en complément et/ou au-delà des risques recensés (notamment lors d'événements météorologiques inhabituels qui pourraient générer des phénomènes exceptionnels), la sécurité des personnes nécessite également :

- de la part de chaque individu, un comportement prudent ;
- de la part des pouvoirs publics, une vigilance suffisante et des mesures de surveillance et de police adaptées (évacuation de secteurs menacés si nécessaire; plans communaux de prévention et de secours; plans départementaux spécialisés ; ...). Le maire de la commune est le premier responsable de la sécurité des biens et des personnes en vertu de ses pouvoirs de Police (article L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales) :

« La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment : (...) 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure (...) »

1.1.1. Remarques sur les implications du PPR :

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40-4 de la loi du 22 juillet 1987 modifiée. Il doit donc être annexé au PLU en application des articles L 126-1 et R 123-24 4° du Code de l'Urbanisme par l'autorité responsable de la réalisation de celui-ci. En cas de dispositions contradictoires de ces deux documents vis à vis de la prise en compte des risques naturels, les dispositions du PPR prévalent sur celles du PLU qui doit être modifié en conséquence.

Le PPR définit notamment :

- des règles particulières d'urbanisme : les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols interviennent surtout dans la gestion de ces règles et des autres mesures relevant du Code de l'Urbanisme ;
- des règles particulières de construction : les maîtres d'ouvrage ainsi que les professionnels chargés de réaliser les projets, parce qu'ils s'engagent à respecter les règles de construction lors du dépôt d'un permis de construire, sont responsables de la mise en oeuvre de ces règles et des autres mesures relevant du Code de la Construction.

1.1.2. Modalités d'utilisation des documents cartographiques et réglementaires :

Les cartes de zonage réglementaire du risque (établies sur fond cadastral) définissent des ensembles homogènes.

Sont ainsi définies :

- des zones inconstructibles, appelées zones rouges dans lesquelles toutes occupations et utilisations du sol sont interdites sauf les autorisations dérogeant à la règle commune et

spécifiques à chaque règlement de zone rouge. Les bâtiments existants dans ces zones, à la date d'approbation du PPR, peuvent continuer à fonctionner sous certaines réserves.

- des zones constructibles sous conditions appelées zones bleues. Les règlements spécifiques à chaque zone bleue définissent des mesures, d'ordre urbanistique, de construction ou relevant d'autres règles, à mettre en œuvre pour toute réalisation de projets.

- des zones constructibles sans conditions particulières au titre du PPR, appelée zones blanches, mais où toutes les autres règles (d'urbanisme, de construction, de sécurité, ...) demeurent applicables.

Chaque zone est désignée par une lettre (B pour bleu, R pour rouge) et un nombre correspondant au règlement applicable pour la zone.

Le passage de l'aléa au zonage réglementaire est défini comme suit :

Aléa fort	Aléa moyen	Aléa faible	Aléa considéré comme nul
Zone inconstructible sauf cas particulier : existence d'un ouvrage de protection jugé efficace (voir Note de Présentation P13)	Zone inconstructible (zone rouge) ou Zone constructible sous conditions (zone bleue)	Zone constructible sous conditions (zone bleue)	Zone constructible sans conditions (zone blanche) ou zone de précaution

Dans chaque zone réglementaire, les règlements distinguent les mesures obligatoires (les prescriptions) des mesures conseillées (les recommandations). Il est rappelé que le non respect des prescriptions du P.P.R. est puni par les peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme (article L 562-5 du Code de l'Environnement)

Dans tous les cas, le respect des règles usuelles de construction (règles "Neige et Vent" ou règles parasismiques par exemple) doit, de toutes façons, se traduire par des constructions "solides" (toitures capables de supporter le poids de la neige, façades et toitures résistant aux vents, fondations et chaînage de la structure adaptés, ...), dans la tradition de l'habitat montagnard.

1.2. CONSIDÉRATIONS SUR LA RÉGLEMENTATION

Ces règles sont définies en application de l'article 40-1, 1° et 2°, de la loi du 22 juillet 1987 modifiée.

1.2.1. Façades exposées

Le règlement utilise la notion de « façade exposée » notamment dans les cas de chutes de blocs ou d'écoulements avec charges solides (avalanches, crues torrentielles). Cette notion, simple dans beaucoup de cas, mérite d'être explicitée pour les cas complexes :

- la direction de propagation du phénomène est généralement celle de la ligne de plus grande pente (en cas de doute, la carte des aléas permettra souvent de définir sans ambiguïté le point de départ ainsi que la nature et la direction des écoulements prévisibles) ;

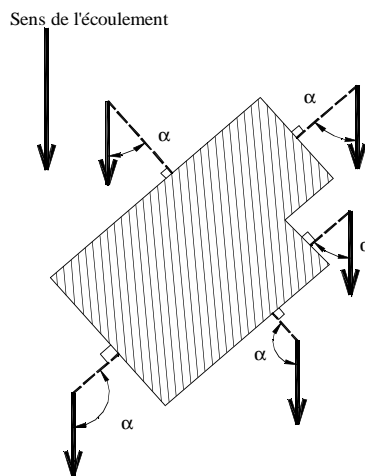
- elle peut s'en écarter significativement, du fait de la dynamique propre au phénomène (rebonds irréguliers pendant les chutes de blocs, élargissement des trajectoires d'avalanches à la sortie des couloirs, ...), d'irrégularités de la surface topographique, de l'accumulation locale d'éléments transportés (culots d'avalanches, blocs, bois, ...) constituant autant d'obstacles défecteurs ou même de la présence de constructions à proximité pouvant aussi constituer des obstacles défecteurs.

C'est pourquoi, sont considérées comme :

- directement exposées, les façades pour lesquelles $0^\circ \leq \alpha < 90^\circ$ (110° pour les avalanches)

- indirectement ou non exposées, les façades pour lesquelles 90° (ou 110°) $\leq \alpha < 180^\circ$

Le mode de mesure de l'angle α est schématisé ci après.



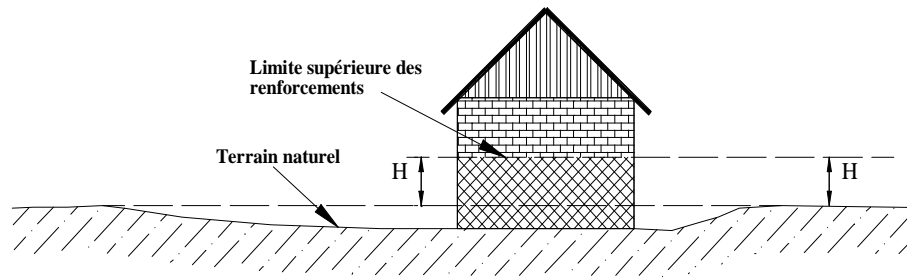
Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe, devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

Il peut arriver qu'un site soit concerné par plusieurs directions de propagation : toutes sont à prendre en compte.

1.2.2. Hauteur par rapport au terrain naturel

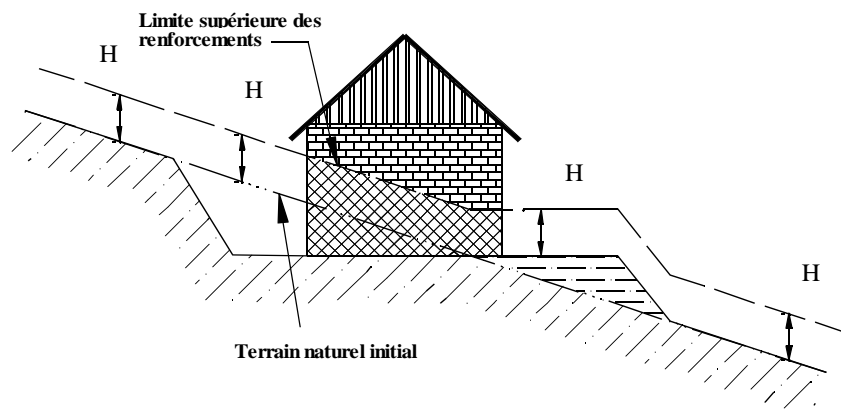
Le règlement utilise aussi la notion de « hauteur par rapport au terrain naturel » et cette notion mérite d'être explicitée pour les cas complexes. Elle est utilisée pour les écoulements de fluides (avalanches, débordements torrentiels, inondations, coulées de boue) ou pour les chutes de blocs.

Les irrégularités locales de la topographie ne sont pas forcément prises en compte si elles sont de surface faible par rapport à la surface totale de la zone considérée (bleue ou rouge). Aussi, dans le cas de petits talwegs ou de petites cuvettes, il faut considérer que la côte du terrain naturel est la côte des terrains environnants (les creux étant vite remplis par les écoulements), conformément au schéma ci dessous :



En cas de terrassements en déblais, la hauteur doit être mesurée par rapport au terrain naturel initial.

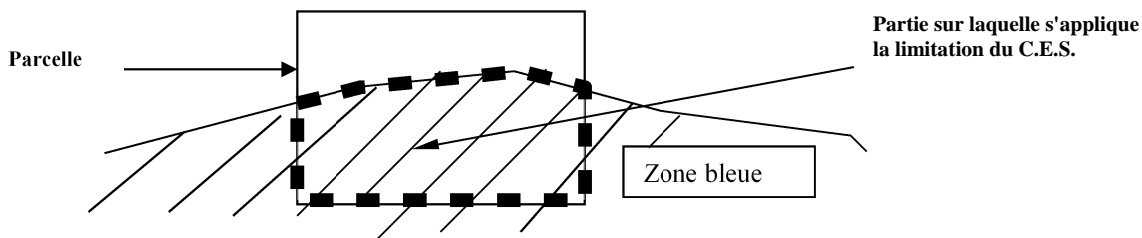
En cas de terrassements en remblais, ceux ci ne peuvent remplacer le renforcement des façades exposées que s'ils sont attenants à la construction et s'ils ont été spécifiquement conçus pour cela (parement exposé aux écoulements subvertical sauf pour les inondations en plaine, dimensionnement pour résister aux efforts prévisibles, ...). Dans le cas général, la hauteur à renforcer sera mesurée depuis le sommet des remblais.



Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe, devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

1.2.3.Coefficient d'Emprise au Sol (C.E.S.)

Dans certaines zones bleues, afin de conserver des espaces suffisants pour les écoulements prévisibles, le règlement fixe une limite supérieure au coefficient d'emprise au sol des constructions, remblais ou autres dépôts. Cette prescription ne s'applique qu'à la seule partie de(s) la parcelle(s) située(s) dans la zone bleue, conformément au schéma ci dessous



1.3. CONSIDÉRATIONS SUR LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE AUX BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS

Ces mesures sont définies en application de l'article 40-1, 4°, de la loi du 22 juillet 1987 modifiée.

Ce chapitre ne concerne que des mesures portant sur des dispositions d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation de bâtiments et aménagements existants : ces travaux de prévention, mis ainsi à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale du bien (article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995).

Sont distinguées les mesures conseillées (les recommandations) et les mesures obligatoires (les prescriptions); le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article 40-1 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée).

1.4. CONSIDÉRATIONS SUR LES MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

L'objectif du PPR est la prise en compte des risques naturels dans l'aménagement du territoire. Il définit pour cela les mesures relatives à :

1.4.1 la prévention

L'objectif est d'abord d'inciter le développement de la commune sur les zones sans risque. Les aménagements sur les zones exposées peuvent être autorisés si des mesures existent pour adapter les projets au risque. Ces dispositions seront prescrites par le PPR. Dans tous les cas, les aménagements dans les zones fortement exposées seront interdits. Pour les aménagements existants, implantés dans des zones à risque, le PPR peut édicter des mesures permettant de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

1.4.2 la protection

L'objectif est de réduire les phénomènes menaçant des enjeux existants. Les travaux nécessaires peuvent être prescrits par le PPR.

1.4.3 la sauvegarde

Ces mesures sont définies en application de l'article 40-1, 3°, de la loi du 22 juillet 1987 modifiée. Elles ont pour objectif de prescrire ou recommander la mise en place d'un plan d'alerte et/ou de mise en sécurité pour assurer en priorité la sauvegarde des personnes situées dans des zones exposées. Les biens peuvent être concernés par ces mesures.

Ces dispositions comportent plusieurs niveaux :

- * Plan d'alerte : lorsque les aléas à l'origine du risque peuvent être anticipés avec un délai suffisant pour assurer la mise en sécurité des enjeux menacés, le PPR pourra prescrire ou recommander la mise en place du plan d'alerte. Ce plan est donc principalement mis en œuvre pour des phénomènes progressifs, détectables et prévisibles. Ce peut être le cas notamment des crues de

rivières importantes avec un temps de montée en crue suffisamment long et équipées de dispositifs de mesures pluviométriques ou hydrauliques. La pré-alerte permet d'informer et de préparer la population concernée ; le seuil d'alerte déclenche la mise en œuvre effective du plan de mise en sécurité.

- * Plan Communal de Sauvegarde : il est obligatoire pour les communes dotées d'un PPR dans les deux ans suivant son approbation. Ses modalités de réalisation ainsi que son contenu ont été précisés par le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005.

Ces mesures ont un caractère collectif et l'élaboration de ces plans sera donc préférentiellement réalisée par la collectivité.

Si la rapidité ou le caractère imprévisible des phénomènes ne permettent pas la mise en place du plan d'alerte et de pré-alerte, la réalisation du plan de mise en sécurité reste opportune. Elle permet notamment de gérer efficacement la gestion de la crise (évacuation préventive de sites potentiellement menaçants).

2. PORTEE DU PPR – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. TERRITOIRE CONCERNE

Le périmètre du présent Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPR) correspond au périmètre défini par l'arrêté préfectoral de prescription n° 2004-261-9 du 17 septembre 2004.

2.2. RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES PRIS EN COMPTE

Sont pris en compte dans le présent PPR uniquement les phénomènes naturels suivants :

- Les avalanches
- Les chutes de pierres et de blocs
- Les glissements de terrain
- Les crues torrentielles et inondations

2.3. DOCUMENTS OPPOSABLES

Les documents opposables aux tiers sont constitués par :

- le présent règlement,
- les cartes de zonage réglementaire (plan sur fond cadastral).

2.4. REcul DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AU SOMMET DES BERGES DES COURS D'EAU

En l'absence d'un substratum rocheux ou de protections solides et pérennes, les berges des cours d'eau ne peuvent être considérées comme stables. C'est pourquoi, dans le cas général, il est nécessaire que toute nouvelle construction soit implantée en recul par rapport au sommet actuel des berges.

Ce recul doit être suffisant pour que :

- lors d'une crue avec affouillement, le bâtiment ne soit pas rapidement menacé ;
- si nécessaire, des engins de chantier puissent circuler le long des berges et accéder au lit (pour les nécessaires travaux d'entretien ou de protection).

Ce recul devrait donc être, au minimum, de :

- 10 m, dans la majorité des cas ;
- 4 ou 5 m, pour de petits cours d'eau peu profonds (ou lorsque les berges sont solides) ;
- beaucoup plus si le cours d'eau est profond, puissant ou que les berges sont peu stables.

Généralement, cette bande à ne pas construire le long des berges a été classée en rouge sur le zonage du PPR. Mais il peut arriver que, du fait d'imprécisions (du fond de plan ou du report des traits) ou de

déplacements du cours d'eau, la bande à ne pas construire ne soit pas totalement classée en rouge sur le zonage PPR. Le pétitionnaire veillera alors à adapter son projet pour faire face aux instabilités prévisibles des berges.

Par ailleurs, en vertu de l'article L.215-14 du Code de l'Environnement, les propriétaires riverains des cours d'eau non-domaniaux ont une obligation d'entretien :

« Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des dispositions des chapitres Ier, II, IV, VI et VII du présent titre, le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques ».

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE ROUGE : R 1

Localisation : Château Renard, le Coin, Fontgillarde, Pierre Grosse

Aléas : Avalanches et crues torrentielles

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL :

Toute occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elles soient, sont interdites, à l'exception de celles décrites ci-après, sous réserve des autres réglementations en vigueur, et à condition qu'elles n'aggravent pas les risques, n'en provoquent pas de nouveaux, ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte et qu'elles prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes.

- * Les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations implantées antérieurement à la publication du PPR avec en particulier la création d'ouvertures à des façades non exposées au phénomène.
- * Les réparations et confortements effectuées sur un bâtiment sinistré dans le cas où son implantation est nécessaire pour les activités de service public.
- * Les abris de jardin, garages et constructions annexes aux bâtiments existants, non destinés à l'occupation humaine, et limités à une superficie de plancher de 20 m².
- * Les équipements nécessaires au fonctionnement des activités de service public (cimetière).
- * Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques.
- * Les utilisations agricoles ou forestières.
- * La traversée par des pistes, chemins ou routes.

PRESCRIPTIONS

- * Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)
- * Entretien des ouvrages de protection
- * Entretien régulier du lit et des berges conformément à l'article L.215-14 du Code de l'Environnement.

RECOMMANDATIONS

AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- * Les ouvertures en façades exposées devront être obstruées, lors de crises nivo-météorologiques, par des panneaux amovibles et résistants aux efforts mentionnés ci-dessous.
- * Les façades, pignons, et toitures exposées à l'avalanche doivent résister en tout point et sur toute leur hauteur à une pression de 30 kPa.
- * Les façades latérales doivent résister à une pression de 10kPa.

* Les toitures débordantes sur les façades exposées seront évitées de même que les angles rentrants. Si elles sont nécessaires, elles seront soit renforcées pour résister efficacement à l'arrachement, soit isolées du reste de la toiture par une ligne de rupture aménagée au droit des façades.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE ROUGE : R 2

Localisation : de Gaudissart à Fontgillarde

Aléas : crues torrentielles et affouillement, glissement de terrain

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL :

Toute occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elles soient, sont interdites, à l'exception de celles décrites ci-après, sous réserve des autres réglementations en vigueur, et à condition qu'elles n'aggravent pas les risques, n'en provoquent pas de nouveaux, ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte et qu'elles prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes :

- * Les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations implantées antérieurement à la publication du PPR avec en particulier la création d'ouvertures à des niveaux ou des façades non exposées au phénomène.
- * Les réparations et confortements effectuées sur un bâtiment sinistré dans le cas où son implantation est nécessaire pour les activités de service public.
- * Les abris de jardin, garages et constructions annexes aux bâtiments existants, non destinés à l'occupation humaine, et limités à une superficie de plancher de 20 m².
- * Les équipements nécessaires au fonctionnement des activités de service public. Ces équipements étant susceptibles de subir des dommages, il conviendra d'analyser l'impact de leur éventuelle mise hors service dans la gestion de crise liée à la survenance de l'aléa.
- * Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques.
- * Les utilisations agricoles ou forestières.
- * La traversée par des pistes, chemins ou routes.
- * Les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole ou forestière sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'occupation humaine permanente.
- * Les terrains de sports et les équipements de loisirs sans occupation humaine permanente.
- * Les activités liées à la pratique du ski.
- * Les carrières et exploitations de matériaux

PRESCRIPTIONS

- * Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)
- * Entretien des ouvrages de protection
- * Entretien régulier du lit et des berges conformément à l'article L.215-14 du Code de l'Environnement.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 1

Localisation : Pierre Grosse, Château Renard, le Coin, Fontgillarde

Aléa : Avalanche, chutes de blocs (Château Renard)

PRESCRIPTIONS

- * Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)
- * Camping interdit du 1^{er} novembre au 1^{er} juin.

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

POUR LES BATIMENTS D'HABITATION :

- * Le coefficient d'emprise au sol (C.E.S.) des constructions, remblais ou autres dépôts restera inférieur à 20% de l'unité foncière, liée au projet, comprise dans la zone bleue.
- * L'implantation, la forme et l'orientation des bâtiments tiendront compte du sens de propagation du phénomène et ne devront pas aggraver les risques pour les propriétés voisines.
- * Les façades, pignons, toitures et ouvertures exposées à l'avalanche devront résister en tout point et sur toute leur hauteur à une pression de 30 kPa.
- * Les façades latérales devront résister à une pression de 10kPa.
- * Les toitures débordantes sur les façades exposées seront évitées de même que les angles rentrants. Si elles sont nécessaires, elles seront soit renforcées pour résister efficacement à l'arrachement, soit isolées du reste de la toiture par une ligne de rupture aménagée au droit des façades.
- * L'accès des bâtiments devra s'effectuer par l'aval ou, à défaut, devra être protégé du phénomène

POUR LES BATIMENTS AGRICOLES :

- * Les façades exposées à l'avalanche devront résister, ainsi que pignons, toitures et ouvertures à une pression de 30 kPa.
- * L'accès des bâtiments devra s'effectuer par l'aval ou, à défaut, devra être protégé du phénomène

RECOMMANDATIONS

- * Sur Château Renard, vis à vis du risque de chutes de blocs, mise en place d'un écran de filets dans le prolongement des garages vers l'ouest.

AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- * Les ouvertures en façades exposées devront être obstruées, lors de crises nivo-météorologiques, par des panneaux amovibles et résistants aux efforts mentionnés ci-dessous.

- * Les façades, pignons et toitures exposées à l'avalanche doivent résister en tout point et sur toute leur hauteur à une pression de 30 kPa.
- * Les façades latérales doivent résister à une pression de 10kPa.
- * Les toitures débordantes sur les façades exposées seront évitées de même que les angles rentrants. Si elles sont nécessaires, elles seront soit renforcées pour résister efficacement à l'arrachement, soit isolées du reste de la toiture par une ligne de rupture aménagée au droit des façades.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 2

Localisation : Pierre Grosse, le Coin

Aléas : coulées de neige (purge de talus)

PRESCRIPTIONS

* Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

POUR LES BATIMENTS D'HABITATION :

- * Le coefficient d'emprise au sol (C.E.S.) des constructions, remblais ou autres dépôts restera inférieur à 20% de l'unité foncière, liée au projet, comprise dans la zone bleue.
- * L'implantation, la forme et l'orientation des bâtiments tiendront compte du sens de propagation du phénomène et ne devront pas aggraver les risques pour les propriétés voisines.
- * Les façades exposées à l'avalanche devront résister, ainsi que pignons et toitures, à une pression de 10 kPa.
- * L'accès des bâtiments devra s'effectuer par l'aval ou, à défaut, devra être protégé du phénomène.
- * Les ouvertures en façades exposées devront être obstruées, lors de crises nivo-météorologiques, par des panneaux amovibles et résistants aux efforts mentionnés ci-dessous.

POUR LES BATIMENTS AGRICOLES :

- * Les façades exposées à l'avalanche devront résister, ainsi que pignons et toitures, à une pression de 10 kPa.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 3

Localisation : le Serre, PierreGrosse, Château Renard, Fontgillarde

Aléas : Avalanche Maximum Vraisemblable ZONE JAUNE

PRESCRIPTIONS

* Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

* La création de nouveau camping-caravaning fonctionnant du 1er novembre au 1er juin est interdite.

* L'implantation de bâtiments nécessaires aux services de secours et aux équipements sensibles (hôpitaux, écoles, centre de secours, gendarmerie...) est interdite.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 4

Localisation : Gaudissart, le Serre, Clot Gautier, Pierre Grosse

Aléa : glissement de terrain, zone de précaution pour cause de glissement de terrain à l'aval.

PRESCRIPTIONS

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement ou à défaut par un système d'assainissement autonome après étude de la perméabilité du sol,
- * Les eaux pluviales et les eaux récupérées par le drainage seront :
 - soit évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir,
 - soit infiltrées après une étude de la perméabilité du sol.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 5

Localisation : Gaudissart, la Rua, le Coin, Fontgillarde, Clot Gautier

Aléa : glissement de terrain.

PRESCRIPTIONS

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les maîtres d'ouvrage devront s'assurer de la conformité des aménagements à une étude géotechnique et hydrogéologique préalable à toute construction de plus de 20 m² d'emprise au sol, spécifiant les modalités de la construction du bâti (fondations, terrassements, superstructures...), de l'adaptation des accès et du drainage des parcelles concernées par le projet.
- * Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement ou à défaut par un système d'assainissement autonome après étude de la perméabilité du sol,
- * Les eaux pluviales et les eaux récupérées par le drainage seront :
 - soit évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir,
 - soit infiltrées après une étude de la perméabilité du sol.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

RECOMMANDATIONS

- * Drainage et maîtrise des circulations d'eau dans le versant.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 6

Localisation : Gaudissart

Aléa : glissement de terrain et coulées de pierres et matériaux.

PRESCRIPTIONS

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les façades amont devront résister à une pression de 30kPa sur une hauteur de 1 m par rapport au terrain naturel. Sur cette hauteur, aucune ouverture ne sera réalisée.
- * Les maîtres d'ouvrage devront s'assurer de la conformité des aménagements à une étude géotechnique et hydrogéologique préalable à toute construction de plus de 20 m² d'emprise au sol, spécifiant les modalités de la construction du bâti (fondations, terrassements, superstructures...), de l'adaptation des accès et du drainage des parcelles concernées par le projet.
- * Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement ou à défaut par un système d'assainissement autonome après étude de la perméabilité du sol,
- * Les eaux pluviales et les eaux récupérées par le drainage seront :
 - soit évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir,
 - soit infiltrées après une étude de la perméabilité du sol.Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

RECOMMANDATIONS

- * Drainage et maîtrise des circulations d'eau dans le versant.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 7

Localisation : le Serre, Pierre Grosse ouest

Aléa : coulées de pierres et matériaux, glissement de terrain.

PRESCRIPTIONS

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les façades amont devront résister à une pression de 30kPa sur une hauteur de 1,50 m par rapport au terrain naturel. Sur cette hauteur, aucune ouverture ne sera réalisée.
- * Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement ou à défaut par un système d'assainissement autonome après étude de la perméabilité du sol,
- * Les eaux pluviales et les eaux récupérées par le drainage seront :
 - soit évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir,
 - soit infiltrées après une étude de la perméabilité du sol.Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

RECOMMANDATIONS

- * Drainage et maîtrise des circulations d'eau dans le versant.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 8

Localisation : Rif des Garcins, Rif des Borels, Aigue Agnelle

Aléa : crues torrentielles

PRESCRIPTIONS

- * Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)
- * Entretien des ouvrages de protection et notamment de l'endiguement du Rif des Garcins.
- * Entretien régulier du lit et des berges conformément à l'article L.215-14 du Code de l'Environnement.

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les fondations devront être conçues pour éviter leur affouillement et les façades exposées seront aveugles sur une hauteur de 1 m par rapport au terrain naturel et devront résister à une pression de 30kPa.
- * Les constructions seront implantées à une distance minimum de 10 m par rapport au sommet de berge.
- * La création de camping-caravaning est interdite.
- * L'implantation de bâtiments nécessaires aux services de secours et aux équipements sensibles (hôpitaux, écoles, centre de secours, gendarmerie...) est interdite.

RECOMMANDATIONS

- * Amélioration des protections contre les débordements torrentiels du Rif des Garcins :
 - déplacement de la conduite sous le pont de la D205,
 - élargissement du lit en rive droite à l'amont de l'Hotel « Le Pain de Sucre »,
 - à l'aval du pont de la D205, abaissement des 2 blocs situés dans le lit qui favorisent un débordement en rive gauche à l'amont de l'Hotel.

AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- * Pour les aménagements existants, les ouvertures en façades exposées situées à une hauteur inférieure à 1 m par rapport au terrain naturel devront être obstruées par des panneaux amovibles, résistants et étanches.
- * Le renouvellement ou l'extension des équipements fixes sensibles à l'eau (chaufferie, machineries électriques...) devront être réalisés au minimum à 1 m au-dessus du terrain naturel ou placé dans un local sécurisé par rapport à l'aléa décrit.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 9

Localisation : Rif des Garcins

Aléa : crues torrentielles

PRESCRIPTIONS

- * Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)
- * Entretien des ouvrages de protection et notamment de l'endiguement du Rif des Garcins.
- * Entretien régulier du lit et des berges conformément à l'article L.215-14 du Code de l'Environnement.

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les fondations devront être conçues pour éviter leur affouillement et les façades exposées seront aveugles sur une hauteur de 0,5 m par rapport au terrain naturel et devront résister à une pression de 10 kPa.
- * Les constructions seront implantées à une distance minimum de 10 m par rapport au sommet de berge.
- * La création de camping-caravaning est interdite.

RECOMMANDATIONS

- * Amélioration des protections contre les débordements torrentiels du Rif des Garcins :
 - déplacement de la conduite sous le pont de la D205,
 - élargissement du lit en rive droite à l'amont de l'Hotel « Le Pain de Sucre »,
 - à l'aval du pont de la D205, abaissement des 2 blocs situés dans le lit qui favorisent un débordement en rive gauche à l'amont de l'Hotel.

AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- * Pour les aménagements existants, les ouvertures en façades exposées situées à une hauteur inférieure à 0,5 m par rapport au terrain naturel devront être obstruées par des panneaux amovibles, résistants et étanches.
- * Le renouvellement ou l'extension des équipements fixes sensibles à l'eau (chaufferie, machineries électriques...) devront être réalisés au minimum à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou placé dans un local sécurisé par rapport à l'aléa décrit.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 10

Localisation : Aigue Agnelle, Aigue Blanche

Aléa : crue torrentielle et affouillement

PRESCRIPTIONS

- * Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)
- * Entretien des ouvrages de protection
- * Entretien régulier du lit et des berges conformément à l'article L.215-14 du Code de l'Environnement.

AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- * Pour les campings, une étude de risque définira dans un délai de 1 an à compter de la date d'approbation du PPR, les conditions de mise en sécurité (CPS) et les éventuels travaux à réaliser. Ces derniers devront être réalisés dans un délai de 3 ans à compter de la date d'approbation du PPR. Dans l'attente, tout aménagement ou extension du camping est interdit. Le non respect de ces prescriptions entraînera la fermeture du camping. Maître d'ouvrage : Commune et propriétaires

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Le coefficient d'emprise au sol (C.E.S.) des constructions, remblais ou autres dépôts restera inférieur à 20% de l'unité foncière, liée au projet, comprise dans la zone bleue.
- * Le niveau habitable et les ouvertures de toute nouvelle construction devront se situer à 1 m au-dessus du terrain naturel.
- * Les fondations devront être conçues pour éviter leur affouillement, et les parties des façades exposées situées sous la cote 1 m par rapport au terrain naturel doivent résister à une pression de 10 kPa.
- * Les constructions seront implantées à une distance minimum de 20 m par rapport au sommet de berge.
- * Les équipements sensibles à l'eau (chaufferie, machineries électriques...) et le stockage de produits polluants ou dangereux devront être réalisés au minimum à 1 m au-dessus du terrain naturel ou placés dans un local sécurisé par rapport à l'aléa décrit.
- * La création de camping-caravaning est interdite.
- * L'implantation de bâtiments nécessaires aux services de secours et aux équipements sensibles (hôpitaux, écoles, centre de secours, gendarmerie...) est interdite.

RECOMMANDATIONS

- * Amélioration des protections contre les crues torrentielles de l'Aigue Blanche et de l'Aigue Agnelle

AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- * Les ouvertures en façades exposées situées à une hauteur inférieure à 1 m par rapport au terrain naturel devront être obstruées par des panneaux amovibles, résistants et étanches.
- * Le renouvellement ou l'extension des équipements fixes sensibles à l'eau (chaufferie, machineries électriques...) devront être réalisés au minimum à 1 m au-dessus du terrain naturel ou placé dans un local sécurisé par rapport à l'aléa décrit.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 11

Localisation : rives droite de l'Aigue Agnelle, écoulements du torrent des Borels

Aléa : débordements torrentiels (faibles écoulements possibles)

PRESCRIPTIONS

* Entretien régulier du lit et des berges conformément à l'article L.215-14 du Code de l'Environnement.

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Le niveau habitable et les ouvertures de toute nouvelle construction devront se situer à 0,3 m au-dessus du terrain naturel.
- * Les fondations devront être conçues pour éviter leur affouillement et les façades exposées devront résister à une pression de 10 kPa sur une hauteur de 0,3 m par rapport au terrain naturel
- * Les équipements fixes sensibles à l'eau (chaufferie, machineries électriques...) et le stockage de produits polluants ou dangereux devront être réalisés au minimum à 0,3 m au-dessus du terrain naturel ou placés dans un local sécurisé par rapport à l'aléa décrit
- * La création de nouveau camping-caravaning est interdite.

RECOMMANDATIONS

AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- * Les ouvertures situées en dessous de 0,3 m par rapport au terrain naturel devraient être obstruées par des panneaux amovibles, résistants et étanches.
- * Le renouvellement ou l'extension des équipements fixes sensibles à l'eau (chaufferie, machineries électriques...) devraient être réalisés au minimum à 0,3 m au-dessus du terrain naturel ou placé dans un local sécurisé par rapport à l'aléa décrit.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 12

Localisation : Gaudissart, Fontgillarde, Clot Gautier

Aléa : coulées de matériaux, de neige et de pierres provenant des pentes amont

PRESCRIPTIONS

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les façades exposées seront aveugles et devront résister à une pression de 30 kPa sur une hauteur de 3m mesurée à partir du terrain naturel.
- * L'accès des bâtiments devra s'effectuer par l'aval.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 13

Localisation : Peyre Trousse

Aléa : glissement de terrain et coulées de pierres et matériaux

PRESCRIPTIONS

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les façades amont devront résister à une pression de 30kPa sur une hauteur de 1,50 m par rapport au terrain naturel. Sur cette hauteur, aucune ouverture ne sera réalisée.
- * Les maîtres d'ouvrage devront s'assurer de la conformité des aménagements à une étude géotechnique et hydrogéologique préalable à toute construction de plus de 20 m² d'emprise au sol, spécifiant les modalités de la construction du bâti (fondations, terrassements, superstructures...), de l'adaptation des accès et du drainage des parcelles concernées par le projet.
- * Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement ou à défaut par un système d'assainissement autonome après étude de la perméabilité du sol,
- * Les eaux pluviales et les eaux récupérées par le drainage seront :
 - soit évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir,
 - soit infiltrées après une étude de la perméabilité du sol.Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

RECOMMANDATIONS

- * Drainage et maîtrise des circulations d'eau dans le versant.

P.P.R. DE MOLINES-EN-QUEYRAS ZONE BLEUE : B 14

Localisation : torrents de Combe alberge, Rif des Bonnets et Combe des Eymards

Aléa : Avalanches et débordements torrentiels

PRESCRIPTIONS

- * Mise en œuvre d'un plan communal de sauvegarde (évacuation ou confinement)
- * Camping interdit du 1^{er} novembre au 1^{er} juin.
- * Pour les campings, une étude de risque définira dans un délai de 1 an à compter de la date d'approbation du PPR, les conditions de mise en sécurité (CPS) et les éventuels travaux à réaliser. Ces derniers devront être réalisés dans un délai de 3 ans à compter de la date d'approbation du PPR. Dans l'attente, tout aménagement ou extension du camping est interdit. Le non respect de ces prescriptions entraînera la fermeture du camping. Maître d'ouvrage : Commune et propriétaires.
- * Entretien des ouvrages de protection
- * Entretien régulier du lit et des berges conformément à l'article L.215-14 du Code de l'Environnement.

AMÉNAGEMENTS NOUVEAUX :

- * Les fondations devront être conçues pour éviter leur affouillement
- * Les constructions seront implantées à une distance minimum de 10 m par rapport au lit du torrent.
- * La création de camping-caravaning est interdite.

POUR LES BATIMENTS D'HABITATION :

- * Le coefficient d'emprise au sol (C.E.S.) des constructions, remblais ou autres dépôts restera inférieur à 20% de l'unité foncière, liée au projet, comprise dans la zone bleue.
- * L'implantation, la forme et l'orientation des bâtiments tiendront compte du sens de propagation du phénomène et ne devront pas aggraver les risques pour les propriétés voisines.
- * Les façades, pignons, toitures et ouvertures exposées à l'avalanche devront résister en tout point et sur toute leur hauteur à une pression de 30 kPa.
- * Les façades latérales devront résister à une pression de 10kPa.
- * Les toitures débordantes sur les façades exposées seront évitées de même que les angles rentrants. Si elles sont nécessaires, elles seront soit renforcées pour résister efficacement à l'arrachement, soit isolées du reste de la toiture par une ligne de rupture aménagée au droit des façades.
- * L'accès des bâtiments devra s'effectuer par l'aval ou, à défaut, devra être protégé du phénomène

POUR LES BATIMENTS AGRICOLES :

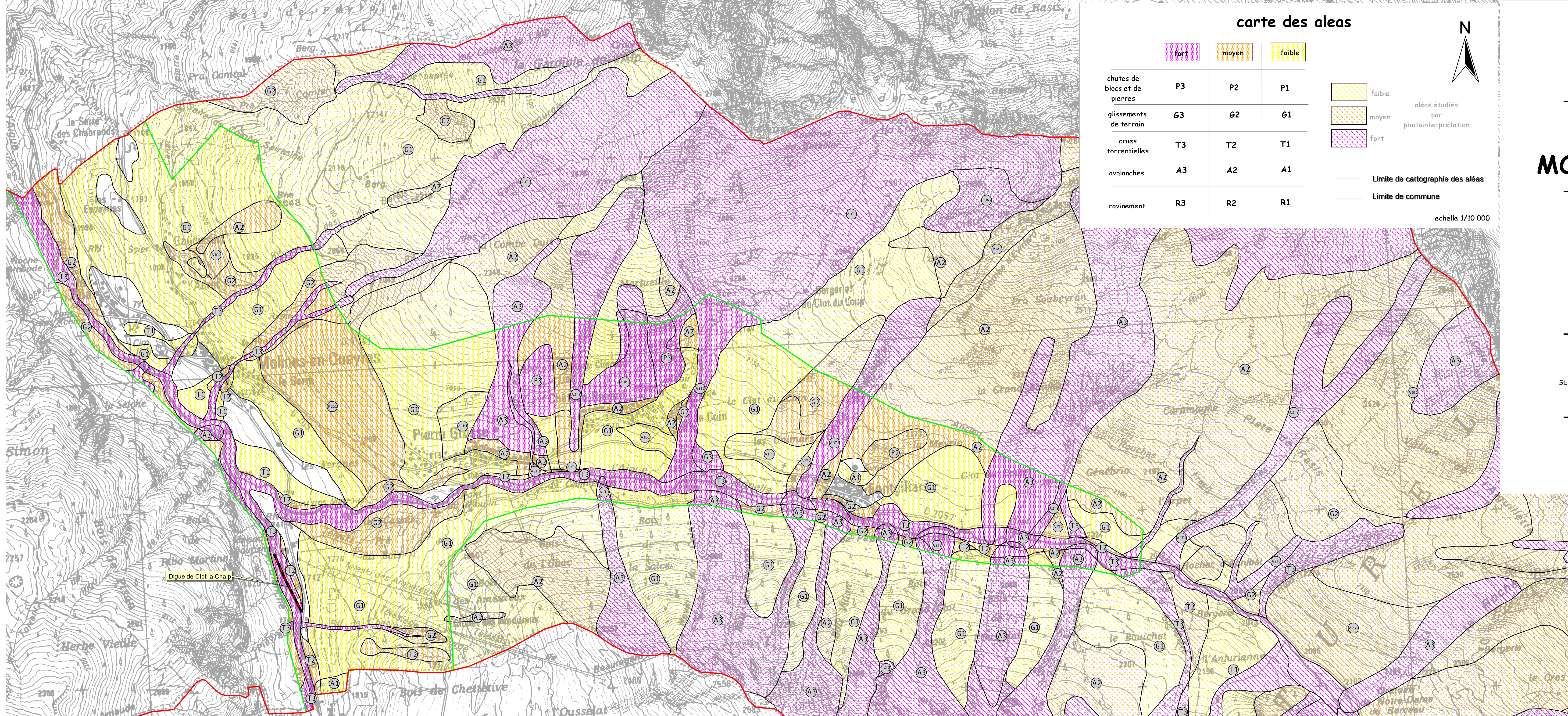
- * Les façades exposées à l'avalanche devront résister, ainsi que pignons, toitures et ouvertures à une pression de 30 kPa.
- * L'accès des bâtiments devra s'effectuer par l'aval ou, à défaut, devra être protégé du phénomène

RECOMMANDATIONS

- * Sur Fontgillarde, vis à vis de l'avalanche, création d'un ouvrage de protection en rive gauche de type tourne le long de la zone urbanisable dans le PLU.
- * Amélioration des protections contre les débordements torrentiels de Combe Alberge :
 - reprofilage du lit (encaissement)

AMÉNAGEMENTS EXISTANTS :

- * Les ouvertures en façades exposées devront être obstruées, lors de crises nivo-météorologiques, par des panneaux amovibles et résistants aux efforts mentionnés ci-dessous.
- * Les façades, pignons et toitures exposées à l'avalanche doivent résister en tout point et sur toute leur hauteur à une pression de 30 kPa.
- * Les façades latérales doivent résister à une pression de 10kPa.
- * Les toitures débordantes sur les façades exposées seront évitées de même que les angles rentrants. Si elles sont nécessaires, elles seront soit renforcées pour résister efficacement à l'arrachement, soit isolées du reste de la toiture par une ligne de rupture aménagée au droit des façades.



carte des aleas

	fort	moyen	faible
chutes de blocs et de pierres	P3	P2	P1
glissements de terrain	G3	G2	G1
crues torrentielles	T3	T2	T1
avalanches	A3	A2	A1
ravinement	R3	R2	R1

faible
 moyen
 fort

Limites de cartographie des aléas
 Limite de commune

échelle 1/10 000



COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

P.P.R.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS
PREVISIBLES

CARTE INFORMATIVE DES ALEAS

DOSSIER APPROUVE

SERVICE INSTRUCTEUR :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

REALISATION :
SERVICE DEPARTEMENTAL DE RESTAURATION DES TERRAINS EN MONTAGNE
OFFICE NATIONAL DES FORETS
MAY 2007

Etabli le :
 Modifié le :
 Approuvé le :



COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

P.P.R.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS
PREVISIBLES

ZONAGE REGLEMENTAIRE

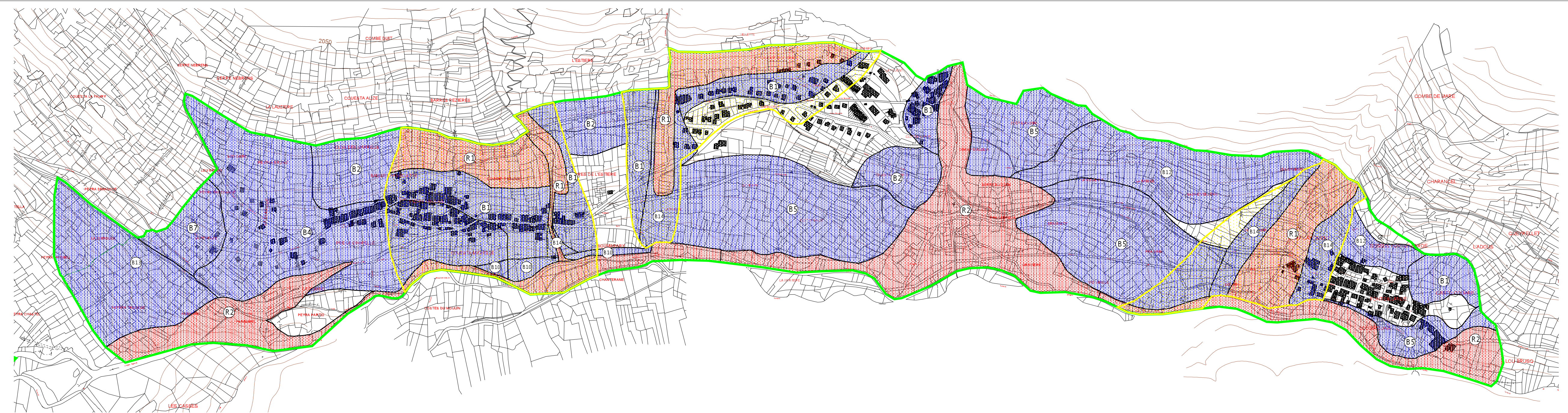
PIERREGROSSE-LE COIN-FONTGILLARDE

SERVICE INSTRUCTEUR :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

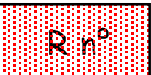
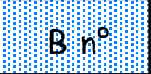
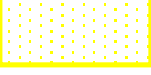
REALISATION :
SERVICE DEPARTEMENTAL DE RESTAURATION DES TERRAINS EN MONTAGNE
OFFICE NATIONAL DES FORETS
MAI 2007

DOSSIER APPROUVE

Etabli le :
Modifié le :
Approuvé le :



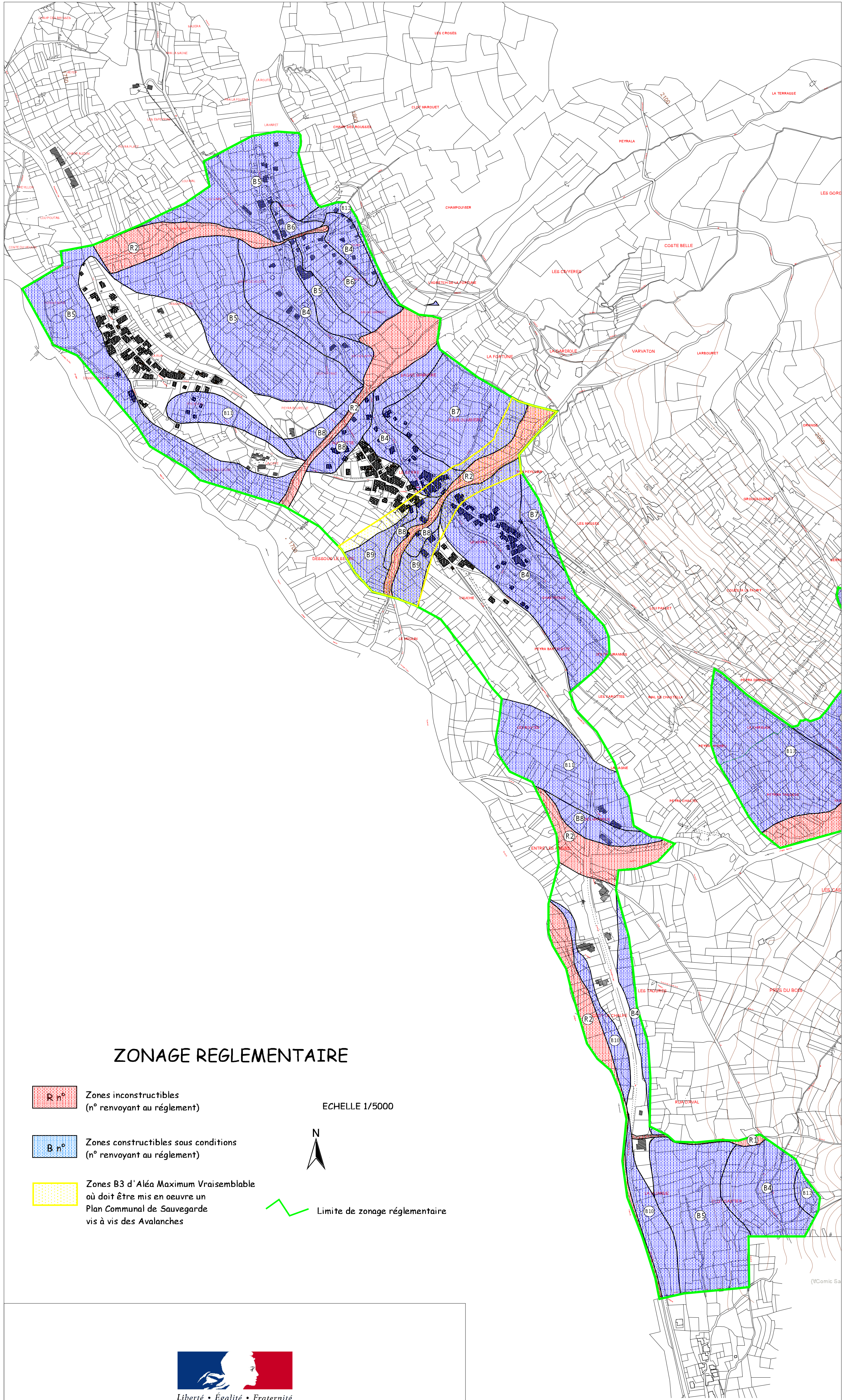
ZONAGE REGLEMENTAIRE

-  **R n°** Zones inconstructibles
(n° renvoyant au règlement)
-  **B n°** Zones constructibles sous conditions
(n° renvoyant au règlement)
-  **Zones B3 d'Aléa Maximum Vraisemblable**
où doit être mis en oeuvre un
Plan Communal de Sauvegarde
vis à vis des Avalanches

ECHELLE 1/5000



 Limite de zonage réglementaire



COMMUNE DE MOLINES EN QUEYRAS

P.P.R.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS
PREVISIBLES

ZONAGE REGLEMENTAIRE

LA RUA-GAUDISSARD-LE CHEF LIEU-CLOT LA CHALP

SERVICE INSTRUCTEUR :
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

REALISATION :
SERVICE DEPARTEMENTAL DE RESTAURATION DES TERRAINS EN MONTAGNE
OFFICE NATIONAL DES FORETS
MAI 2007

DOSSIER APPROUVE

Etabli le :
Modifié le :
Approuvé le :

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE MOLINES-EN-QUEYRAS (05350)



REVISION GENERALE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.3.4. ARRÊTES INSTAURANT LES SERVITUDES EL4

PLU arrêté le : 11/03/2019

PLU approuvé le : 15/10/2020

LE MAIRE
GARCIN Valérie



Alpicité
Urbanisme, Paysage,
Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuillot28@gmail.com



PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

Direction des Politiques Publiques

Pôle Coordination et Instruction –
Cellule Développement Durable

Gap, le **07 MAI 2018**

Arrêté préfectoral n° **05-218-05-07-4**

Objet : Instaurations de servitudes au titre du Code du tourisme pour l'aménagement d'une piste de luge 4 saisons et la construction d'un bâtiment destiné à l'embarquement des clients et au stockage des luges, sur la commune de Molines-en-Queyras.

La préfète des Hautes-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le Code du Tourisme, notamment les articles L.342-18 à L.342-26-1 ;
- VU** le Code de l'expropriation ;
- VU** le Code de l'Urbanisme
- VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Molines-en-Queyras, en date du 22 février 2017, demandant l'instauration de servitudes grevant les propriétés pour la réalisation d'une piste de luge 4 saisons, d'un bâtiment destiné à l'embarquement des clients et au stockage des luges ;
- VU** le dossier d'enquête parcellaire comportant notamment la notice explicative, les caractéristiques des servitudes, le plan de situation, le plan des pistes, le plan parcellaire et les états parcellaires ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2018-DPP-CDD-6 du 21 janvier 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique parcellaire préalable à l'instauration de servitudes au titre des articles L.342-18 à L.342-26-1 du Code du tourisme nécessaire à l'instauration de servitudes d'utilité publique, sur le territoire de la commune de Molines-en-Queyras ;
- VU** les pièces attestant que l'arrêté susvisé a été affiché en mairie, publié dans les éditions du Dauphiné Libéré et Alpes&midi les 15 février et 1^{er} mars 2018, que le dossier d'enquête est resté déposé pendant une période de 30 jours (du 26 février au 27 mars 2018), à la mairie de Molines-en-Queyras ;
- VU** les avis de réception des envois en recommandé des notifications adressés aux intéressés ;
- VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçu en Préfecture des Hautes-Alpes le 09 avril 2018, donnant un avis favorable à l'instauration des servitudes ;

CONSIDERANT que ce projet contribue au développement économique de la commune de Molines-en-Queyras.

Sur Proposition de Monsieur le Secrétaire général des Hautes-Alpes

A R R E T E

Article 1er : Les servitudes prévues par les articles L.342-18 à L.342-26-1 du Code du tourisme sont instituées sur les terrains nécessaires à la création d'une piste de luge 4 saisons et d'un bâtiment destiné à l'embarquement des clients et au stockage des luges, sur le territoire de la commune de Molines-en-Queyras.

Article 2 : Les servitudes, ci-dessous mentionnées, créées par le présent arrêté, s'appliquent aux travaux nécessaires à la création d'une piste de luge 4 saisons et d'un bâtiment destiné à l'embarquement des clients et au stockage des luges, délimité sur le plan annexé au présent arrêté. La nature des servitudes instituées est la suivante :

- Servitude destinée à assurer le passage
- Servitude d'aménagement et d'équipement de la piste de luge et du bâtiment d'embarquement
- Servitude de survol des pistes et des installations de remontées mécaniques
- Servitude d'implantation des supports d'embarquement dont l'emprise au sol est inférieure à 4m²
- Servitude d'accès nécessaire à l'implantation, l'entretien et la protection des pistes et des installations.

Article 3 : Les servitudes créées grèvent les emprises dans les limites figurant sur le plan parcellaire restant annexé au dossier d'enquête et s'appliquent aux propriétaires mentionnés sur les états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 4 : Définition de la servitude

Article 4.1 : Les caractéristiques de la servitude

La commune de Molines-en-Queyras s'engage à réaliser les travaux prévus conformément au tracé figurant sur le plan parcellaire inclus dans le dossier d'enquête.

Droits et obligations pour les propriétaires :

Droits :

La servitude instituée en vertu des articles L.342-20 à L.342-23 ouvre droit à indemnité s'il en résulte pour le propriétaire du terrain ou l'exploitant d'un préjudice direct, matériel et certain. Cette indemnité est à la charge du bénéficiaire de la servitude. La demande d'indemnité doit, sous peine de forclusion, parvenir au bénéficiaire de la servitude dans un délai d'un an à compter de la date où le dommage a été causé ou révélé.

Obligations :

- *Pendant la période d'enneigement*
 - Interdiction absolue pour tout propriétaire ou locataire de modifier les lieux, de planter, de construire ou de placer, même de façon temporaire, quelconque obstacle de nature à gêner le passage des skieurs ainsi que le fonctionnement, l'entretien ou l'utilisation des différentes installations ;
 - Obligation pour tout propriétaire de parcelles à la limite de l'assiette de la servitude de veiller à ce que leurs éventuelles plantations ou installations ne dépassent pas l'emprise ;
 - Obligation d'accepter le passage de toutes personnes ou engins nécessaires à la réalisation, au fonctionnement, à la modification, au changement, aux vérifications des installations et à la sécurité des personnes et des biens ;

- Souffrir tous travaux de préparation du sol, nécessaires à l'utilisation des pistes de luge, pourvu que la destination initiale des terrains ne soit pas rendue impossible ;
- *En dehors de la période d'enneigement :*
 - Les obligations des propriétaires sont identiques à celles de la période d'enneigement. Toutefois, il leur est possible de clôturer leurs parcelles, pour les nécessités de la pâture, en prévoyant cependant une partie mobile de leur clôture sur une largeur de 5 mètres, dans l'axe de la servitude de manière à permettre le passage des personnes et des engins chargés des installations.
 - A défaut d'enlèvement des clôtures avant la période d'enneigement, la commune pourra faire enlever les clôtures aux frais des propriétaires défaillants.

Droits et obligations pour le bénéficiaire

La commune de Molines-en-Queyras est bénéficiaire de la servitude, elle s'engage à :

- Remettre en état après travaux (y compris ré-engazonnement de la piste de luge et des abords) les terrains non boisés ;
- Défricher les terrains boisés moyennant obtention de l'autorisation de défrichement par ses soins, les produits d'abattage revenant aux propriétaires, le nettoyage et l'entretien (débroussaillage) des terrains déboisés étant à la charge de la commune. Le bois abattu sera laissé à la disposition des propriétaires dans un endroit accessible ;
- N'effectuer les travaux d'entretien, de maintenance, nécessitant le passage sur des terrains privés grevés par la servitude, qu'en dehors des périodes de fenaison. A défaut du respect de ce principe, les dégâts causés peuvent ouvrir droit à indemnisation.

Le bénéfice des servitudes instituées par le présent arrêté pourra être cédé à toute société exploitant la piste de luge, dans le cadre d'une délégation de service public.

Il sera tenu, lors de ses déplacements, à diversifier ses itinéraires, afin de ne pas créer de piste de fait et de minimiser l'impact de ces déplacements sur la qualité des alpages.

L'exploitant de la piste de luge sera tenu de maintenir en état les lieux, après réalisation des travaux et d'une façon générale, après toute intervention sur les parcelles et à procéder à leur engazonnement.

Article 4.2 : Périodes de l'année pendant lesquelles la servitude s'applique

La servitude s'applique, en période hivernale, du 15 novembre au 15 avril et en période estivale du 15 juin au 15 septembre.

Article 5 : La validité des servitudes instituées par le présent arrêté est illimitée.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché, à la diligence de la mairie, pendant un mois à la mairie de Molines-en-Queyras. Un certificat d'affichage devra attester l'accomplissement de cette formalité.

Les états parcellaires annexés au présent arrêté sont consultables en Préfecture des Hautes-Alpes (Direction des Politiques Publiques – Cellule Développement Durable) et en mairie de Molines-en-Queyras.

Article 7 : Les servitudes seront annexées au Plan Local d'Urbanisme qui fera l'objet d'une mise à jour. En application de l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le maire de la commune de Molines-en-Queyras constatera qu'il a été procédé à cette mise à jour du P.L.U dans le secteur concerné.

Les servitudes nécessaires à la création d'une piste de luge 4 saisons et d'un bâtiment destiné à l'embarquement des clients et au stockage des luges feront l'objet d'une publication au service de la publication foncière.

Article 8 : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9 : Le Secrétaire général de la Préfecture des Hautes-Alpes
Le Sous-Préfet de Briançon
Le Maire de Molines-en-Queyras

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Alpes.

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général
de la préfecture de Hautes-Alpes

Yves HOCDE

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **07 MAI 2018**
Gap, le _____

ETAT PARCELLAIRE

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yves HOCDE

REF		DESIGNATION DES TRAVAUX				SUP PISTE DE LUGE	
		ENQUETE PUBLIQUE CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE					
		Maître d'ouvrage : Mairie de MOLINES EN QUEYRAS					
N° du plan	INDICATIONS CADASTRALES			DATE ET MODE D'ACQUISITION	PROPRIETAIRES	Date et lieu de naissance	EMPRISE SERVITUDE
	Lieudit	Section N° cadastral	Nature				
				Attestation après décès, suivant acte reçu le 14 août 1996, par Maître Xavier PACE, Notaire à GUILLESTRE, publié au Service de la Publicité Foncière de GAP, le 18 septembre 1996, Volume 1996P, numéro 5825.	État-Civil	Née le 09/02/1949 à AIGUILLES	Surface (m²)
					1. Odile Catherine Marguerite ALBERGE Epouse de Jean Sébastien Henri BRUNET Marié le 1 ^{er} juin 1974 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts. Demeurant : Pierre Belle – 05350 SAINT-VERAN		
					2. Jeanne Marie Antoinette ALBERGE Epouse de Jean Robert Christian NANHES Marié le 24 avril 1976 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts. Demeurant : 11 Lot Tournefave Rue du Drac – 05000 GAP	Née le 20/10/1954 à AIGUILLES	172 m²
	Les Taoures	J 31 J 34 J 35	Pré Landes Landes	1 128 m² 330 m² 790 m²		Née le 10/02/1961 à EMBRUN	176 m² 235 m²
					3. Simone Marcelle ALBERGE Epouse de Gilles Francis Léon MONDON Marié le 29 juin 1985 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime légal de la séparation de biens. Demeurant : 4 Lot des Tourterelles – 05000 ST BONNET EN CHAMPSAUR		
					4. Anne Marie Andrée ALBERGE Epouse de Henri Louis BONNABEL Marié le 3 juin 1978 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts. Demeurant : 1 Quartier ST Esprit Rue des Allières – 05200 EMBRUN	Née le 09/05/1943 à MOLINES EN QUEYRAS	

REF		DESIGNATION DES TRAVAUX					SUR PISTE DE LUGE	
		ENQUETE PUBLIQUE CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE						
		Maître d'ouvrage : Mairie de MOLINES EN QUEYRAS						
INDICATIONS CADASTRALES			DATE ET MODE D'ACQUISITION			PROPRIETAIRES		EMPRISE SERVITUDE
N° du plan	Lieudit	Section N° cadastral	Nature	Surface (m²)		État-Civil	Date et lieu de naissance	Surface (m²)
	Les Taoures	J 27	Pré	1 160 m²	Donation-Partage suivant acte reçu le 1 ^{er} août 1984, par Maître Xavier PACE, Notaire à GUILLESTRE, publié au Service de la Publicité Foncière de GAP, le 1 ^{er} octobre 1984, Volume 6812, numéro 15.	Jacques François ALBERGE Epoux de Raymonde GUILLEM	Né le 28/08/1948 à AIGUILLES (74)	951 m²
	Les Taoures Près du Bois	J 50	Pré	5 227 m²		Marié le 3 Juin 1972 à MOLINES EN QUEYRAS Demeurant : Le Serre – 05350 MOLINES EN QUEYRAS		247 m²
		J 435	Pré	1 710 m²				18 m²

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **07 MAI 2018**
Gap, le _____

ETAT PARCELLAIRE

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yves HOCDE

REF		DESIGNATION DES TRAVAUX					SUP PISTE DE LUGE	
ENQUETE PUBLIQUE CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE								
Maître d'ouvrage : Mairie de MOLINES EN QUEYRAS								
INDICATIONS CADASTRALES			DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES		EMPRISE SERVITUDE	
N° du plan	Lieudit	Section N° cadastral	Nature	Surface (m ²)		État-Civil	Date et lieu de naissance	Surface (m ²)
					Partage suivant acte reçu le 28 décembre 1994, par Maître Xavier PACE, Notaire à GUILLESTRE, publié au Service de la Publicité Foncière de GAP, le 16 février 1995, Volume 1995P, numéro 1235.	1. Gaston Henri GARCIN et 2. Marie Thérèse SIMOND, son épouse Marié le 4 Décembre 1971 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts Demeurant ensemble : 16 Lieudit le Coin - 05350 MOLINES EN QUEYRAS	Né le 26/12/1945 à EMBRUN Née le 04/06/1944 à ARVIEUX	
	Près du Bois	J 433	Pré	825 m ²		3. René GARCIN et 4. Elise Marie GARCIN, son épouse Marié le 27 août 1966 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts Demeurant ensemble : « Le Super Gap » - Bâtiment B - 05000 GAP	Né le 04/06/1939 à MOLINES EN QUEYRAS Née le 22/06/1943 à MOLINES EN QUEYRAS	116 m ²

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de **07 MAI 2018** Gap, le

ETAT PARCELLAIRE

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

(Signature)
Yves HOCDE

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **07 MAI 2018**
Gap, le

ETAT PARCELLAIRE

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yves HOCDE

REF		DESIGNATION DES TRAVAUX				SUP PISTE DE LUGE		
		ENQUETE PUBLIQUE CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE						
		Maître d'ouvrage : Mairie de MOLINES EN QUEYRAS						
		DATE ET MODE D'ACQUISITION						
		PROPRIETAIRES				EMPRISE SERVITUDE		
		Etat-Civil				Date et lieu de naissance		
		INDICATIONS CADASTRALES				Surface (m ²)		
N° du plan	Lieudit	Section N° cadastral	Nature	Surface (m ²)				
					<p>Donation, Partage, suivant acte reçu le 11 février 1983, par Maître Xavier PACE, Notaire à GUILLESTRE, publié au Service de la Publicité Foncière de GAP, le 8 décembre 1983, Volume 6599, numéro 9.</p> <p>Donation, Partage, suivant acte reçu le 7 mars 1985, par Maître Adrien DYEN, Notaire à GUILLESTRE, publié au Service de la Publicité Foncière de GAP, le 22 avril 1985, Volume 6971, numéro 12.</p> <p>Changement de régime matrimonial suivant acte reçu le 3 octobre 2003, par Maître Bernard MARTIN, Notaire à GAP, publié au Service de la Publicité Foncière de GAP, le 24 décembre 2003, Volume 2003P, numéro 10611.</p>	<p><u>Nu-proprétaire pour 1/4 :</u> 1. Marie Jeanne Elisabeth BRUNET et 2. Jean Etienne FAZY, son époux</p> <p>Marié le 19 juillet 1947 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime de la communauté de meubles et d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union. Demeurant : 11 Rue des terrasses – 13002 MARSEILLES</p> <p><u>Nu-proprétaire pour 1/8 :</u> 3. Pierre Elie BLANC Epoux de Yvonne Augustine FAURE Marié le 14 juin 1975 à ARVIEUX sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts. Demeurant : Quart Pierre Grosse, 05350 MOLINES EN QUEYRAS</p> <p><u>Nus-proprétaires pour 1/8 :</u> 4. Francis BLANC et 5. Catherine Marie Rose DEBRUNE, son épouse</p> <p>Marié le 25 juin 1988 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts Demeurant : Clot Campanes Pierre Grosse - 05350 MOLINES EN QUEYRAS</p>	<p>Née le 22/05/1923 à MOLINES Décédée le 25/12/2004 à MARSEILLES</p> <p>Né le 08/09/1923 à ST VERAN</p> <p>Né le 20/11/1950 à AIGUILLES</p> <p>Né le 16/02/1957 à MOLINES EN QUEYRAS</p> <p>Née le 20/04/1958 à BOURG LA REINE</p>	228 m ²
	Près du Bois	J 434	Bois Résineux	825 m ²				

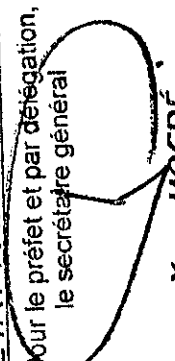
REF		DESIGNATION DES TRAVAUX					SUP PISTE DE LUGE
ENQUETE PUBLIQUE CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE							
Maître d'ouvrage : Mairie de MOLINES EN QUEYRAS							
INDICATIONS CADASTRALES			DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES		EMPRISE SERVITUDE
N° du plan	Lieudit	Section N° cadastral	Nature	Surface (m ²)	Date et lieu de naissance	Surface (m ²)	
	Près du Bois	J 436	Landes	2 950 m ²	INCONNU	266 m ²	
					État-Civil		
					Les Pauvres de la Commune de Molines en Queyras		
					Demeurant : Mairie de Molines 05350 MOLINES EN QUEYRAS		
					INCONNU		

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **07 MAI 2018**
Gap, le _____

ETAT PARCELLAIRE

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yves HOCDE

VU pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en
date de **07 MAI 2018**
Gap, le
ETAT PARCELLAIRE
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Yves HOCDE

DESIGNATION DES TRAVAUX					SUP PISTE DE LUGE	
ENQUETE PUBLIQUE CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE						
Maître d'ouvrage : Mairie de MOLINES EN QUEYRAS						
INDICATIONS CADASTRALES			DATE ET MODE D'ACQUISITION	PROPRIETAIRES	EMPRISE SERVITUDE	
N° du plan	Lieudit	Section N° cadastral	Nature	Surface (m ²)	Date et lieu de naissance	Surface (m ²)
	Les Taoures	J 36	Landes	670 m ²	Né le 06/01/1930 à ELVA (Italie) Née le 27/02/1933 à MOLINES EN QUEYRAS	338 m ²
			<p><i>Usufruitiers</i></p> <p>1. Eugène Esprit Pierre BRUNA-ROSSO 2. Cézarine Marguerite Lucie BERGE, son épouse</p> <p>Marié le 24 octobre 1957 à MOLINES EN QUEYRAS sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts. Demeurant : 9 Rue de la Tour Brune - 05200 EMBRUN</p> <p><i>Nu-proprétaire</i></p> <p>3. Marie-Louise Eugénie BRUNA-ROSSO Epouse de Michel Joseph Augustin VEISSEL</p> <p>Marié le 7 décembre 2013 à GAP sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts. Demeurant : Résidence Bellevue, 24B Boulevard Bellevue – 05000 GAP</p> <p><i>Nu-proprétaire</i></p> <p>4. Nadège Lucie VEISSEL Célibataire</p> <p>Demeurant : Résidence Bellevue, 24B Boulevard Bellevue – 05000 GAP</p>			



PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

Direction des Politiques Publiques

Pôle Coordination et Instruction –
Cellule Développement Durable

Gap, le 12 DEC. 2019

Arrêté préfectoral n° 05-2019-12-12-010

Objet : Instauration de servitudes au titre du Code du tourisme dans le cadre du projet de régularisation du domaine skiable, sur le territoire de la commune de Moline-en-Queyras.

**La préfète des Hautes-Alpes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le Code du Tourisme, notamment les articles L.342-18 à L.342-26-1 ;
- VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code de l'Urbanisme ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Moline-en-Queyras en date du 23 janvier 2019, demandant l'instauration de servitudes pour la régularisation du domaine skiable ;
- VU le dossier d'enquête parcellaire comportant notamment la notice explicative, les caractéristiques des servitudes, le plan de situation, le plan des pistes, le plan parcellaire et les états parcellaires ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2019-DPP-CDD-0052 du 17 juillet 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique parcellaire préalable à l'instauration de servitudes au titre des articles L.342-18 à L.342-26-1 du Code du tourisme, sur le territoire de la commune de Moline-en-Queyras ;
- VU les pièces attestant que l'avis d'enquête publique a été, conformément à l'article R.131-5 du Code de l'expropriation affiché et publié dans les éditions du Dauphiné Libéré du 15 août et 29 août 2019 et que le dossier d'enquête est resté déposé durant toute la durée de l'enquête publique à la Mairie de Moline-en-Queyras ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçu en Préfecture des Hautes-Alpes le 14 octobre 2019 ;

CONSIDERANT que l'instauration des servitudes est nécessaire pour obtenir les autorisations de la part des propriétaires de pénétrer dans les propriétés privées concernées par des travaux indispensables pour la gestion des domaines skiabiles ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire de la Préfecture des Hautes-Alpes :

A R R E T E

Article 1er : Les servitudes prévues par les articles L.342-18 à L.342-26-1 du Code du tourisme sont instituées sur les terrains nécessaires à la régularisation du domaine skiable, sur le territoire de la commune de Molines-en-Queyras, délimités sur les plans annexés au présent arrêté.

Article 2 : La nature des servitudes instituées est la suivante :

- Pour les pistes de ski et travaux annexes :

- Servitudes de passage des skieurs du domaine sur des parcelles privées,
- Servitude d'accès nécessaire à l'implantation, l'entretien et la protection des pistes,
- Servitude de passage des pistes de ski existantes,
- Servitude de création de regards dont l'emprise au sol est inférieure à 4m²,
- Servitude de réalisation de travaux d'entretien et d'aménagement dont la nature des travaux ne nécessite pas d'étude d'impact, ni d'examen au cas par cas ou d'autorisations administratives particulières,
- Servitude de passage des réseaux existants et des perches existantes nécessaire à l'enneigement artificiel,
- Servitude d'installation des ouvrages annexes et connexes à l'ouverture au public des pistes de ski.

- Pour les remontées mécaniques :

- Servitude de survol des terrains et le passage des pistes de montées existantes,
- Servitude d'implantation de pylônes de lignes existants dont l'emprise au sol est inférieure à 4 m²
- Servitude d'accès nécessaire à l'implantation, l'entretien et la protection des installations de remontées mécaniques,
- Servitude d'implantation des réseaux existants (eau-électricité),
- Servitude d'installation des ouvrages annexes et nécessaires au fonctionnement des appareils,

Article 3 : Les servitudes créées grèvent les emprises dans les limites figurant sur les plans parcellaires et s'appliquent aux propriétaires mentionnés sur les états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 4 : Définition de la servitude

- Les caractéristiques de la servitude :

La commune de Molines-en-Queyras s'engage à réaliser les travaux prévus conformément au tracé figurant sur les plans parcellaires annexés au présent arrêté.

Droits et obligations pour les propriétaires :

Droits :

La servitude instituée en vertu des articles L.342-20 à L.342-23 ouvre droit à indemnité s'il en résulte pour le propriétaire du terrain ou l'exploitant d'un préjudice direct, matériel et certain. Cette indemnité est à la charge du bénéficiaire de la servitude. La demande d'indemnité doit, sous peine de forclusion, parvenir au bénéficiaire de la servitude dans un délai d'un an à compter de la date où le dommage a été causé ou révélé.

Obligations :

- *Pendant la période d'enneigement*

- Interdiction absolue pour tout propriétaire ou locataire de modifier les lieux, de planter, de construire ou de placer, même de façon temporaire, quelconque obstacle de nature à gêner le passage des skieurs ainsi que le fonctionnement, l'entretien ou l'utilisation des différentes installations ;
- Obligation pour tout propriétaire de parcelles à la limite de l'assiette de la servitude d'accepter tout travaux de préparation au sol nécessaires à la bonne utilisation du domaine skiable
- Assurer le passage des skieurs des domaines skiabiles sur des parcelles privées ;

- *En dehors de la période d'enneigement :*

Les obligations des propriétaires sont identiques à celles de la période d'enneigement.

Droits et obligations pour le bénéficiaire :

La commune de Molines-en-Queyras est bénéficiaire de la servitude, elle s'engage à :

- Remettre en état après travaux (y compris ré-engazonnement des pistes de ski et des abords) les terrains non boisés ;
- Informer les propriétaires ou les locataires avant tout travaux ;
- Défricher les terrains boisés moyennant obtention de l'autorisation de défrichement par ses soins, les produits d'abattage revenant aux propriétaires, le nettoyage et l'entretien (débroussaillage) des terrains déboisés étant à la charge de la commune. Le bois abattu sera laissé à la disposition des propriétaires dans un endroit accessible ;
- N'effectuer les travaux d'entretien, de maintenance, nécessitant le passage sur des terrains privés grevés par la servitude, qu'en dehors des périodes de fauche. A défaut du respect de ce principe, les dégâts causés peuvent ouvrir droit à indemnisation.
- Le bénéfice des servitudes instituées par le présent arrêté pourra être cédé à toute société exploitant le domaine skiable, au cas par cas.

- Périodes de l'année pendant lesquelles la servitude s'applique :

La servitude s'applique du 15 novembre au 15 avril.

Article 5 : La validité des servitudes instituées par le présent arrêté est illimitée.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié par le porteur de projet à chaque propriétaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois à la Mairie de Molines-en-Queyras. Un certificat d'affichage devra attester l'accomplissement de cette formalité.

Les états parcellaires annexés au présent arrêté sont consultables en Préfecture des Hautes-Alpes (Direction des Politiques Publiques – Cellule Développement Durable) et en Mairie de Molines-en-Queyras.

Article 8 : Les servitudes seront annexées au document d'urbanisme qui fera l'objet d'une mise à jour. En application de l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme, le Maire de la commune de Molines-en-Queyras constatera par arrêté, qu'il a été procédé à cette mise à jour du document d'urbanisme dans le secteur concerné.

Les servitudes nécessaires à la régularisation du domaine skiable feront l'objet d'une publication au service de la publicité foncière.

Article 9 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans les deux mois suivant sa publication.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 10 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Alpes,
Le Sous-Préfet de Briançon,
Le Maire de Molines-en-Queyras,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Alpes.

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale
de la préfecture des Hautes-Alpes

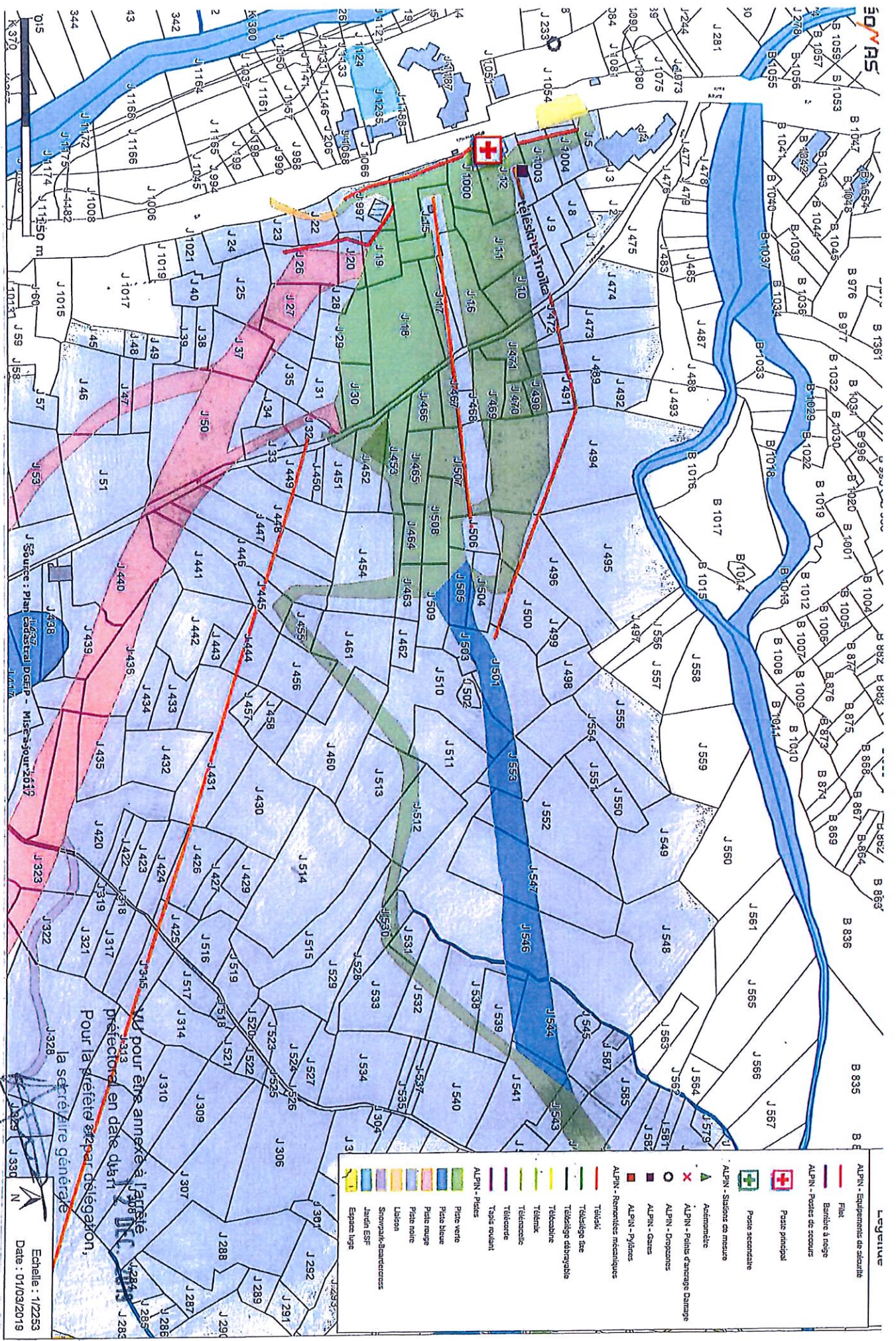


Agnès CHAVANON

Annexes :

Plans parcellaires

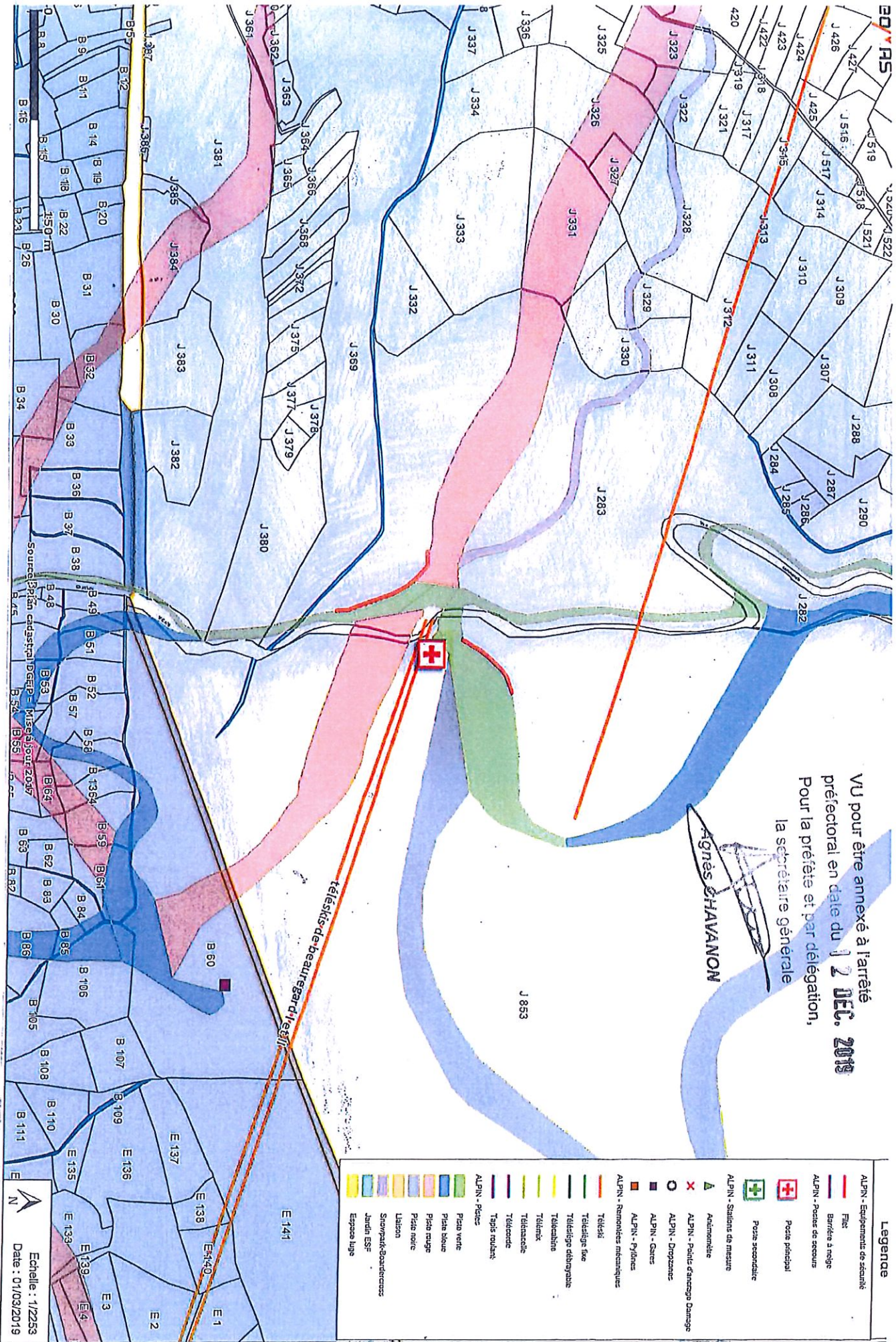
Etats parcellaires



Legende

	ALPIN - Stations de mesure
	Asiennette
	ALPIN - Points d'urgence
	ALPIN - Drogues
	ALPIN - Gares
	ALPIN - Pylones
	ALPIN - Remontée mécanique
	Téléski
	Téléskiage fixe
	Téléskiage débrayable
	Télécabine
	Télélix
	Télémeuble
	Télétram
	Tapis roulant
	ALPIN - Pistes
	Piste verte
	Piste bleue
	Piste rouge
	Piste noire
	Labon
	Snowpark/Bancroches
	Jardin ESF
	Espace luge

Pour la préfète déléguée,
 la secrétaire générale
Agnes CHAVANON
 Date : 01/03/2019
 Echelle : 1/2253



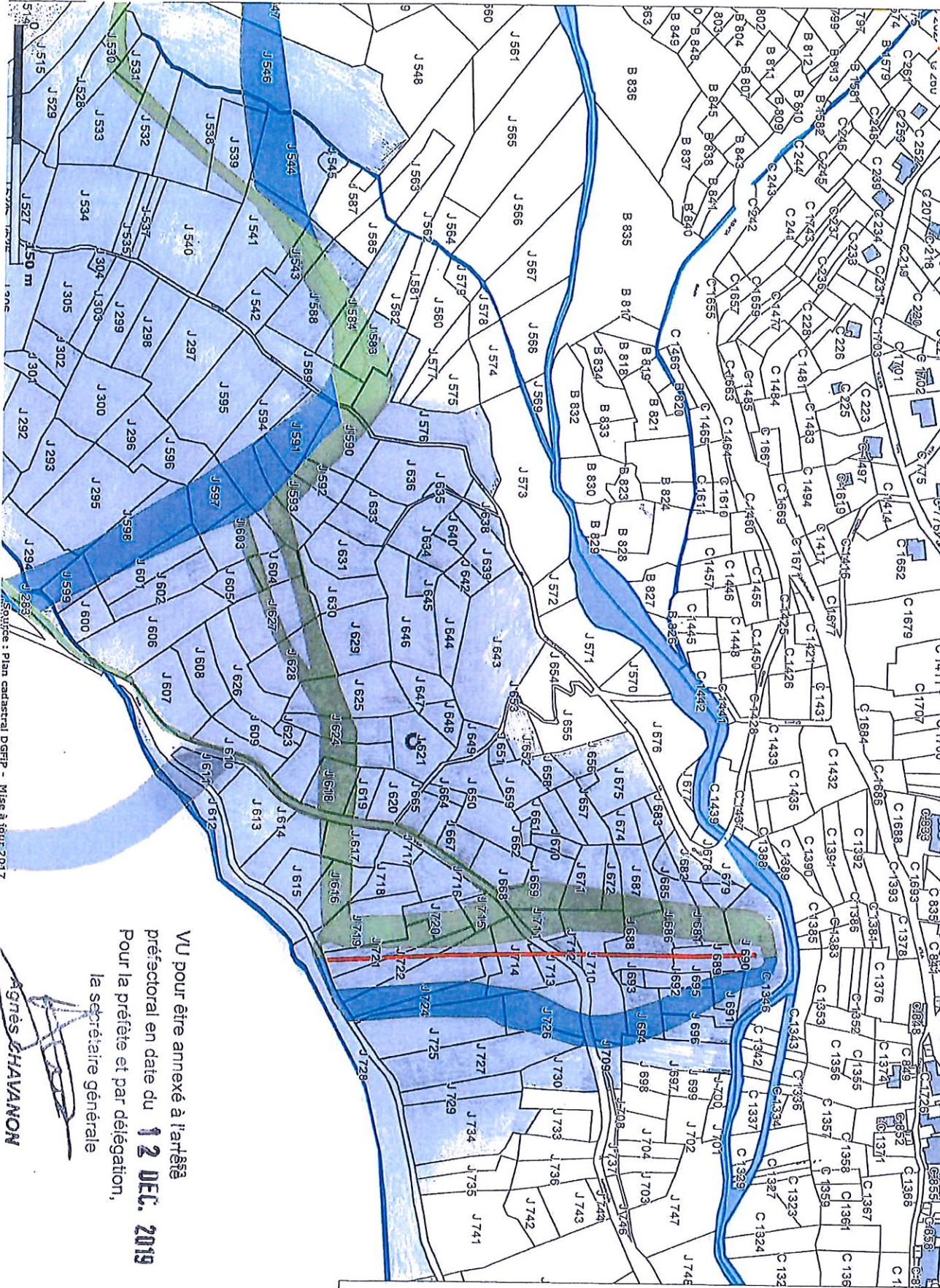
VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du **12 DEC. 2019**
 Pour la préfète et par délégation,
 la secrétaire générale

AGNÈS CHAVANON

Legende

	ALPN - Equipement de sécurité
	Fer
	Barrière à neige
	ALPN - Pentes de secours
	Poste principal
	Poste secondaire
	ALPN - Stations de mesure
	Antenne
	ALPN - Peint d'urgence Damage
	ALPN - Drogzone
	ALPN - Gares
	ALPN - Pylônes
	ALPN - Remontées mécaniques
	Téléski
	Téléfériq fixe
	Téléfériq débrayable
	Télécabine
	Téléski
	Télécabine
	Télécabine
	Télécabine
	Tapis roulant
	ALPN - Pentes
	Piste verte
	Piste bleue
	Piste rouge
	Piste noire
	Lisier
	Snowpark-Boardercross
	Jardin ESF
	Espace luge

Echelle : 1/2253
 Date : 01/03/2019



Source : Plan cadastral DGFiP - Mise à jour: 2017

VU pour être annexé à l'artérisé
 préfectoral en date du **12 DEC. 2019**
 Pour la préfète et par délégation,
 la secrétaire générale



AGNÈS CHAVANON

Légende	
ALPN - Equipement de sécurité	ALPN - Stations de mesure
Fil	ALPN - Points d'arrivage Damage
Barrière à neige	ALPN - Drapeaux
ALPN - Pentes de secours	ALPN - Gares
Poste principal	ALPN - Pylônes
Poste secondaire	ALPN - Remontées mécaniques
ALPN - Stations de mesure	Téléfili
Anémomètre	Téléfège fixe
ALPN - Points d'arrivage Damage	Téléfège téléphérique
ALPN - Drapeaux	Télécabine
ALPN - Gares	Téléfunic
ALPN - Pylônes	Téléscable
ALPN - Remontées mécaniques	Téléporteur
Téléfili	Tapis roulant
Téléfège fixe	ALPN - Pentes
Téléfège téléphérique	Piste verte
Télécabine	Piste bleue
Téléfunic	Piste rouge
Téléscable	Piste noire
Téléporteur	Lisiers
Tapis roulant	Snowpark/Bandiercross
ALPN - Pentes	Jardin ESP
Piste verte	Espace type
Piste bleue	
Piste rouge	
Piste noire	
Lisiers	
Snowpark/Bandiercross	
Jardin ESP	
Espace type	



PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

Préfecture
Direction des Politiques Publiques
...
Cellule Développement Durable/
Procédures Réglementaires

Gap, le 03 FEV. 2020

Arrêté n° 05-2020-02-03-002

**Objet : Régularisation du domaine skiable sur le territoire
de la commune de Molines-en-Queyras. MODIFICATIF**

Pétitionnaire : Commune de Molines-en-Queyras.

ARRETE INSTITUANT DES SERVITUDES AU TITRE DU CODE DU TOURISME

**La préfète des Hautes-Alpes,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code du Tourisme et notamment les articles L 342-18 à L 342-26-1 ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral n°05-2019-12-12-010 du 12 décembre 2019, instituant des servitudes au titre du code du tourisme, dans le cadre de la régularisation du domaine skiable, sur le territoire de la commune de Molines-en-Queyras ;

VU la demande du Maire de Molines-en-Queyras en date du 09 janvier 2020 d'élargir la période de servitude ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire pour la commune de pouvoir effectuer des travaux d'aménagement et d'entretien des pistes de ski en dehors de la période de servitudes (du 15 novembre au 15 avril), pour des raisons climatiques ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Alpes ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 4 est modifié comme suit :

- Les caractéristiques de la servitude :

La commune de Molines-en-Queyras s'engage à réaliser les travaux prévus conformément au tracé figurant sur les plans parcellaires annexés au présent arrêté.

Droits et obligations pour les propriétaires :

Droits :

La servitude instituée en vertu des articles L.342-20 à L.342-23 ouvre droit à indemnité s'il en résulte pour le propriétaire du terrain ou l'exploitant d'un préjudice direct, matériel et certain. Cette indemnité est à la charge du bénéficiaire de la servitude. La demande d'indemnité doit, sous peine de forclusion, parvenir au bénéficiaire de la servitude dans un délai d'un an à compter de la date où le dommage a été causé ou révélé.

Obligations :

- *Pendant la période d'enneigement*

- Interdiction absolue pour tout propriétaire ou locataire de modifier les lieux, de planter, de construire ou de placer, même de façon temporaire, quelconque obstacle de nature à gêner le passage des skieurs ainsi que le fonctionnement, l'entretien ou l'utilisation des différentes installations ;

- Obligation pour tout propriétaire de parcelles à la limite de l'assiette de la servitude d'accepter tout travaux de préparation au sol nécessaires à la bonne utilisation du domaine skiable

- Assurer le passage des skieurs des domaines skiabiles sur des parcelles privées ;

- *En dehors de la période d'enneigement :*

Les obligations des propriétaires sont identiques à celles de la période d'enneigement.

Droits et obligations pour le bénéficiaire :

La commune de Molines-en-Queyras est bénéficiaire de la servitude, elle s'engage à :

- Remettre en état après travaux (y compris ré-engazonnement des pistes de ski et des abords) les terrains non boisés ;

- Informer les propriétaires ou les locataires avant tout travaux ;

- Défricher les terrains boisés moyennant obtention de l'autorisation de défrichement par ses soins, les produits d'abattage revenant aux propriétaires, le nettoyage et l'entretien (débroussaillage) des terrains déboisés étant à la charge de la commune. Le bois abattu sera laissé à la disposition des propriétaires dans un endroit accessible ;

- N'effectuer les travaux d'entretien, de maintenance, nécessitant le passage sur des terrains privés grevés par la servitude, qu'en dehors des périodes de fauche (de juin à août). A défaut du respect de ce principe, les dégâts causés peuvent ouvrir droit à indemnisation.

- Le bénéfice des servitudes instituées par le présent arrêté pourra être cédé à toute société exploitant le domaine skiable, au cas par cas.

- Périodes de l'année pendant lesquelles la servitude s'applique :

La servitude s'applique du 15 novembre au 15 avril. Néanmoins, des travaux d'aménagement et d'entretien des pistes de ski pourront être effectués en dehors de cette période.

ARTICLE 2 :

Le reste de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2019 est inchangé.

ARTICLE 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Alpes,
Le Sous-Préfet de Briançon,
Le Maire de Molines-en-Queyras,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hautes-Alpes.

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale
de la préfecture des Hautes-Alpes



AGNÈS CHAVANON

